

صحة من لاجل



Heures locales/Radio-Télévision

# Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15022 - 7 F

- DIMANCHE 16 - LUNDI 17 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## La nouvelle bataille de Kaboul

UNE quatrième bataille d'envergure est engagée dans la capitale de l'Afghanistan, qui était pourtant sortie presque indemne de la cruelle guerre de dix ans que l'URSS avait imposée au pays. Les combats et bombardements à Kaboul reviennent, depuis le 12 mai, une intensité sans précédent : le Croix-rouge a dénombré plus de 200 morts et 1 200 blessés. En outre, on signale, depuis quelques semaines, de sérieux affrontements ailleurs dans le pays - signe d'une dégradation générale de la situation.

L'accord de cessez-le-feu signé le 7 mars à Islamabad par les factions afghanes a ainsi volé en éclats, à la confusion des pays musulmans, le Pakistan, l'Iran et l'Arabie saoudite, qui l'avaient patronné, avant de lui donner la sanction d'un pèlerinage à La Mecque. Or les données du problème n'ont pas évolué depuis le renversement, fin avril 1992, du régime communiste par des factions islamistes capables de mettre l'Armée rouge à genoux, mais incapables d'organiser leur victoire.

L'ENJEU est la possession d'une ville qui n'est plus qu'un symbole, après avoir été la capitale d'un pays à présent éclaté en une myriade de fiefs qui ne se reconnaissent qu'une vague allégeance à une demi-douzaine de pôles de pouvoir ethniques et - ou - religieux. Deux hommes incarnent cette lutte sans merci : le général Massoud, ministre d'un gouvernement qui ne commande guère qu'à la moitié de Kaboul ; et Gulbuddin Hekmatyar.

L'un et l'autre fondamentalement, et d'esprit centralisateur, ces adversaires sont pourtant irréconciliables. Par-delà son projet politique - la création d'un Etat islamiste - M. Hekmatyar entend aussi (surtout ?) renouer avec l'ancestrale domination de ses frères de race pesant sur cette mosaïque afghane. Appartenant, lui, à la nébuleuse famille persanophone, Ahmed Shah Massoud voudrait incarner, sans trop l'explicitier, l'aspiration des minorités du nord du pays à un renversement des anciennes dominations ou, dans l'idéal, à une meilleure distribution des pouvoirs.

En théorie, la ministre de la défense a, cette fois, un avantage : il vient, selon toute apparence, de retrouver l'alliance, perdue depuis l'automne, du général Doston. Dernier rempart du président Najibullah, le chef de guerre ouzbek lui avait donné l'estocade en se rapprochant de Ahmed Shah Massoud. Fer de lance, en avril-mai puis août 1992, des deux premières batailles de Kaboul, dont il avait reçu plus de coups que de profit, il était resté neutre en janvier-février.

A qui profitera « en fin » l'enlèvement en lice de cet homme capable, dit-on, d'aligner 50 000 hommes guerriers ? Maître de la capitale du Nord, Mazar-i-Sharif, adossé à un Ouzbékistan puissant, reçu dans les capitales de la région qu'inquiète un démembrement de l'Afghanistan, Rashid Doston pouvait bien, un jour, jouer son propre jeu. Serait-ce, alors, pour imposer sa vagues vision « fédéraliste » de l'avenir ? En attendant, on sait bien que perd, dans l'actuelle partie : les Afghans. A peine sortis du conflit qui lui a imposé une puissance étrangère, la population souffre à présent d'une guerre civile sanglante, et qui, de surcroît, reporte indéfiniment sa reconstruction.

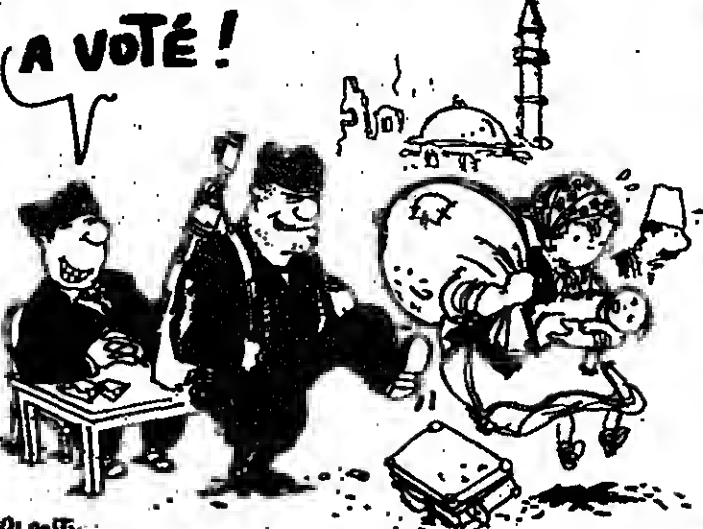
M0146 - 0516 0 - 7 00 F



Tandis que les Serbes de Bosnie se prononcent par référendum

## L'ex-Yougoslavie est devenue un test pour M. Clinton

Les Serbes de Bosnie étaient appelés à se prononcer, le 15 et le 16 mai, sur le plan de paix proposé par la communauté internationale. Tandis que les membres du Conseil de sécurité discutent des moyens à attribuer à la FORPRONU pour les enclaves musulmanes de Bosnie, Bill Clinton, pour qui la situation dans l'ex-Yougoslavie est devenue un test politique, a dû se défendre, vendredi, des critiques dont il faisait l'objet pour « irrésolution » et « manque de leadership ».



Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

## George Soros, spéculateur et philanthrope

Emigré juif hongrois, le milliardaire américain réalise son rêve : dépenser son argent en faveur de la démocratie en Europe de l'Est

par Sylvie Kauffmann, Françoise Lozare et Yves-Michel Riols

George Soros n'a pas de problèmes de sommeil. « Oui, je dors bien avec mes milliards », dit-il, amusé. Pourquoi serait-il insomniaque ? Même en dormant, il continue de gagner de l'argent. En une nuit, le 16 septembre 1992, jour de forte boue sur le système monétaire européen, la fortune de George Soros s'est enrichie de 1 milliard de dollars (1).

Depuis, en Grande-Bretagne, on l'appelle « The man who broke the pound » (« l'homme qui a cassé la livre »). Quand elle s'apaise enfin, la tempête monétaire de l'automne lui a rapporté quelque deux milliards de dollars. Sept mois plus tard, George Soros refait parler de lui, cette fois sur le marché de l'or : en rachetant, pour 400 millions de dollars, une participation dans

l'une des plus grandes mines d'or des Etats-Unis, Newmont Mining, il fait grimper les cours (lire page 15 la chronique « Devises et or »).

A soixante-trois ans, cet homme plaide, capable d'ébranler les banques centrales, affirme pourtant « s'être retiré des affaires ». « J'ai des gens qui les gèrent, ma présence n'est plus nécessaire », dit-il. J'y consacre 10 % de mon temps, 20 % peut-être, mais pour les décisions stratégiques, pas pour la gestion au jour le jour. Dans la suite du Bristol, où, de passage à Paris cette semaine pour la sortie de son livre en France (2), il reçoit des journalistes du Monde, on cherche en vain l'arsenal du parfait magnat de la finance : ni collaborateurs fébriles ni petits écrans fournissant minute par minute l'évolution des marchés. « Un téléphone, ça me suffit pour me tenir au courant », sourit-il tranquillement. Lorsque le téléphone sonne, il répond en

hongrois, sa langue maternelle. Et de son cartable de cuir, ce n'est pas un dossier de rapports financiers qu'il sort, mais le livre de Strobe Talbot, le nouvel ambassadeur itinérant du président Clinton pour l'ex-URSS, *At the Highest Levels*, « un livre qui montre très bien que les Américains n'avaient pas compris les changements révolutionnaires à l'Est ».

Car depuis le début des révolutions dans le bloc communiste, George Soros a entamé une nouvelle vie. Grand spéculateur devant l'Eternel à l'Ouest, il est philanthrope à l'Est. A travers un réseau de fondations créées dans dix-huit pays ex-communistes, il participe à la construction de la démocratie en essayant de favoriser l'apparition de « sociétés ouvertes ».

(1) Un dollar vaut environ 5,40 francs.  
(2) *Sauver la démocratie à l'Est*, Albin Michel.

### HEURES LOCALES

#### Des démenagements critiqués

Une étude du CNRS fait un bilan mitigé sur la transfert de certains services de l'administration dans des villes de province. Avec les pages « Régions », le dossier sur la Calabre et la Corse et une enquête sur Calais dans la série « Cités » pages 17 à 24

#### M. Chevènement au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste du Territoire de Belfort, fondateur et président du Mouvement des citoyens, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux page 15

L'intervention du RAID, la mort du forcené et la libération des enfants

## Le ministre de l'intérieur a privilégié la sécurité des otages de Neuilly

La prise d'otages dans une école de Neuilly-sur-Seine a pris fin, samedi 15 mai, un peu avant 7 h 30. Profitant d'un moment d'assoupissement du ravisseur, constaté grâce à une caméra vidéo, les policiers du RAID sont entrés dans la classe. Un premier groupe a libéré les six enfants qui restaient, pendant qu'un deuxième tirait trois balles sur Eric

Schmitt, quarante-deux ans, qui avait revendiqué un attentat à Neuilly. Le capitaine Evelyn Lambert, médecin des armées, restée avec l'institutrice auprès des enfants, a certifié que les six fillettes n'avaient rien vu de la mort du forcené. M. Pasqua a adressé ses félicitations aux policiers et aux deux femmes, promues chevaliers de la Légion d'honneur.

« Le cauchemar est terminé, les otages sont en bonne santé, le forcené est mort », a conclu le ministre de l'intérieur Charles Pasqua, samedi à 8 h 30 du matin, devant l'école maternelle de Neuilly-sur-Seine. Deux jours et deux nuits d'angoisse venaient d'être ponctués par l'intervention de l'unité d'élite de la police nationale. Les hommes du RAID, dans leurs uniformes noirs, avaient profité de l'assoupissement du preneur d'otages pour pénétrer dans la salle de classe. Ils avaient commencé à évacuer les six enfants, âgés d'environ trois ans, qui dormaient en présence du ravisseur.

Quand l'un des petits écoliers s'est mis à pleurer, le preneur d'otages s'est réveillé. Un groupe d'une dizaine d'hommes du RAID s'est occupé des enfants. Un deuxième groupe a « neutralisé » le

ravisseur, qui menaçait de faire sauter des explosifs. « Il n'aura pas fallu plus de trois secondes entre la prise de décision et la fin de l'opération », dira plus tard un policier du RAID. On a arraché les gamins qui se sont agrippés à nous. Ils ont été super. »

Le preneur d'otages a été atteint de trois balles en pleine tête, par des policiers qui ont utilisé des armes munies de silencieux. Les derniers enfants ont aussitôt pu quitter la pièce, vers 7 h 30 du matin. Ils ont cédé la place aux démineurs, qui ont trouvé vingt et un bâtons de dynamite sur le corps du ravisseur, transformé en bombe humaine, et dans la salle.

PHILIPPE BROUSSARD et ERICH INCIVIAN

Lire la suite page 8

## La « bombe humaine »

par Edwy Plenel

« C'est un grand chasseur de loups », enrait dit l'institutrice Laurence Dreyfus aux six enfants otages pour les rassurer, en leur faisant croire à un jeu dans lequel l'homme cagoulé et armé aurait joué un rôle de contes et légendes. On ne saura jamais ce qu'a pensé de cette invention courageuse le preneur d'otages, dont le scénario méticuleux, extraordinairement maîtrisé dans son délire, semblait dire, au contraire : le loup, c'est moi. Moi, qui ai décidé d'y jouer parce que, dans ce monde devenu fou, l'homme est un loup pour l'homme.

Lire la suite page 8

## Un entretien avec le premier ministre canadien

Brian Mulroney, qui abandonne ses fonctions le 1<sup>er</sup> juillet prochain, fait le bilan de ses neuf années au pouvoir et des mesures impopulaires qu'il a dû prendre. « Un chef de gouvernement, dit-il, peut être soit populaire, soit efficace, mais pas les deux à la fois. » M. Mulroney évoque aussi la lettre que Pierre Bérégovoy lui a écrite la veille de son suicide.

Lire page 5

## Compromis en Allemagne sur les salaires des métallurgistes

Le patronat de la métallurgie et le syndicat IG Metall ont trouvé, le 14 mai, un compromis qui repousse de deux ans l'égallisation des salaires entre les parties occidentales et orientales de l'Allemagne.

Lire page 13 l'article d'ERIC LE BOUCHER

## Cannes 93 : le vieux maître et le clochard

Akira Kurosawa, le vieux maître mal-aimé du cinéma japonais, a présenté - hors compétition - son dernier film, *Madadayo*, une métaphore grinçante sur l'amour reçu et non donné. Tandis qu'on découvrait *Naked*, de l'Anglais Mike Leigh, qui met en scène les tribulations d'un clochard métaphysique dans l'Angleterre post-thatcherienne.

Lire page 11 les articles de MICHEL BRAUDEAU, JEAN-MICHEL FRODON, COLETTE GODARD, DANIELE HEYMANN et JACQUES SICLIER

## Ouverture de l'Opéra de Lyon

En présence du maire de la ville, Michel Noir, et du ministre de la culture, Jacques Toubon, l'Opéra de Lyon, conçu par l'architecte Jean Nouvel, a été inauguré avec la représentation d'une œuvre inachevée de Debussy, *Rodrigue et Chimène*, dirigée par Kent Nagano.

Lire page 12 l'article d'ALAIN LOMPECH



# L'événement :

## GABRIEL GARCIA MARQUEZ

Prix Nobel de littérature

### DOUZE CONTES VAGABONDS

Grasset



## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 16  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99  
Téléc : 206.808 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-66-30-10  
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

comptant à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

## PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cros

Membres du comité de direction :

Jacques Guin, Philippe Dupuis

Isabelle Tesson

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-66-25-25

Téléc : MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-42-96-73. Société filiale

de la SARL Le Monde et de Média et Régions Europe SA.

Imprimerie

12, r. M. Gumbrecht

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2031

PRINTING FRANCE

Renseignements sur les microfilms et

index du Monde au (1) 40-66-29-33

Reproduction interdite de tout article,

sous réserve de l'administration

## TÉLÉMATIQUE

Composés 36-16 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-66-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 036 F

1 an

1 890 F

Autres pays

voir ci-dessous

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois



# ÉTRANGER

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

## La question de la Bosnie s'est transformée en test de la détermination du président américain

WASHINGTON  
de notre correspondant

L'important n'était pas dans les réponses. Lors de la conférence de presse que Bill Clinton a donnée, vendredi 14 mai, l'important était dans les questions : toutes celles qui portaient sur la Bosnie eurent trait à « l'irrésolution » manifestée par le président dans cette affaire, à son manque de « détermination » vis-à-vis des alliés des États-Unis, à ses « hésitations » dans la définition d'une politique. Bref, la question de la Bosnie s'est transformée en « test » des capacités de leadership du nouveau président.

M. Clinton, pour cette troisième conférence de presse depuis son arrivée à la Maison Blanche, voulait parler d'économie. Mais il a dû, comme lors de ses deux premières interventions, consacrer beaucoup de temps à la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Il s'est défendu de mener une politique « hésitante » : « J'ai une politique forte et claire (mais) vous ne pouvez pas lui donner la couleur du pantalon quand ils s'entre-déchirent depuis des siècles ». La politique des États-Unis reste inchangée : il faut « continuer à faire pression » sur les milices serbes de Bosnie et sur la République de Serbie. Pour ce faire, la proposition américaine d'une action militaire à double détente, levée de l'embargo sur les armes et bombardements aériens, « doit rester et rester sur la table ».

M. Clinton ne perd pas espoir de voir les partenaires européens des États-Unis s'y rallier tôt ou tard. C'est une proposition, dit-il, « qui n'a pas été rejetée de but en blanc ». Un « leadership » flottant à l'égard des Européens que le secrétaire d'État, Warren Christopher, lors de sa récente tournée, n'a pas pu convaincre de la justesse du point de vue américain ? Là encore, M. Clinton s'en défend énergiquement : dans un conflit qui est « au cœur de l'Europe », sur un théâtre où « les Européens ont déjà déployé des forces », « les États-Unis, dit-il, ne peuvent pas agir unilatéralement et ne doivent pas le faire ». Ils doivent agir dans un cadre multilatéral, « avec l'ONU » ; il leur faut donc arriver à une position commune avec les Européens.

### Le « syndrome vietnamien »

M. Clinton a indiqué qu'il n'avait pas encore pris de décision sur l'opportunité pour les États-Unis de déployer quelques centaines d'hommes en République de Macédoine, afin de dissuader toute agression serbe contre ce pays. Il a, en revanche, rappelé que l'avertissement lancé par le président George Bush au gouvernement de Belgrade à propos du Kosovo tenait toujours : les États-Unis ne resteraient pas les bras croisés si le régime serbe étendait la politique d'« épuration ethnique » à cette province du sud de la République de Serbie peuplée d'une écrasante majorité de musulmans d'origine albanaise.

Cet ensemble de réponses a paru confirmer le seul vrai engagement pris par l'administration Clinton à l'égard de la Bosnie : les États-Unis ne sont prêts à y déployer des troupes que dans le cadre d'une force de maintien de la paix pour faire observer un accord dûment signé par toutes les parties en conflit.

Sur le fond, il n'est pas sûr que les Américains ne partagent pas la prudence du président. Prétendant « entrer dans les sables de la guerre du Golfe », le « syndrome vietnamien » paraît, plus lancinant que jamais. Les sondages montrent

qu'une majorité d'Américains jugent que tous les camps dans l'ex-Yougoslavie sont à peu près coupables au même degré. Des éditorialistes réputés peu tendres pour le président, comme ceux du *Wall Street Journal*, ou ceux qui lui sont habituellement plus favorables, comme les commentateurs du *Washington Post* ou du *New York Times*, estiment que M. Clinton n'a pas commis d'erreur de fond face à une crise dont il a hérité. Si les Occidentaux ont failli à leur tâche, dit la presse américaine, c'est d'abord et avant tout la faute des Européens.

Mais la politique est aussi affaire de perception. La Maison Blanche, dans cette affaire comme dans d'autres, s'est prise de telle manière qu'elle a bel et bien donné l'impression de « vaciller », d'« hésiter », de « flatter » ou d'« osciller », pour reprendre quelques-unes des formules utilisées par les journalistes qui interrogeaient le président. Depuis près d'un mois, l'administration Clinton annonce, chaque semaine, qu'elle est décidée à passer à la pression militaire contre les Serbes et qu'elle se fait fort de convaincre ses alliés de la nécessité de cette escalade.

### Pas d'engagement ferme

Les résultats n'ont pas suivi — semaine après semaine. Pis, face à une crise sans « bonne » solution, l'administration ne paraît pas vraiment convaincue du bien-fondé de sa proposition d'intervention militaire. Après tout, M. Christopher est parti en Europe non pas pour faire part d'une « décision » à laquelle serait parvenue l'administration mais d'une « direction » que les États-Unis souhaitent voir prendre et sur laquelle ils souhaitent recueillir l'avis des Européens.

Omniprésente à la télévision, avec son cortège de massacres et de misères, la crise bosniaque est devenue le principal casse-tête de politique étrangère de la nouvelle équipe à la Maison Blanche. Mais à aucun moment M. Clinton n'a pris soin d'expliquer longuement à ses compatriotes en quoi les intérêts des États-Unis étaient en jeu dans cette guerre. Il a, brièvement, avancé trois arguments : des préoccupations d'ordre moral face à « l'épuration ethnique », les risques d'extension du conflit et la question du respect des frontières internationalement reconnues. La crise en Bosnie, a-t-il expliqué, à ce propos, est « à la fois une guerre civile et une guerre d'agression ». Lors de la crise du Golfe et en Somalie, « les alliés ont suivi les États-Unis », de bon ou de mauvais gré, explique Helmut Sonnenfeldt, un des spécialistes de politique étrangère de l'Institut Brookings, « parce que l'administration avait pris une décision claire ». Cette fois, les alliés européens n'ont pas eu le sentiment d'un engagement ferme des États-Unis, dans un sens ou dans un autre, et n'éprouvent donc pas le même degré de pression de la part de Washington.

Même si la situation bosniaque est différente — ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'une guerre que les États-Unis considèrent comme un problème avant tout européen —, l'administration Clinton n'a pas donné l'impression d'avoir une idée claire de ce qu'il fallait faire et, en ce sens, a pu laisser s'accroître l'image d'un manque de « leadership ». Dans un article daté de Bruxelles, le *New York Times* cite plusieurs responsables de l'OTAN qui craignent que cela ne « cause un dommage permanent à la crédibilité de l'Alliance et aux intérêts des États-Unis en Europe ».

ALAIN FRACHON

La visite de M. Mitterrand à Athènes

## « Convergences » franco-grecques sur les Balkans

Lors d'une visite à Athènes, vendredi 14 mai, François Mitterrand s'est notamment entretenu avec le président grec, Constantinos Karamanlis, le premier ministre, Constantinos Mitsotakis, et le chef de l'opposition socialiste, Andreas Papandréou. M. Mitterrand a été fait docteur honoris causa de l'université de sciences politiques Pantelios.

ATHÈNES

de nos envoyés spéciaux

Le séjour à Athènes de M. Mitterrand a revêtu, malgré sa brièveté, un caractère politique attesté par les deux parties. La presse hellénique a accordé une large place à cette visite, d'autant plus appréciée que les positions de la Grèce sur la Macédoine et plus généralement ses sympathies pour la Serbie l'ont isolée de ses autres partenaires de la Communauté européenne. A l'issue de son déjeuner avec le chef de l'Etat français, M. Mitsotakis a déclaré, à propos des Balkans : « Nous sommes très proches », en ajoutant que les politiques des deux pays « concordent ». Dans l'entourage de M. Mitterrand, on soulignait qu'Athènes et Paris ont « des zones

de convergence importantes », et que l'atmosphère de ce déjeuner auquel participaient notamment le cinéaste Costa Gavras et le compositeur Mikis Théodorakis, ancien député communiste qui a rallié le parti conservateur (Nouvelle Démocratie) de M. Mitsotakis — avait été « extrêmement cordiale ».

La délégation française s'est encore « réjouie que la Grèce, dans un environnement balkanique déstabilisé, représente un facteur de stabilité et puisse être une sorte de point d'appui de la Communauté européenne » dans cette région. Elle s'est aussi félicitée des dernières initiatives grecques sur le conflit bosniaque (comme d'Athènes et de la visite de M. Mitsotakis à Pale pour tenter de convaincre le « parlement » des Serbes bosniaques d'accepter le plan de paix Vance-Owen), jugées « tout à fait positives ».

Sur le dossier macédonien, l'entourage du président français soulignait que la position adoptée par Paris a en pour objectif d'éviter que le différend entre Athènes et Skopje « ne dégénère en conflit ouvert entre pays de la zone ». M. Mitsotakis a manifesté, indiquait-on, sa volonté d'arriver à un « compromis raisonnable », ce qui ne signifie pas que la querelle puisse trouver une solution

rapidement. Quant à la possibilité évoquée par Bill Clinton d'envoyer des troupes en Macédoine pour assurer le maintien de la paix, l'entourage du chef de l'Etat français a indiqué qu'un tel déploiement, dans le cadre de l'ONU, « ne pourrait pas être négatif ».

### Pour une Europe « ouverte »

M. Mitterrand a saisi l'occasion de son discours de remerciement, à l'université Pantelios, pour la remise de son titre de docteur honoris causa, pour révéler — ou confirmer — quelques-unes des raisons qui justifient tout particulièrement à Athènes, « lieu original où sont mes références », a-t-il dit, « Quelles que soient les variations de la vie politique, il existe comme un ciment, qui lui ne bouge pas, dans les relations entre la Grèce et la France, et je m'en flatte », a lancé le chef de l'Etat.

A partir d'une réflexion sur l'histoire, quand la délégation s'est produite, dans un long éloge de la démocratie, et de la politique elle-même, complété d'un plaidoyer pour une Europe « ouverte », « avant-poste de la démocratie », qu'il a opposée à

une « idée jalouse, frileuse et suffisante de l'Europe ». Il a invité les Européens à ne pas « faire la soupe chaude aux appels qui s'élèvent des quatre coins du monde », et ajouté qu'« il y a une servitude moderne » incarnée à ses yeux par le tiers-monde.

Seule éventuelle — et très vague — allusion à la collaboration en France, M. Mitterrand, après avoir reconnu les limites de la démocratie athénienne d'où étaient exclus esclaves, métèques et femmes, a déclaré : « Nous réintégrons les esclaves, les métèques — pas toujours, — et les femmes... » En tout cas, pour les relations internationales, la gestion du « domaine partagé » entre le président et le ministre RPR des affaires étrangères, Alain Juppé, ne provoquerait pas, pour le moment, de difficulté : on souligne même dans l'entourage du président que M. Juppé s'est « excellemment » exprimé en suggérant de prendre au mot le président serbe Slobodan Milosevic, après le retrait de son soutien aux Serbes bosniaques, marqués dans leur refus du plan Vance-Owen.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI  
et DIDIER KUNZ

Des délégations croate et bosniaque sont attendues à Lourdes. — Près de vingt mille soldats de vingt-quatre nations participent, du 14 au 16 mai 1993, au 35<sup>e</sup> pèlerinage militaire international à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Temps fort du calendrier spirituel des sanctuaires de la cité mariale, ce pèlerinage regroupait essentiellement, jusqu'en 1990, des participants originaires des pays de l'Europe occidentale ou des armées de l'OTAN stationnées en Europe. Parmi les délégations nouvelles, sont attendus, cette année, des Albanais, des Lituanais, des Argentins, mais aussi cinquante-cinq militaires de Croatie conduits par Mgr Juraj Jezerinac, évêque auxiliaire et vicaire général de l'archevêché de Zagreb. Pour appuyer l'image d'une hypothétique réconciliation dans l'ex-Yougoslavie, une délégation de dix militaires catholiques de Bosnie-Herzégovine était annoncée à Lourdes mais, selon le directeur du pèlerinage, seul Mgr Vinko Puljiz, archevêque de Sarajevo, aurait finalement obtenu un visa de sortie de la capitale bosniaque. — (Corresp.)

## Les Serbes de Bosnie se prononcent sur le plan Vance-Owen et sur l'indépendance de leur « république »

Les Serbes de Bosnie devaient se prononcer sur le plan Vance-Owen samedi 15 et dimanche 16 mai, lors d'un « référendum » qui, selon leur leader Radovan Karadzic, devrait déboucher sur la victoire du « non ». Les autorités de Belgrade avaient espéré faire renoncer leurs alliés de Bosnie à ce référendum en organisant, vendredi, une réunion des dirigeants et « parlementaires » de Serbie, de Yougoslavie, de Croatie et de Bosnie. Mais les Serbes de Bosnie ont refusé d'y participer et maintenu leur projet de référendum. La réunion de Belgrade s'est conclue, après trois heures de débats houleux et le départ bruyant des députés serbes ultra-nationalistes, par une déclaration de soutien au plan Vance-Owen, sans qu'aucune nouvelle mesure contre les Serbes de Bosnie soit envisagée.

Deux questions sont posées lors de la consultation de samedi et dimanche, laquelle, vus les circonstances, ne répond guère aux critères démocratiques. L'une porte sur le plan de paix que propose la communauté internationale pour la Bosnie, et auquel le président serbe Slobodan Milosevic s'est récemment rallié ; l'autre sur l'indépendance de la « république serbe » auto-proclamée en Bosnie.

En raison des importantes migrations provoquées par la guerre, on ignore en fait quelle est la population de cette « république serbe » et qui sont ses électeurs. 900 000 bulletins de vote ont été imprimés pour chacune des deux questions et sont distribués dans les commissions municipales des 84 communes de la « république ». La Bosnie-Herzégovine comptait, selon le recensement de 1991, 1,5 million de Serbes, soit un tiers de la population bosniaque, auxquels il faut ajouter, selon l'un des organisateurs du scrutin, un peu plus de 200 000 personnes qui s'étaient déclarées Yougoslaves et sont en fait « des Serbes infectés par l'esprit yougoslave ». Les soldats devaient voter « dans les tranchées et les tranchées, sur les lignes de front ».

Les Serbes originaires de Bosnie réfugiés en Serbie et au Monténégro devaient également être consultés. A la veille de ce référendum, les milices serbes ont poursuivi leur offensive dans la région de Brcko (au nord), qui contrôle le couloir reliant les territoires serbes de l'est et de l'ouest de la Bosnie. Dans la soirée de vendredi, Radin Sarajevu faisait état de la poursuite de bombardements, au canon de char notamment, en indiquant cependant que les attaques d'infanterie avaient cessé. Le HCR a d'autre part essuyé

un nouvel échec dans l'acheminement de l'aide humanitaire vendredi : un convoi destiné à Srebrenica (Bosnie orientale) a dû faire demi-tour et le général Ratko Mladic, chef de l'armée serbe de Bosnie, a envoyé un ultimatum au général Martić, qui commande la FOR-PRONU, en posant ses conditions à l'accès des « casques bleus » aux enclaves de Srebrenica et Zepa, parmi lesquelles toujours le désarmement des forces musulmanes.

### La France

doit « revoir sa position »

A Mostar, une accalmie était perceptible vendredi, mais des tirs sporadiques d'armes légères se faisaient entendre tandis que les blindés de la FORPRONU patrouillaient la ville. La radio croate a annoncé que 400 prisonniers civils avaient été relâchés vendredi. Selon des sources bosniaques et musulmanes, entre 1 500 et 2 000 avaient été regroupés les jours précédents par les forces croates dans une usine désaffectée de la région. Il était question vendredi d'une possible rencontre entre les président croate, Franjo Tudjman, et bosniaque Alija Izetbegovic, mardi prochain à Mostar. Si elle a lieu, les médiateurs internationaux David Owen et Thorvald Stoltenberg devraient y participer.

D'autre part, les consultations internationales se poursuivent, notamment autour du mémorandum présenté par la France au Conseil de sécurité pour définir les moyens de garantir la protection des zones musulmanes de Bosnie (voir ci-dessus). Cependant, le ministre des affaires étrangères de Bosnie, Haris Silajdzic, a demandé vendredi à la France et à la communauté internationale de revoir leur position à propos notamment de l'embargo sur les ventes d'armes à son pays. « Nous espérons que la France reverra sa position », a-t-il dit au terme d'une rencontre avec le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, au Quai d'Orsay.

Le chef de la diplomatie bosniaque a souligné que seul l'envoi d'armes aux combattants bosniaques permettrait à ses compatriotes de vivre dans une meilleure sécurité. « Dans le cas contraire, la communauté internationale serait complice d'un génocide », a-t-il ajouté. Haris Silajdzic a aussi mis en doute la bonne foi des Serbes de Belgrade et a souligné l'inefficacité des sanctions économiques prises par les Nations unies : « des sanctions sont appliquées depuis un an... On en voit les résultats. » — (AFP, Reuters)

Le mémorandum français remis à l'ONU

## Quelques dizaines d'observateurs ou 40 000 « casques bleus »

Dans un mémorandum remis ces jours derniers aux autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU, la France propose différentes options pour la protection des villes et enclaves musulmanes déclarées il y a quelques jours « zones de sécurité » par la résolution 824 de l'ONU (Sarajevo, Tuzla, Zepa, Gorazde, Bihac, Srebrenica).

« Par zone de sécurité, dit le mémorandum, on entend une zone encerclée, où l'aide humanitaire est assurée et où l'on interdit toute agression (...). L'objectif général du projet devrait être de donner un coup d'arrêt aux conquêtes territoriales des forces serbes et d'obtenir une solution négociée entre les parties intéressées. (...) »

« Le mandat de la FORPRONU devrait être modifié, (...) une nouvelle résolution devrait prévoir explicitement le recours à la force par tous les moyens nécessaires. (...) »

« (...) Trois options sont envisageables : »

« — deux options légères, qui consistent soit, en l'absence d'unités constituées, à matérialiser une présence symbolique de l'ONU (déploiement de simples équipes d'observateurs), soit à assurer le contrôle d'un périmètre restreint avec des effectifs relativement faibles (5 000 hommes à Sarajevo, 900 dans chacune des autres zones) ; »

« — une option lourde qui consiste, sur un large périmètre,

à assurer la libre circulation des forces de l'ONU et à empêcher toute agression ennemie, notamment avec son artillerie. Le volume des forces nécessaires (...) s'élève alors à une division (15 000 à 20 000 hommes) pour Sarajevo et une brigade (5 000 hommes) pour chacune des quatre autres zones. »

« Dans tous les cas il convient de prévoir une unité d'intervention (3 000 hommes) et l'utilisation de moyens aériens (en partie déjà déployés) si l'on veut faire face à d'éventuelles agressions majeures. »

Le texte énumère les missions qui seraient celles des « casques bleus » dans les différentes options (observateurs ou contrôle du cessez-le-feu, soutien à la population, etc.). Seul l'option « lourde » prévoit de « maintenir ouverts un ou plusieurs couloirs logistiques à travers les zones serbes ». Elle seule permettrait, « le cas échéant », de regrouper les armements lourds et de procéder à la déminéralisation.

Le texte se conclut par un appel à Washington et Moscou : « Il nous paraît que la participation effective sur le terrain des États-Unis et de la Fédération de Russie aux côtés des pays déjà engagés conférerait une crédibilité accrue à un tel concept de zones de sécurité et pourrait rendre suffisantes les options légères (...) »

### ALLEMAGNE

## Les Verts et Alliance 90 fusionnent

Réunis en congrès à Leipzig, les 750 députés du Parti vert allemand et de l'Alliance 90 ont approuvé, vendredi 14 mai, la fusion des deux formations décidée en janvier dernier par leurs instances dirigeantes. Les Verts, fondés en Allemagne de l'Ouest en 1979, furent le premier parti écologiste et pacifiste européen à faire leur entrée, en 1983, dans un Parlement national, le Bundestag. En 1990, lors des premières élections législatives de l'Allemagne unifiée, ils échouèrent à franchir la barre des 5 % nécessaires pour avoir des députés.

Alliance 90 est un mouvement issu des comités de citoyens de RDA qui avaient animé le mouvement populaire hostile au régime d'Erich Honecker.

### ITALIE

## Une vingtaine de blessés dans un attentat à la voiture piégée à Rome

Un attentat à la voiture piégée a fait une vingtaine de blessés, dont deux sérieusement atteints, et causé des dégâts matériels importants, vendredi soir 14 mai, dans un quartier résidentiel de Rome. La délégation s'est produite vers 21 h 40, via Faenza, dans le quartier Parioli. Elle a émis un immense et fait sauter une voiture à 500 mètres à la ronde. Selon les premiers éléments de l'enquête, elle a certainement été provoquée par une voiture piégée, dont les débris ont été projetés sur environ 150 mètres. Deux des blessés se trouvent dans un état grave. L'objectif de l'attentat pourrait avoir été le président de la télévision privée Canale 5, une des chaînes de Silvio Berlusconi, Maurizio Costanzo, animateur d'un programme très suivi, le « Maurizio Costanzo Show », qui e

fait notamment de nombreuses campagnes contre la Mafia. Le présentateur et son chauffeur, suivis d'une voiture d'escorte, venaient de quitter comme chaque soir le Théâtre Parioli, après l'enregistrement de l'émission, quand la délégation s'est produite, dans la rue même où se trouve l'entrée de l'établissement. « Cet attentat a pour objectif de provoquer la panique, d'entraîner la perte de confiance en l'Etat au moment où celui-ci est institutionnellement fort », a déclaré le chef de la police, Vincenzo Parisi. « On ne peut rien exclure, il est encore trop tôt », a-t-il ajouté, à propos de l'hypothèse d'un attentat de la Mafia. « Il s'agit d'un attentat de très grand impact : faire exploser une voiture au cœur d'un quartier de la ville est un acte de forte intimidation. » — (AFP)



# EUROPE

Le sommet de la CEI à Moscou

## Le projet d'union économique entre les Républiques de l'ex-URSS a du mal à se concrétiser

Le sommet des pays membres de la CEI, consacré à la mise en place d'une union économique et monétaire entre ces Républiques issues de l'ex-URSS, a abouti à la mise en place de commissions de coordination techniques, sans toutefois rapprocher sensiblement les partisans de l'accélération et ceux du freinage de cette intégration économique.

de réserves. Et qu'on n'était même pas d'accord sur les mots, le président ukrainien, Leonid Kravtchouk, ne voulant pas entendre parler d'union, un terme qui rappelle selon lui, trop de mauvais souvenirs soviétiques.

qu'une déclaration d'intentions, et que la question de l'adhésion ou pas de tel ou tel membre se poserait le moment venu. M. Eltsine lui-même a convenu qu'il y aurait divers degrés d'intégration, selon le choix particulier des Etats et selon qu'ils

était vrai que la Russie voulait contraindre les candidats à l'adhésion à cette future « union économique » à signer en même temps le pacte de sécurité collective qui lie à ce jour sept Républiques de l'ex-URSS et où Moscou joue évidemment un rôle dirigeant. Le président russe a répondu en substance qu'il était trop tôt pour en parler et qu'on verrait plus tard.

Quelques décisions longuement attendues concernant les institutions de la CEI ont malgré tout été prises, avec la création d'un « comité exécutif », sorte de secrétariat technique de la communauté, et d'un « comité consultatif de coordination », présidé à tour de rôle par un vice-premier ministre d'un Etat membre - les déclarations retenues montrent que ces organes d'aucun pouvoir de décision. Pour le reste, on a une fois de plus produit l'urgence de constituer une banque commune destinée à faciliter les règlements entre pays membres : la décision date d'octobre dernier et n'a toujours pas été suivie d'effet.

délicate, a longtemps passé pour l'un des piliers les plus zélés de l'intégration économique avec ses partenaires de l'ex-URSS, mais elle a tiré les conséquences d'une situation de plus en plus intenable pour les partisans de la Russie, entraînés dans la spirale de l'inflation russe, et que Moscou menace de priver de crédits. Depuis le 14 mai, l'usage du rouble est en principe interdit au Kirghizstan, au profit du « som », dont la valeur de départ a été fixée à 200 roubles. Ce pays compte sur le Fonds monétaire international pour l'aider dans cette difficile opération. Le FMI lui a accordé le 11 mai une allocation de 62 millions de dollars, auxquels s'ajoutent des crédits aux importations de la Banque mon-

diale, du Japon, de la Suisse et des Pays-Bas pour un total de 130 millions de dollars.

Le pas décisif franchi par les dirigeants de Bichkek a provoqué un certain émoi, en particulier parmi les autres pays d'Asie centrale ex-soviétique, qui ont pris des mesures de protection, pour éviter que le Kirghizstan ne devienne sur leurs propres marchés les quantités de roubles ainsi récupérées, un risque d'ailleurs limité par les dimensions réduites de l'économie kirghize.

JAN KRAUZE

### MOSCOU

de notre correspondant

Même « couronnés de succès », les sommets de la CEI ne font plus recette. La dernière réunion des chefs d'Etat de l'ex-URSS, vendredi 14 mai, à laquelle ont participé des représentants de dix pays (1), s'est déroulée aussi bien qu'on pouvait l'espérer, avec des résultats eux aussi à la mesure des possibilités. On a signé une solennelle déclaration affirmant la nécessité de créer une « union économique » entre les pays membres. Boris Eltsine, qui présidait la réunion, a célébré ce « tournant dans la vie de la Communauté », qui aborde une étape « qualitativement nouvelle ». Après quoi il est rapidement apparu que tout restait à faire, et en particulier la mise au point, d'ici le mois de juillet, des « vingt-cinq documents » définissant cette union économique. Que le président du Kirghizstan, M. Niazov, n'avait pas signé, que d'autres avaient accompagné leur signature



PANCHO

Comme toujours, on a constaté que certains « poussaient », et d'autres « tiraient », tandis que d'autres, l'Ukraine en tête, freinaient. M. Kravtchouk a souligné que le texte signé n'était rien d'autre

restant on non dans la zone rouble. Mais surtout, certains des enjeux essentiels sont restés dissimulés. Un petit coin du voile a tout de même été levé lorsqu'un journaliste biélorusse a demandé à M. Eltsine s'il

### Le Kirghizstan hors de la zone rouble

Contrairement aux habitudes, ce sommet, prévu pour la fin du mois, avait été avancé : il s'agissait apparemment de réagir à la décision prise unilatéralement par le Kirghizstan de sortir, de son propre chef et sans avoir consulté ses partenaires, de la zone rouble. Cette petite République d'Asie centrale, dépourvue de matières premières et dans une situation économique très

### GÉORGIE MM. Eltsine et Chevardnadze sont d'accord pour appeler à un cessez-le-feu en Abkhazie

Le président russe Boris Eltsine et son homologue géorgien Edeouard Chevardnadze se sont mis d'accord, vendredi 14 mai, sur une série de mesures destinées à tenter de mettre un terme au conflit abkhaze, dans l'ouest de la Géorgie.

Les deux dirigeants sont convenus d'appeler à un cessez-le-feu, qui doit entrer en vigueur le 20 mai. Solon M. Chevardnadze, cité par l'agence russe RIA, le cessez-le-feu

serait suivi du retrait des armements lourds de la zone de conflit et d'une interdiction de survol de la région.

L'Abkhazie est depuis neuf mois le théâtre de combats meurtriers entre les forces régulières de Tbilissi et les rebelles séparatistes. La Géorgie accuse l'armée russe déployée dans la région d'approvisionner les Abkhazes en armes. (Reuters, UPI.)

## George Soros spéculateur et philanthrope

Suite de la première page

Ses fondations, il leur consacra, dit-il, la majeure partie de son temps et 50 millions de dollars par an, auxquels il faut ajouter, en 1992, un don de 100 millions de dollars pour aider la recherche scientifique à se relever en Russie, un don de 50 millions d'aide humanitaire à la Bosnie, et un prêt de 25 millions à la Macédoine. Pour le jeune juif hongrois qu'il fut, contraint de vivre sous de faux noms sous l'occupation allemande avant de fuir le communisme à dix-sept ans, c'est une fabuleuse revanche. Lorsque le jeune Soros arrive à Londres en 1947, essentiellement nanti d'une solide image paternelle, il cherche un financement pour ses études. Ecouté par une association de la communauté juive qu'il refuse une bourse, il fait de petits boulots, puis, un jour, se casse une jambe en travaillant sur une voie ferrée. Il saisit l'occasion pour reformuler sa demande de bourse, qu'il obtient cette fois, non sans avoir tiré une lame au président de l'association auprès duquel il était offusqué de ne pas avoir pu refuser de l'aide à l'un des leurs dans le besoin - tout en dissimulant qu'il touchait déjà de cet argent des indemnités pour son accident du travail. Cette expérience lui apprendra que « la tâche du demandeur est de prouver de l'argent de la fondation et de la tâche de la fondation est de se protéger ». Bientôt plus tard, à la tête de ses propres fondations, il saura s'en souvenir.

Il entre à la London School of Economics, où il apprend, bien sûr, les métiers de l'économie et de l'argent, mais aussi se familiarise avec les théories du philosophe Karl Popper, dont le livre *La Société ouverte et ses ennemis* est pour lui une véritable révélation. Après un passage à la City, il part pour l'Amérique en 1956, alors que dans sa ville natale, Budapest, les chars soviétiques écrasent le soulèvement hongrois.

### La consécration de Wall Street

A Wall Street, il fait son chemin comme analyste financier jusqu'à un jour où, enfin, il saute le pas et passe de l'autre côté : en 1969, il crée son propre fonds d'investissement, le Quantum Fund, enregistré à Curaçao. Enfin, il va pouvoir « gagner de l'argent », une activité qui commence réellement à rapporter gros au début des années 70.

Jamais autant que ces derniers mois, il n'aura été reconnu comme l'un des grands financiers sur les places internationales. Les marchés financiers aiment les symboles et

les personnalités phares - Henry Kaufman, le « gourou » de Salomon Brothers, Ivan Boesky, le magicien des fusions-acquisitions, ou Elaine Garzarelli, analyste financier de Shearson Lehman Hutton, sacré vedette du jour au lendemain pour avoir prédit - bien mieux, d'ailleurs, que Soros - le krach d'octobre 1987. Aujourd'hui, c'est au tour de George Soros d'acquiescer à la notoriété, pour son rôle dans la tempête monétaire de septembre, tel que des membres du gouvernement français ont discuté alors avec lui pour le convaincre de la stabilité du franc. Non sans succès, visiblement, puisque George Soros affirme avoir « joué un rôle constructif dans la défense du franc » - « non par civisme, précise-t-il, mais parce que c'était mon jugement, que la défense du franc serait couronnée de succès ».

Et revanche, il affirme d'avoir eu aucun contact avec les responsables britanniques pendant cette période. Aurait-elles pu le convaincre de ne pas spéculer contre le livre sterling ? Baisant les bras devant la spéculation (le Quantum Fund avait à lui seul investi 10 milliards de dollars dans la bataille), Londres finit finalement contraint d'annoncer le retrait de la livre du système monétaire européen le 16 septembre au soir.

Il y a maintenant un « effet Soros ». Apprend-on que le milliardaire s'intéresse aux titres japonais ? Aussitôt, la hausse du marché nippon s'accroît. Lorsqu'à Washington il y a deux semaines, le chancelier de l'Echiquier, Norman Lamont, propose que le Fonds monétaire international vende une partie de ses réserves d'or pour financer de nouveaux crédits aux pays les plus pauvres, ou le soupçonne immédiatement de vouloir se venger de Soros, pourfendeur de la livre, en espérant secrètement faire chuter ainsi les cours de l'or... Un soupçon que n'a pas l'air de partager George Soros : « C'était aussi mon impression », avoue-t-il sans complexe, tout en reconnaissant que l'idée de mettre en vente de l'or du FMI « n'est pas mauvaise ».

Le financier américain est très pessimiste sur la conjoncture mondiale, notamment européenne : « Je crois que nous sommes dans une dépression dont il sera difficile de sortir ». Ce jugement le conduit à anticiper une baisse massive des taux d'intérêt en Europe, qui ne s'est toutefois pas concrétisée aussi rapidement qu'il l'avait prévu.

Discret jusqu'ici, l'homme sort de l'ombre. Soros, l'anti-Donald Trump, le roi de l'immobilier new-yorkais ? Pas de luxe tapageur - ni yachts ni jets privés, quatre mal-



sons ou appartements entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Pas de vie privée retentissante - trois enfants d'un premier mariage, un divorce, deux petits garçons d'un second mariage, il y a dix ans avec une jeune historienne de l'art, Susan Weber. La presse populaire britannique a bien déniché une histoire de bouteille de Chateau-Lafite à 5000 francs scandalement gaspillée dans un toilettes gonflable, complaisamment révélée par un maître d'hôtel licencié, mais sans vraiment faire mouche. Inconsciemment ou courtois, George Soros se déplace généralement seul, ou accompagné d'un unique collaborateur, ex-Concorde, sur des lignes régulières ou, à défaut, en petit avion privé de location. Mais, reconnaît-il, c'est vrai, « il y a un grand changement » : il accepte à présent d'être un personnage médiatique. « J'ai trop rêvé dans la finance, explique-t-il candidement. Mon fonds d'investissement a connu une croissance de 30, presque 40 % par an. Sur vingt ans, ça donne des résultats fantastiques ! Je suis donc devenu reconnu sur les marchés, ce qui a encore accru ma puissance. C'est dangereux car quand on monte très haut, on peut aussi tomber très bas... Mais en même temps, ça me permet de me faire entendre, et j'utilise cette possibilité ».

Ayant atteint le monde des riches et des puissants, c'est donc sur la grande politique - essentiellement sur sa vision de l'avenir de l'Europe de l'Est et de la Russie - que George Soros veut désormais se faire entendre. Il a le grand mérite de s'être intéressé à l'Est au moment où tout n'y était pas encore joué. Nul ne conteste aujourd'hui, par exemple, le rôle de la fondation Soros en Hongrie, où il s'implanta dès 1984, cherchant, dit-il, à « provoquer de petites fractures dans le communisme ».

A Budapest à la fin des années 80, les locaux de la fondation, sur l'axe des hauteurs de Buda, sont déjà un petit foyer de démocratie, où l'on rencontre autour de micro-ordinateurs, de photocopies et de tasses de café fumantes tout ce que la Hongrie compte de gens brillants et indépendants, déjà sortis, dans leur tête, du communisme. En accord avec des bourses d'études ou de recherche, en facilitant les contacts culturels, en aidant les publications indépendantes, la fondation Soros finance en fait l'opposition.

### Les putschs de Moscou

Les fondations de George Soros connaissent des fortunes diverses selon les pays. En Chine, il abandonne assez vite après s'être fait infiltrer par les services de sécurité. En Pologne, il fait une première tentative avec des intellectuels de Solidarité mais sans grand succès ; George Soros en conclut, comme Stefan Batory, obole hongrois devenu roi de Pologne dont la fondation à Varsovie porte le nom, que « l'on peut faire beaucoup pour les Polonais, mais pas grand chose avec eux ». L'histoire de sa fondation à Moscou, « très parallèle à l'évolution de la société russe », commence elle, en 1987. Sokharov décline l'offre de collaboration de Soros, convaincu que sa fondation va être noyée par le KGB. « On a commencé comme une organisation soviétique », dit Soros. Il nous a fallu deux putschs dans la fondation pour corriger la trajectoire, et cinq ans pour arriver à fonctionner ».

C'est l'une des clés de la méthode Soros, outre d'éviter les institutions, c'est de confier les fondations à des collaborateurs recrutés sur place, au lieu d'envoyer des Occidentaux. En URSS, se souvient George Soros, « les premiers formaient une clique et ont créé une fondation dans la fondation. Je

n'arrivais pas à changer leur façon de travailler. Alors on a fait un putsch, de l'intérieur, comme au Kremlin : le directeur est arrivé à la réunion comme directeur. Il est sorti comme ex-directeur. Puis celui qui avait arrangé le putsch, le conseiller juridique de la fondation, a pris le pouvoir. Il était « politiquement correct » mais il s'est révélé pire dictateur que les précédents. Alors au bout d'un an, j'ai dû organiser un autre putsch, pendant qu'il était en Amérique... » Prémonition d'un second putsch au Kremlin ? Pas plus que les dirigeants occidentaux, George Soros ne voit d'alternative au président Eltsine, bien qu'il ait « perdu son élan ».

Depuis un an, après « un changement révolutionnaire qui me donne un peu d'espoir pour la Russie », la fondation a enfin réussi quelques programmes, en particulier celui consistant à aider le ministère de l'éducation à remplacer tout l'enseignement du marxisme-léninisme par celui des sciences humaines. Beaucoup repose sur le choix des personnes, pour lequel Soros peut se décider en cinq minutes, sur un instinct, un coup de cœur, une intuition. « Parfois, nous n'avons pas trouvé le contact », dit-il. Par exemple en Lituanie nous avons fait du très bon travail, pas en Lettonie. Quand je dis « nous », en réalité c'est moi : au départ, il faut un contact personnel. Une fois qu'il a choisi, il fait totalement confiance, y compris sur l'avenir. L'utilisation des fonds est décidée sur place, par chacune des fondations, et une copie des comptes envoyée à New-York. « Il responsabilise les gens en Europe de l'Est », relève Sandra Fralong, qui dirige la fondation Soros en Roumanie.

En Pologne, George Soros a su écouter, puis changer d'avis : « J'ai essayé d'introduire la formule qui avait réussi en Hongrie. Mais sur place les gens ont résisté : ils avaient une autre conception. Or c'est eux qui avaient raison ». La fondation Stefan Batory est à présent le Barreau des fondations Soros.

### Bête noire de l'extrême droite hongroise

Pourtant pour George Soros, l'âge d'or des fondations, celui « du bon vieux temps des sociétés fermées », est terminé. L'avènement de nouveaux régimes l'a placé face à des difficultés inattendues. A Budapest, il est devenu la bête noire des mouvements d'extrême droite, aux yeux desquels il incarne tout ce qu'ils détestent : il est juif, riche et étranger. Numériquement attaqué dans des pamphlets l'an dernier par les témoins de la droite hongroise, Istvan Csurka et Gyula Zsolt, il proteste auprès du premier ministre, József Antall, avec lequel ses relations se dégradent.

En Slovaquie et en Roumanie, les milieux nationalistes l'accusent d'être un « agent hongrois ». Mais la pire déconvenue lui est infligée à Prague, où il a installé son projet le plus cher, l'Université d'Europe

centrale : le premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, « qui n'est pas mon meilleur ami, relève-t-il avec un sourire un peu forcé, est un adepte du marché libre, très dévoué à la CEE et tourné vers l'Europe de l'Est ». N'ayant que faire d'une université qui l'ancre dans un ensemble dont il cherche à sortir, M. Klaus a donc dénoncé l'arrangement conclu entre ses prédécesseurs au gouvernement, proches de Vaclav Havel, et M. Soros, d'autant plus facilement que, reconnaît ce dernier, « l'arrangement était faible car mes amis tchèques, les vrais démocrates, sont très faibles ». A la suite de cette « très pénible » aventure, George Soros a décidé de plier bagages et de repartir l'Université à Budapest dans les deux ans. A Prague, « je ne vois pas l'avenir sur laquelle je pourrais m'appuyer. Je me sens de trop. Klaus veut poursuivre ses intérêts étroits, moi j'ai une conception plus large de mes intérêts : vivre dans un monde de sociétés ouvertes ».

L'impitoyable spéculateur de Wall Street se serait-il donc métamorphosé en saint George ? Intellectuel frustré, les longs chapitres théoriques de son livre l'attestent, - George Soros trouve indubitablement son compte dans la philanthropie. « Mon engagement en Europe de l'Est a transformé ma vie », écrit-il. Pendant la révolution, mon propre rôle a largement dépassé le cadre de mes fondations. Je suis devenu une sorte d'homme d'Etat sans Etat. Ce rôle me plaît. J'ai beaucoup d'estime pour mon personnage, à la fois d'un point de vue subjectif et objectif. Objectivement, je travaille pour le bien de l'humanité. C'est l'image, affirmant des gens qui le connaissent bien, qu'il voudrait laisser à la postérité. Il est devenu aussi discret sur cette partie de son activité que lui et ses collaborateurs du Quantum Fund restent secrets sur leurs fonds d'investissement, refusant souvent de recevoir les représentants des plus prestigieuses publications financières anglo-saxonnes.

Redoutant que le nationaliste Milosevic ne fasse des émules, Soros met en garde les dirigeants est-européens contre le phénomène « nazi » (surnom de « national dictatorship ») qu'il voit s'installer, ça et là, dans le lit du communisme. Au passage, il demande à la CEE de se servir de « moyens de pression dont elle dispose », c'est-à-dire de l'aide, pour contraindre les nouveaux régimes de l'Est à respecter toutes les règles démocratiques, par exemple lorsque « le gouvernement hongrois institue un véritable monopole des médias audiovisuels ». Malheureusement pour lui, car il en tire de toute évidence une certaine amertume, les grands de ce monde ne sont guère de ces visions politiques de George Soros.

SYLVIE KAUFFMANN  
FRANÇOISE LAZARE  
et YVES-MICHEL RIOIS







## AFRIQUE

SÉNÉGAL : les élections législatives

## Le Parti socialiste conserve la majorité absolue

Le Parti socialiste (PS) du président Abdou Diouf a conservé la majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec 84 députés sur 120, mais en a perdu 19, à savoir, vendredi 14 mai, à Dakar, le président de la commission nationale de recensement des votes en publiant les résultats des élections législatives du 9 mai. Le Parti démocratique sénégalais (PDS), principale formation de l'opposition, a obtenu 27 sièges, soit un gain de 10 députés par rapport à 1988.

Quatre autres formations ou coalitions de partis font, pour la première fois, leur entrée à l'Assemblée nationale en se partageant les 84 sièges restants. Il s'agit de la Ligue démocratique (3 députés); de la coalition «Japoo» (3), qui regroupe le Parti africain pour la démocratie et le socialisme (PADS), la Convention des démocrates et patriotes, le Rassemblement national démocratique (RND) et des représentants de la société civile; du Parti africain de l'indépendance et du travail (2); et de l'Union démocratique sénégalaise-Rénovation (1). L'Assemblée nationale sortante était composée de 103 députés PS et 17 PDS. Le taux de participation a été de 40,74 %, contre 51,46 % lors de

l'élection présidentielle le 21 février.

Les résultats confirment la tendance enregistrée au lendemain du scrutin présidentiel : maintien du PS au pouvoir mais avec une sensibilité érosive, poussée de l'opposition, principalement du PDS. (AFP, Reuters)

Protestations après l'agression du correspondant de RFI. Les organisations professionnelles de la presse - africaines et internationales - ont exprimé «l'indignation» vendredi 14 mai, leur indignation à la suite de l'agression, la veille, du correspondant de Radio France internationale (RFI), Nicolas Balique, par des militants du Parti démocratique sénégalais. L'agression est survenue près du domicile du secrétaire général du PDS, Abdoulaye Wade. Le correspondant de RFI, qui venait de s'entretenir avec le dirigeant d'opposition, a été frappé par des militants du parti au visage et au ventre. Il dit avoir dû son salut qu'à sa fuite et précise que sa voiture, qui contenait divers objets personnels dont son matériel de reportage, a été brûlée. (Reuters)

ANGOLA : reprise des pourparlers à Abidjan

## Le gouvernement et l'UNITA sont toujours en profond désaccord

Après plus d'une semaine d'interférence, les négociations ont finalement repris à Abidjan, vendredi 14 mai, dans un climat de grande tension. L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a «radicalisé ses positions», et cela pourrait conduire à «la rupture», a estimé le général Higinio Carneiro, chef de la délégation gouvernementale à l'issue de la première séance d'entretiens au cours de laquelle l'UNITA a refusé d'écouter les «villes qu'elle contrôle».

En ouvrant la séance plénière, la

représentante des Nations unies, Margaret Anstee, qui préside la réunion, avait souligné que les pourparlers étaient entrés «dans leur phase la plus cruciale». «L'attente est immense en Angola, en Côte d'Ivoire, mais aussi dans la communauté internationale», avait-elle déclaré. A New-York, le Conseil de sécurité s'est déclaré «profondément préoccupé» par la situation en Angola et a exprimé le souhait de voir les négociations d'Abidjan aboutir à une conclusion heureuse «le plus tôt possible». (AFP, Reuters, UPI)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6040

HORIZONTALLEMENT

1. Constituerait un sérieux handicap sur un champ de courses. L'avocat le trouve souvent dans sa manche. - 2. Est victime d'une affection dont il ne saurait rougir. Présente un caractère pointu ainsi qu'un accent aigu. - 3. Participe. Donne à certains êtres une apparence cyclopéenne. Pratique. D'un auxiliaire. - 4. Homme de lettres. Ville de la Haute Égypte. Agent de transmissions. - 5. Telle une nature peu fréquente. A des vertus désaltérantes. - 6. Telle des auteurs captivants ou diffuse. Est souvent perdue de plume d'étrucheur. Préposition. - 7. Nourrit de très jeunes vers. Un blanc... fait n'est jamais perdu. - 8. Abréviation. Incident fâcheux. - 9. Remercie l'amphtryon musulman. Obligé à faire preuve d'une certaine distinction. Carrefour ferroviaire. - 10. Ancien titre honorifique. Fut oratoire, à Pompéi. Base de formation de certains sacrés. - 11. Conserve ses dessous jusqu'à ce que son mari ait pris le deuil. Fut pendant longtemps unique en son genre. - 12. Pronom. Article. En disparaissant, il immortalise une mer. - 13. Une fonction très bien assurée par Cyrano. Son plus que buvable. - 14. Administre un somnifère. Dérèglement d'un précieux régulateur. - 15. Pression due à l'attraction des corps. Peut être lié à un crapaud.



VERTICALEMENT

1. Il a envie d'en finir au plus vite. Uns beauté à revir. - 2. Orifice. Trou pas cher. - 3. Fin de participation. Idyle. Ne peut s'utiliser qu'avec mesure. - 4. Affection bégayante. Un homme qui compte sans dépenser. - 5. Éventuel compagnon. Lui. Abréviation marginale. Ne touche pas toujours l'oreille quand il est sourd. - 6. Pile de la flotte aérienne. Est en passe de trouver la bonne voie. Fait le sucre de plus d'un derby. - 7. On peut y trouver une place, mais aucun débouché. Conseiller technique dans le prêt-à-porter. - 8. Calcul de nonnette. Lieu de passage. Interjection. - 9. Plus pensif qu'expressif. On y danse la serenade. - 10. Invoient. Boucles et lacets ornant une botte. - 11. Pièce «meublée». Ce peut être un tendre charme. Annonce une explication. - 12. Refroidir. Dont la prudence a théoriquement doublé. - 13. Exprime un manque de considération. Degré. Quelque chose de révoltant. Fait folle. - 14. Protecteur des mineurs. Conjonction. Quartier de Séville. Point. - 15. C'est tout l'écrit qu'on peut attendre des cruches. Champ de manœuvres. Pigeonné.

Solution du problème n° 6039

Horizontallement

I. Mausolée. - II. Ecreuseur. - III. Gingembre. - IV. Edée. Péon. - V. Ré. Chien. - VI. Pour. EV. - VII. P. Marée. - VIII. Marie. - IX. C. Ruse. - X. Tes. Ultra. - XI. Uns. Sées.

Verticallement

1. Mégère. Mon. - 2. Acide. Palsn. - 3. Urns. Perles. - 4. Sagace. - 5. Osé. Humérus. - 6. Lampire. Olé. - 7. Eubée. Route. - 8. Éronée. Ers. - 9. Sen. Versa.

GUY BROUTY

## ASIE

CAMBODGE : malgré la menace des Khmers rouges

## La campagne électorale bat son plein

Deux personnalités, Hun Sen, premier ministre à Phnom-Penh depuis 1985, et le prince Norodom Ranariddh, l'un des fils du prince Sihanouk, émergent dans la rude bataille en cours pour les élections qui seront organisées du 23 au 28 mai.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Il est deux à tenir la vedette : Hun Sen et le prince Ranariddh. Hun Sen est le locataire du PPC, le Parti du peuple cambodgien, qui contrôle l'administration et les forces armées du régime de Phnom-Penh. Le prince est le président du FUNCINPEC, un mouvement fondé à Pyongyang en 1981 par son père. Les deux hommes appartiennent à la même génération (quarante-deux ans pour le premier, quarante-neuf pour le second). Bons orateurs, ils tiennent l'un et l'autre de longs discours sans notes. La comparaison s'arrête là.

Par ses mimiques, ses intonations, sa silhouette, sa façon de parler et une forte ressemblance physique, le prince Ranariddh rappelle étrangement son père. Il y a vingt-cinq ans. Il joue à fond de cette carte. Norodom Sihanouk a beau rester à Pékin - et annoncer qu'il ne regagnera le Cambodge qu'après le scrutin prévu du 23 au 28 mai - le FUNCINPEC fonde ses espoirs sur lui. L'affiche la plus répandue de cette formation montre Ranariddh, ou uniformé de commandant en chef de l'Armée nationale sihanoukiste (rebaptisée ANK), Armée nationale du Kampuchéa (indépendant), au pied d'un «Monsieur Papa» assis dans un fauteuil Louis XV et souriant. La légimité royale sous-tend ses discours électoraux.

Le régime corrompu de Phnom-Penh, affirme-t-il, a été mis en place par les yuén (terme péjoratif pour désigner les Vietnamiens). Si le PPC l'emporte, ce sera de nouveau la guerre avec les Khmers rouges. Représentant le raisonnement de son père, Ranariddh se prononce pour une solution politique, donc pour une «réconciliation nationale» avec les Khmers rouges. Son discours est émotionnel : il va de la dénonciation, fort populaire, de la présence d'une forte communauté de yuén au Cambodge au rappel de la paix qui régnait lorsque le père était au pouvoir.

## La sécurité du scrutin

Le thème dominant de la campagne de Hun Sen est simple : les Khmers rouges et le FUNCINPEC, c'est blanc bonnet et bonnet blanc. Une victoire du FUNCINPEC, dit-il, ramènera les hommes de Pol Pot, «responsables d'un génocide», dans le système. Et, comme dans les années 70, les Khmers rouges s'empareront à nouveau du Cambodge. Ce discours est repris inlassablement par les cadres de l'administration de Phnom-Penh. Aux bonz, on rappelle que le régime en place a relâché du boudhisme un religieux d'Etat. Aux commerçants, à l'oreille plus sensible, on répète que la «stabilité» actuelle vaut mieux qu'un plongeon dans l'inconnu.

S'appuyant sur l'appareil d'Etat, M. Hun Sen draine les plus grandes foules. Le prince Ranariddh se plaint, avec de bons arguments, des entraves mises sur son chemin par le pouvoir de Phnom-Penh. Membre d'agents électoraux, agressions, discours et slogans au vitriol : la campagne est rude - d'autant qu'elle a lieu, au moins depuis deux semaines, sous la menace d'attaques

khmers rouges qui ont déjà contraint l'APRONUC, l'autorité de l'ONU pour le Cambodge, à ramener le nombre des centres de vote à moins de 1500, au lieu des 1800 prévus il y a trois mois. Comme le scrutin ne pourra avoir lieu dans les zones d'insécurité, il reste à voir dans combien de secteurs, le jour J, les Khmers rouges seront parvenus à décourager les électeurs.

Le PKD («Parti du Kampuchéa démocratique») doit, d'ailleurs, amèrement regretter d'avoir pas saboté plus sérieusement l'enregistrement par l'APRONUC. L'hiver dernier, de 4,7 millions d'électeurs. Car il y a eu, au moins à ce moment-là, un engagement pour une opération des lors couronnée de succès. Aujourd'hui, les Khmers rouges déchirent les cartes d'électeur, font sauter les trains, tentent de perturber le trafic routier et, même, d'entraver l'opération électorale dans les provinces les plus disputées : celles de Siem-Réap et de Kompong-Thom. Les intimidations et les exactions sont aussi le fait, au demeurant, de gens du régime, de sorte que nombre de Cambodgiens

ont retrouvé une peur un peu oubliée en 1992.

La campagne entre dans les derniers jours : elle prendra fin le 19 mai. Tous les dérapages sont encore possibles. La sécurité du scrutin s'ordonne sur deux lignes : les «bénéficiaires» de l'APRONUC assurent la «défense rapprochée» des bureaux de vote, et l'armée de Phnom-Penh sera chargée de la «défense éloignée». Tandis que, chaque jour, une cinquantaine de meetings sont recensés par l'APRONUC à travers le pays, tout le monde spéculait sur la capacité des Khmers rouges à saboter le scrutin : grenades dans les villes, opérations de commando ou tirs de mortiers dans les campagnes? Cambodgiens et gens de l'ONU retiennent leur souffle. Quant aux nombreux Vietnamiens présents dans le pays, après l'exode qui a débuté en mars à la suite de massacres perpétrés par les Khmers rouges, ils préfèrent aller attendre chez eux les résultats d'une opération qui décidera de leur avenir.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFGHANISTAN : diplomates libérés. - Trois diplomates ont été libérés après trois semaines de captivité en Afghanistan. Jack Dodds, britannique, Stephen Elhart, allemand, et Gert Piening, néerlandais, sont arrivés en bonne santé, vendredi 14 mai, à Quetta, au Pakistan. Officiers de liaison chargés de la lutte anti-drogue, en poste à Islamabad, ils avaient été enlevés le 23 avril, après s'être aventurés en Afghanistan. Leurs ravisseurs, des membres de la tribu Noorzai, impliqués dans le trafic de drogue, réclamaient que deux des leurs, détenus au Pakistan pour trafic d'armes, soient relâchés. (AFP)

CHINE : la querelle avec Londres s'envenime. - Le gouvernement chinois a condamné l'entretien accordé mercredi 12 mai au chef-lieu par le ministre des affaires étrangères britannique Douglas Hurd. Pékin accuse Londres de soutenir le séparatisme du chef tibétain en exil. Un quotidien officiel chinois a, par ailleurs, accusé le gouverneur de Hong Kong, Chris Patten, en visite à Washington, d'agir comme une «prostitution» en avançant un projet de réformes démocratiques, il voudrait, en fait, internationaliser la question de la restitution de la colonie à la Chine, prévue pour 1997. (AFP, Reuters, UPI)

LOIN DES CAPITALES

## Darjeeling «reine des collines» déchu

DARJEELING

de notre envoyé spécial

Le choc est rude. Le visiteur, fort de ses lectures, attend de Darjeeling une certaine tenue. Les agences de tourisme indiennes ne continuent-elles pas, au demeurant, de parler de «la reine des collines» à propos de cette station de l'Himalaya? Pourtant, le sentiment d'une indigne dégradation s'empare du voyageur à voir ces rues défoncées et bordées d'édifices dont beaucoup tirent la cité vers le bidonville.

La cité entière est désormais livrée aux hawkers, ces marchands à la sauvette qui proposent au chaland quelque carré de tisse ou six tomates ou oranges. Seule réconfort avec Darjeeling la vision panoramique du cirque de collines où, de 2 400 à 2 100 mètres, s'étagent ses maisons, surtout lorsque, l'horizon se dégageant, resplendit le Kanchenjunga, deuxième sommet de la planète.

La ville, il est vrai, a eu ses vicissitudes. «Imaginez la lorsque l'administration britannique a'y transporté, l'idée de Calcutta», nous explique un général indien qui a pris ses quartiers dans le district. D'évidences peu nostalgiques du passé colonial, l'officier n'en est pas moins sensible à ce qui fut un étonnant décorum : «Nul n'était admis dans les hauteurs de la ville s'il n'était pas habillé selon les convenances anglaises. Avant l'indépendance, des Indiens ont été admis au titre de la promenade, en calèche ou à pied, en se pliant au code vestimentaire. La construction d'édifices était réglementée. Les bas, avec ses marches, était laissé aux serviteurs et à leur famille». La cité a gardé son lustre dans les années cinquante.

Le séisme est survenu lorsque les ruraux des alentours sont venus en masse à Darjeeling, en quête d'opportunités. En vingt ans, la population a doublé, atteignant sans doute, à présent, 150 000 - qui sait au juste? Nombre des nouveaux venus étaient originaires du Népal voisin. La migration vers une Inde plus riche est une affaire ancienne pour les sujets du royaume himalayen, qui ont fini par dominer ethniquement non seulement Darjeeling, mais aussi le Sikkim, le Bhoutan et diverses régions de l'Assam, donnant crédit au fantasme d'un «complot» pour la création d'un «grand Népal».

Au siècle dernier, les Népalais ont d'abord été appelés ici pour cueillir le thé sur les domaines qui venaient de créer des Britanniques. Leur patiem robuste, leur courage silencieux les ont désignés comme «race mariale» au colonisateur qui, sous l'appellation de «Gurkhas» - du nom de la principauté d'où était partie l'unification du Népal au dix-huitième siècle - en a enrôlé des milliers dans les régiments de la Couronne. Jusque dans les années 50, Darjeeling offrait un grand centre de recrutement des Gurkhas.

Parmi eux figuraient des Sherpas, vite repérés, pour leurs qualités de montagnards, par les organisateurs des expéditions himalayennes qui, jusqu'en 1957, partaient surtout de Darjeeling, puisque Katmandou refusait les étrangers. C'est ainsi qu'un homme né à Thimé, au Népal, est venu, à dix-huit ans, en 1932, chercher du travail dans la «capitale d'été» : Tenzing Norkay avait déjà participé, de 1936 à 1952, à six expéditions infructueuses à l'Everest - le «Chomolungma», dans sa langue - avant de le vaincre, le 29 mai 1953, en compagnie du Néo-Zélandais Edmund Hillary. C'est Nawang Gombu - un petit homme affable, lui-même deux fois vainqueur du «Tekt du monde», qui a succédé ici à son oncle Tenzing comme directeur technique de l'École de montagne - qui nous fait ce récit, puis nous conduit, dans un parc, à la statue élevée au premier vainqueur de l'Everest sur le lieu de sa crémation, en 1988.

## Le déclin des «quatre T»

Une autre coup a asséché Darjeeling ces derniers lustres : le rapatriement des réfugiés tibétains. «La reine des collines» avait quatre fleurons à sa couronne, nous explique un Bengali, M. Sengupta. Les Anglais parlaient des «quatre T» : tea, tourism, teaching et timber (le thé, le tourisme, les écoles et l'abattage du bois). Tous ont périclité.

L'abattage a été purement interdit, pour freiner l'érosion. Les collages, quant à eux, ont perdu de leur lustre depuis l'époque où ils étaient fréquentés par les fils de maharajahs.



Quelques institutions demeurent, pourtant : Saint-Joseph, Saint-Paul, Loretto... Elles sont toujours tenues par des chrétiens, protestants surtout, mais les jésuites gardent la cote.

La thé demeure, lui, la gloire de Darjeeling. Si loin que se pose le regard, ce ne sont que

pentures plantées des petits buissons vert tendre taillés à hauteur d'homme - ou plutôt de femme, puisqu'il n'y a plus que des cueilleuses. Les grands domaines - soixante-cinq dans le district - commencent à Kurseong, à mi-chemin de la vargineuse route qui monte, en trois heures pour 80 kilomètres, de la plaine torride de Siliguri. A Londres, ce sont encore les thés de Darjeeling qui font les archives record. Mais la partie récente du marché soviétique a conduit maints planteurs au désarroi. Une agitation sociale endémique ajoute encore aux difficultés.

La tourisme, enfin, a bénéficié d'un regain de passages depuis l'ouverture, en 1990, du Sikkim voisin. La randonnée de moyenne montagne (trekking) tient la vedette. Le petit train à vapeur avec ses trois wagons d'opérette, qui monte, en huit ou neuf heures, ses voyageurs depuis Siliguri, a aussi ses amateurs. Pourtant, c'est la quête nostalgique du passé qui appelle ici le plus grand nombre, et d'abord des Britanniques. Pour eux, une seule adresse : la Windermere. Admirablement tenu par une famille tibétaine dont Alexandra David-Neel disait déjà du bien vers 1917, les Tenzing, l'Hotel est unique pour les attentions qu'il procure : le feu dans la cheminée des chambres, qui dégoutte l'air frais du soir la bouillotte glissée dans les lits... De plus, on y «frit» et bout l'eau depuis 1938, de sorte que, depuis lors, nul n'a été malade.

Hélas, les saisons ont été perturbées par un séisme aux effets durables : la revendication d'un «Gurkhaland» séparé du Bengale oriental, Etat dont fait partie Darjeeling. C'est en 1988 que les violences ont commencé. Elles ont duré deux ans et fait 300 morts. Elles avaient été lancées par un ex-sous-officier gurkha, Subhas Ghising, qui a fini par obtenir, en 1989, la création d'un «Conseil des collines» autonome. L'échec de cette instance vient de conduire M. Ghising à relancer l'agitation.

Même si les circonstances sont désormais peu propices au séparatisme, la «reine des collines» retient son souffle. On murmure volontiers aujourd'hui contre M. Ghising, «autocrate incompétent et corrompu». L'idée progresse d'un rattachement au Sikkim, qu'un premier ministre talentueux, N. B. Bandhuji, a lancé vers la prospérité par une utilisation judicieuse des crédits de New-Delhi, après la conversion forcée du royaume en vingt-deuxième Etat de l'Union, en 1975. Or c'est le chogyal du Sikkim qui, au début du dix-neuvième siècle, avait cédé Darjeeling à la Couronne des Indes, désireux d'y créer un établissement pour ses cadres tuberculeux. De quoi conforter hindous et bouddhistes, ici l'immense majorité, dans leur conviction que la vie est un éternel recommencement.

JEAN-PIERRE CLERC



# POLITIQUE

• Le Monde • Dimanche 16 - Lundi 17 mai 1993 7

Lancée par MM. Marcellin et de Villiers

## L'Association des républicains et indépendants n'exclut pas de se constituer, à terme, en groupe parlementaire

Alors que Raymond Marcellin, «tuteur» de l'Association des républicains et indépendants, récemment créée au sein du groupe UDF de l'Assemblée nationale, conçoit celle-ci comme un «groupe de travail», Philippe de Villiers, qui en est l'un des animateurs, n'exclut pas de la transformer, le moment venu, en un groupe parlementaire distinct de celui de l'UDF.

L'annonce, le 12 mai, de la constitution d'une Association des républicains et indépendants, regroupant vingt-huit députés tous issus du Parti républicain (*Le Monde* du 14 mai), a suscité un certain trouble au sein du groupe UDF de l'Assemblée nationale (1). Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, s'est efforcé, jeudi 13 mai, de le dissiper. Soulignant qu'il avait été

«parfaitement informé» de cette initiative, M. Vasseur a expliqué que «des députés ont légitimement le droit de se rassembler pour essayer de faire passer un certain nombre de thèmes qui leur tiennent à cœur». «Plus nous serons capables de gérer notre pluralité, plus nous serons forts», a-t-il conclu.

Une ambiguïté semble pourtant demeurer sur cette «gestion». Dans l'esprit de Raymond Marcellin, qui eut été le tuteur historique d'une association qui avait existé jusqu'à l'élection présidentielle de 1988, il ne s'agit que de favoriser et d'encadrer la réflexion de parlementaires désireux d'échapper à la «politique politicienne».

L'ancien ministre de l'Intérieur nous a précisé que ce groupe de travail aura l'avantage «de pousser le PR à prendre position sur les grands problèmes» et sera «un facteur de modération», afin «de maintenir dans la droite

républicaine ceux qui auraient tendance à diverger».

Les préférences de Philippe de Villiers apparaissent radicalement divergentes, pour ne pas dire opposées. Limitant le rôle de M. Marcellin à un simple parrainage dû à l'ancienneté, les proches de l'animateur de Combat pour la France ne dissimulent pas que «la vocation de cette association est de devenir un outil politique».

«Aile droitière»

Après avoir perdu la bataille de l'anticorruption, M. de Villiers cherche une nouvelle place d'appel pour réhabiliter et exploiter, à sa façon, le «dérive centriste» du gouvernement Balladur.

Pour lui, cette association jette les bases soterriennes d'un nouveau groupe parlementaire qui pourrait se constituer dans les mois à venir. Si, par exemple, les députés centristes, qui se sont également regroupés dans une association, décidaient, après le délai de six mois d'essai qu'ils se sont impartis, de reprendre leur autonomie par rapport au groupe UDF. Si, encore, il advenait que la cohésion de ce groupe UDF se brise sur une question fondamentale, ce qui, au vu du débat sur le code de déontologie qui vient d'avoir lieu, n'est pas simple vue de l'esprit.

Charles Millon, président du groupe UDF, feint pour l'heure de ne point trop se soucier de cette agitation, susceptible, pourtant, d'entamer son autorité. Son entourage n'ignore pas que cette association, «faute de bras et de broc», puisse longtemps subsister. Sa naissance crée néanmoins déjà quelques frictions au sein du Parti républicain.

Commentant les résultats du débat sur le code de déontologie, Gilles de Robio, député de la Somme, qui vient de prendre en charge au sein du nouveau

horizon exécutif de ce parti les fédérations, s'est inquiété, dans *le Figaro* du 14 mai, de l'influence de «cette aile droitière de la majorité».

Le suspectant de vouloir «mettre le feu aux poudres», M. de Robio souhaite que «son ami Philippe de Villiers se contente d'allumer les feux d'artifice du Puy du Fou». «La cohésion sociale, estime-t-il, exige plus de sagesse et moins de politique-spectacle.»

DANIEL CARTON

(1) Les noms des vingt-huit députés adhérents à l'Association des républicains et indépendants sont les suivants : Raymond Marcellin (Marbais), Alain Griotterey (Val-de-Marne), François d'Aubert (Mayenne), Francis Delorme (Val-d'Oise), Philippe Mathot (Ardennes), Philippe de Villiers (Vendée), Joël Sarrail (Vendée), Claude Gaignon (Manche), Daniel Colin (Var), Jean-Louis Beaumont (Val-de-Marne), Michel Godard (Marbais), Hubert Fales (Var), Alain Kergueris (Marbais), Jean Rosta (Bouches-du-Rhône), Roland Blum (Bouches-du-Rhône), Yann Fiat (Var), Roger Lestas (Mayenne), Pierre Micauts (Aube), Hubert Bassot (Orne), Alain Mayonn (Rhône), Guy Tessier (Bouches-du-Rhône), Gérard Trémège (Hautes-Pyrénées), Antoine Carré (Loire), Gilbert Gaudier (Paris), Jean-François Deniau (Cher), Arthur Paschi (Var), Christian Gourmelon (Val-d'Oise), Charles Ehrmann (Alpes-Maritimes).

■ Jacques Chirac «approuve pleinement» le plan Balladur. — Jacques Chirac écrit dans l'édition du *L'Espresso* du 14 mai, cette semaine, qu'il «approuve pleinement les décisions qui viennent d'être annoncées par Édouard Balladur». Il s'agit, selon le président du RPR, de «la première entreprise sérieuse depuis 1988 de réajustement structurel de nos comptes sociaux». «C'est pour éviter que la situation ne se dégrade encore et pour pouvoir construire sur du solide qu'il fallait agir vite et fort», ajoute-t-il.

ANDRÉ LAURENS

Réuni en conseil national

## Génération Ecologie rompt le silence

Le conseil national de Génération Ecologie, qui doit se réunir, dimanche 16 mai, pour la première fois depuis les élections législatives, sera saisi des travaux de la «commission du bilan», créée au lendemain du scrutin. Celle-ci, qui avait adressé un questionnaire à tous les candidats de GE, a reçu en outre plusieurs dizaines de contributions sur la stratégie à conduire dans les prochaines années. Nous publions ci-dessous un extrait de celle de Guy Aznar, secrétaire national de Génération Ecologie.

POINT DE VUE

## Un mouvement de contestation ou de gouvernement

par Guy Aznar

L'ÉCOLOGIE politique est à un tournant de son histoire : selon le choix qui sera fait, elle disparaîtra de la scène politique ou bien elle deviendra le catalyseur de la démocratie du futur. Il est clair que, de toute façon, les écologistes doivent retrouver leurs racines environnementalistes. C'est là que réside leur fondement existentiel, leur histoire, leur crédibilité. C'est la vocation que le public leur attribue. C'est le domaine qui correspond à la compétence de ses militants et de ses cadres. L'environnement n'est pas un recatégorie limitatif sur «les petites fleurs et les oiseaux», c'est une grille de lecture du monde, non exclusive mais qui a sa pertinence et qui amène à porter des jugements sur la politique économique, la politique énergétique, celle des transports, etc.

L'ancrage environnemental étant, supposons-le, une chose entendue, il existe deux manières de se situer politiquement : comme un mouvement de contestation ou comme un mouvement de gouvernement. Il n'est pas inutile de préciser les deux scénarios.

Le scénario de contestation consiste à développer un mouvement qui manifeste sa spécificité dans la protection de l'environnement. Il retrouve de ce fait les racines contestataires historiques du mouvement et cherche à remettre en cause, à travers sa grille de lecture environnementale, les choix politiques des pouvoirs en place. Il peut présenter des candidats à des élections municipales, régionales, pour défendre la cause de l'environnement, mais n'a aucune vocation à se présenter à des élections législatives ou présidentielles. S'il le fait, c'est par provocation, pour occuper les scènes, non pour gagner.

Le scénario de gouvernement consiste à développer un mouvement qui prétend reconstruire un discours global sur la société, comme s'il devait un jour en assurer la gestion. Sa grille de lecture environnementale est le point de départ d'une réflexion systémique qui doit embrasser tous les sujets. La question sous-jacente étant : faut-il avancer seule, entre écologistes, en se donnant le temps qu'il faut pour devenir compétents et crédibles sur tout, ou bien faut-il développer cette réflexion avec d'autres courants de pensée ? Dans ce dernier cas, les écologistes reconnaissent que leur apport n'est qu'un élément de réflexion parmi d'autres. Avec humilité, ils accepteraient de faire

partie d'un puzzle. Pourquoi les écologistes deviendraient-ils les catalyseurs d'une nouvelle réflexion sociale ? Parce qu'ils constituent de fait un courant sociologique composé de gens qui se sont réunis sur des valeurs, sur une certaine conception des rapports entre l'homme et la société, sur un projet planétaire essentiel et généreux. Parce qu'ils incarnent des idéaux collectifs, parce qu'ils constituent une force neuve, moins usée que d'autres par la vie politique, parce qu'une bonne partie de la jeunesse se reconnaît en eux. Quel serait le concept unificateur, le signal de ralliement qui ferait de ce nouvel ensemble le lieu d'inspiration de la société du siècle 21 ?

Solidarité autonome

Personnellement, le point focal me paraît se situer autour du binôme solidarité-autonomie, qui définit la relation dialectique de l'homme au monde et qui diffère de manière significative des anciens concepts. Solidarité ne fait pas partie d'une démarche exclusivement gestionnaire, parce qu'il n'y a pas de vocabulaire d'amour. A ce terme, on peut accoler le mot de «partage», qui est la forme organisationnelle de la solidarité (partage des ressources, de l'emploi, du savoir, de l'espace).

L'autonomie est la couleur complémentaire de la solidarité. C'est le droit à l'aventure individuelle, qui va être rendue bientôt possible par la libération du temps, le droit à la liberté, à la transgression, à la différence. En brandissant l'étendard solidarité-autonomie, les écologistes sortiraient alors de l'écologie environnementale pour revendiquer plutôt l'«écophilie», dont parlait notre ami Félix Guattari.

Parti de contestation ou parti de gouvernement, démarche solitaire ou fusionnelle, les deux voies sont respectables. L'une est plus ancrée dans la pureté des origines, l'autre constitue une négociation difficile avec la réalité. C'est l'alternance éternelle entre Antigone la rebelle et Créon la gestionnaire. Pour ma part, j'adore les échos de l'Antigone, mais je ne peux oublier qu'elle s'est éteinte elle-même dans son tombeau.

► Guy Aznar, sociologue, est secrétaire national de Génération Ecologie, chargé du travail et de l'emploi.

En conflit avec son premier adjoint

## Charles Deprez (UDF-PR) se démet de ses fonctions de maire de Courbevoie

Charles Deprez, maire (UDF-PR) de Courbevoie (Hauts-de-Seine), a déclaré, vendredi 14 mai, qu'il s'était démis de cette fonction, le 12 mai, lors du conseil municipal, pour provoquer un «renouveau» de la municipalité, au sein de laquelle il s'oppose au premier adjoint, Jean-Yves Haby, député, également membre du Parti républicain. Maire depuis trente-quatre ans, Charles Deprez est candidat à sa propre succession contre Jean-Yves Haby.

Selon ce dernier, le conflit entre le maire et son adjoint avait débuté entre le premier et le second tour des élections législatives de mars dernier. «Charles Deprez m'a alors

fait comprendre qu'il voulait revenir sur la succession envisagée entre lui et moi, qui devait conduire à ma désignation comme tête de liste aux municipales de 1995», a déclaré M. Haby. Le député a indiqué qu'il avait reçu une lettre de soutien de Philippe Vasseur, secrétaire général du PR, dans laquelle celui-ci appelle les élus PR du conseil municipal à voter pour M. Haby.

La majorité municipale est composée de 35 membres : 13 PR, 5 RPR, 5 UDF et 12 divers droite. Dans la minorité siègent 4 conseillers socialistes, 2 communistes, 1 indépendant et 3 membres du Front national.

LIVRES POLITIQUES

### LES DÉSENCHEANTEMENTS DE LA LIBERTÉ

de Guy Hermet. Fayard, 336 pages, 140 F.

C'EST l'histoire d'un spécialiste confirmé et reconnu dans son domaine, celui de la science politique, que se connaît le monde et son intuition personnelle conduisant, au début des années 90, à entreprendre un travail de recherche sur le thème de la transition démocratique. Il ne part pas à l'aventure, il sait, en gros — il croit savoir — où il va et l'actualité sert son dessein : son objectif est d'analyser avec la rigueur de sa discipline une mutation qui, par son ampleur et sa diversité, marque une étape historique.

Au départ de l'entreprise, il y a une sorte d'évidence mais, chemin faisant, le chercheur s'empare de la confusion, voire le chaos, de la réalité qu'il examine : les fruits que l'histoire produit sont loin de tenir les promesses des fleurs. C'est ainsi que son livre sur la sortie des dictatures dans les années 90, qui devait s'intituler *Le Temps de la démocratie*, est paru, il y a peu, sous le titre *Les Désenchantements de la liberté*. Il n'en est pas moins passionnant et, à quelque chose la déception étant bonne, il est, sans doute, plus utile pour la suite.

Cette histoire n'est pas seulement celle de la déconvenue de Guy Hermet, chercheur honnête qui, en refusant de plier les faits à ses désirs, rend compte de son cheminement contrarié : elle concerne tous ceux qui s'interrogent sur le nouvel état du monde et qui ont quelque raison de s'inquiéter de ce qui sortira des bouleversements considérables qu'il a connus ces dernières années. L'auteur des *Désenchantements de la liberté* ne leur apporte pas que le reflet de leurs propres déceptions — quand il ne les dérange pas carrément dans leur confort — car si son travail est utile c'est bien parce que, au-delà de l'optimisme et du

## L'énigme de la démocratie

pessimisme, il propose une vision plus lucide des choses. La lucidité n'est, bien souvent, que la manière la plus positive de décrire ses déconvenues et d'en prévenir de nouvelles.

A cette fin, Guy Hermet ramène ses lecteurs à la dure et complexe réalité des faits qui ne s'accrochent ni des idées reçues ou à la mode ni des doctrines simplistes et des politiques ou engagements à visée courte. Ce travail de décapage s'appuie sur une information dont la richesse permet d'aligner les exemples, d'établir des comparaisons, là où elles sont possibles, de souligner les nuances et les contradictions, partout où se perçoit une potentialité, une velléité, de passage à la démocratie. Il est rare qu'une telle base de réflexion sur la genèse démocratique soit, à travers l'histoire contemporaine et l'actualité, offerte au public pour l'instruire de la difficulté et de la multiplicité des processus qu'elle met en jeu. Loin d'apparaître comme une voie royale pour une finalité évidente, elle s'apparente plutôt à la résolution d'une énigme à la sorte d'un labyrinthe.

Souvent, l'énigme se pose avant même l'avènement du changement espéré : pourquoi tel bunker, bâti pour durer, explosa, sans intervention extérieure ? Et pourquoi à ce moment-là ? Les réponses ne sont jamais simples et ne peuvent s'établir que cas par cas. L'auteur passe de l'excellence du modèle espagnol à la libéralisation de l'ex-empire soviétique, sans oublier les exemples latino-américains, africains et asiatiques. A lui seul, ce voyage dans le temps et l'espace mérite l'attention, tant par l'assemblage des expériences si diverses qu'il rappelle que par les observations qu'il formule l'auteur, à contre-courant, non seulement des clichés,

mais des idées et des sentiments les plus communément et honorement partagés.

On aura les mêmes surprises avec cette autre interrogation essentielle concernant les conditions nécessaires à l'établissement de la démocratie. Celle-ci ne serait-elle qu'un luxe réservé aux pays nantis et, de surcroît, étroitement lié à l'économie de marché ? L'auteur s'insurge contre cette idéologie à la mode avec la même indignation qu'il dénonce ceux qui raient «la liberté pour les peuples au bénéfice de la tyrannie des guerilles révolutionnaires». Ce sont parfois les mêmes, assurément. Guy Hermet constate que la misère matérielle frappe à des degrés divers tous les terrains de démocratisation et que l'échelle de la détresse ne permet pas, à elle seule, d'établir celle de la gouvernabilité démocratique.

Historiquement, la démocratie est née en Europe de l'Ouest dans les pays qui n'étaient pas les plus avancés sur le plan économique (l'Allemagne par rapport à l'Angleterre) et, actuellement, pour s'en tenir à ce seul exemple, parce qu'il est le plus massif, l'Inde se classe au premier rang des démocraties sur le plan quantitatif et parmi les nations les plus pauvres du monde. La question mérite d'être inversée : ne serait-ce pas la démocratie qui apporterait un avantage propre en matière de développement ?

L'auteur s'interroge de la même façon sur l'obstacle que certaines religions opposeraient à la reconnaissance de tout pouvoir démocratique. Il ne nie pas, à cet égard, que des décalages chronologiques car, d'une manière générale, les dieux ne sont pas démocrates. La vraie différence entre les religions lui paraît liée à leur capacité de s'appuyer sur des organisations vouées à agir dans le siècle et à

mettre en œuvre des stratégies politiques, lesquelles peuvent, paradoxalement, participer à la naissance du pluralisme démocratique.

Au terme de ce survol des terres de démocratisation et de cette analyse des préalables, conditions et recettes dont on prétend baliser leurs espérances, le lecteur qui s'impose est celui de la modestie et de la prudence. Guy Hermet voudrait aussi, au risque d'opérer une sélection cruelle, y ajouter celle du discernement. Parmi la pléthore de candidats à la démocratie, qui caractérise l'époque et qui crée une surcharge ingérable sur le champ, il préconise de soutenir les promesses démocratiques des sites les plus fertiles, plutôt que de dispenser tous azimuts «des paroles réconfortantes et des ressources trop maigres», ou de céder à «une préférence subjective recouvrant des anticipations erronées».

Il y a, dans l'immédiat, mieux à faire, selon lui, dans «la demi-douzaine de pays d'Amérique latine qui sont mûrs pour la démocratie» que dans l'ex-empire soviétique, à l'exception des pays de l'ancien espace austro-hongrois. Le besoin de discernement s'impose ailleurs car, dit-il, «si l'on ne devait confondre la transition à Taiwan ou au Chili avec celle du Pérou, du Bénin ou de l'Algérie», de tous les dogmatismes, qu'ils relèvent de l'angélisme, ou de l'obéissance aux règles de l'économie de marché comme «aux normes techniques de l'ingénierie politique occidentale».

Guy Hermet n'est pas neutre ; il s'engage, bouscule la routine des bons sentiments et des réflexes intellectuels, secoue ses lecteurs, pour leur plus grand bien dans la mesure où il leur apporte matière à réfléchir sur ce qu'il y a de plus intéressant actuellement dans le spectacle du monde et sur l'intelligence de leurs chères convictions.

La réforme du code de la nationalité

## Harlem Désir dénonce la « mise en cause du droit du sol »

Harlem Désir, membre de Génération Ecologie, a déclaré, vendredi 14 mai, que «les dérapages et la surenchère auxquels l'on vient d'assister» dans l'examen de la réforme du code de la nationalité à l'Assemblée nationale «montrent bien qu'il ne fallait pas mettre le doigt dans cet engrenage».

Selon l'ancien président de SOS-Racisme, «cela rend d'autant plus incompréhensible la position de soutien au texte, adoptée sans véritable débat par le bureau national de Génération Ecologie», qui «ne devrait pas accepter de mise en cause du droit du sol».

Le Mouvement des réformateurs, animé par Jean-Pierre Soisson, «condamne», lui aussi, la réforme. L'ancien ministre de l'Agriculture a déclaré, vendredi, que le gouvernement avait «durci le texte initial» et «donné des gages à l'aile droite de sa majorité».

«Il a fait adopter un texte qui contient des ferments d'exclusion et qui ne contribuera pas à l'intégration», estime M. Soisson. Yves Jouffé, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, indique, dans un entretien à paraître dans l'hebdomadaire *Tribune juive* (daté 20 mai), qu'il «souhaitait que François Mitterrand fasse un geste» au sujet de cette réforme. «Je le lui dirai, si j'ai, prochainement, l'occasion de le rencontrer», précise-t-il.

Ferme opposé à cette réforme, M. Jouffé ajoute : «On s'est battu contre le double peine, mais il y aura, désormais, une triple peine : la condamnation pénale, l'interdiction de devenir français et, éventuellement, l'expulsion. Les Juifs de France s'honoreraient en prenant position contre ce texte».

M. Jouffé estime, en effet, que «quand on commence à toucher un cheveu d'un Arabe ou d'un Africain, vous pouvez être sûr que, demain, c'est toute la chevelure d'un juif qu'on enlèvera».



## SOCIÉTÉ

سكزا من الإهمال

## Le dénouement de la prise d'otages

La prise d'otages à l'école maternelle du Commandant-Charcot de Neuilly-sur-Seine, commencée jeudi matin 13 mai, s'est terminée, samedi 15 mai, à 7 h 25. Le ravisseur, un homme de quarante-deux ans nommé Erick Schmitt, a été tué de trois balles dans la tête par les policiers d'élite du RAID (Recherche-Assistance-Intervention-Dissuasion), qui, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, avaient profité d'un moment d'assoupissement du preneur d'otages. Les policiers, qui avaient réussi à installer un dispositif vidéo dans la classe, y avaient pénétré afin d'évacuer les six enfants et l'institutrice.

Charles Pasqua, au cours d'une conférence de presse, a félicité les services de police et du RAID qui ont ainsi permis la libération des otages. « Il était important que la force reste à la loi », a déclaré le ministre de l'Intérieur. M. Pasqua, M. Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine et ministre du budget, ainsi que M. Bayrou, ministre de l'Éducation qui s'est aussi rendu sur les lieux, ont rendu hommage en particulier à Laurence Dreyfus, l'institutrice, qui « a joué un rôle déterminant dans cette affaire », selon M. Pasqua. De son côté, M. Mitterrand, rentré à Paris après un séjour officiel à Athènes, a également transmis ses félicitations « à tous ceux qui ont pris part à la libération des enfants retenus en otages ».

## La presse étrangère en haleine

Il est rare que l'actualité intérieure en France fasse la une des journaux britanniques et américains. La prise d'otages de Neuilly-sur-Seine échappe à cette règle. Après avoir brièvement annoncé l'affaire, en première page, vendredi 14 mai, le journal britannique *The Guardian* y est revenu, samedi 15 mai, avec un ensemble de textes et photos qui occupent plus de la moitié de sa une. De son côté, *The Independent* est resté fidèle à une ligne éditoriale qui privilégie la politique étrangère et nationale, mais un article sur l'affaire débutait néanmoins en première page. Même le *Financial Times*, le quotidien britannique des affaires, abordait le sujet en une sur une colonne.

Côté télévision, la BBC et nombre de chaînes américaines ont filmé les événements ou ce qu'on pouvait en voir de l'extérieur de l'école. Le ton général était sobre alors que le dénouement de l'affaire se faisait attendre mais ne

## Le communiqué du ministère de l'Intérieur

Après la libération des otages de l'école Commandant-Charcot à Neuilly, le ministère de l'Intérieur a publié le communiqué suivant : « A 7 h 25, ce samedi 15 mai, profitant d'un moment d'assoupissement du preneur d'otages, les policiers du RAID ont pénétré dans la classe afin de sortir les six enfants et l'institutrice. L'homme s'est réveillé. Les policiers du RAID ont fait usage de leur arme afin d'assurer la sécurité des otages. L'homme est mort sur le coup. »

« Il y avait vingt et un bâtons de dynamite dans la classe dont seize autour de sa ceinture. Le dispositif de mise à feu était opérationnel. Le ministre de l'Intérieur a aussitôt prévenu le premier ministre et le président de la République du succès complet de cette opération. »

STEPHANE GRAPPELLI  
Mardi 18 mai 20 h 30

au Carnegie Hall

ou

à Amiens ?

## La sécurité des enfants privilégiée

Suite de la première page

Un système de mise à feu, en état de marche, et « actif » en langage policier (c'est-à-dire pouvant être actionné), comprenant des détonateurs électriques, avait été disposé dans la salle de classe. La carte d'identité française d'un homme âgé de quarante-deux ans a aussi été trouvée en possession de ce dernier, sans qu'il soit du tout sûr qu'elle corresponde à la véritable identité du ravisseur. Une carte au nom d'Erick Schmitt, né en Algérie le 31 juillet 1951 et demeurant à Romy-sous-Bois.

Un peu avant huit heures, la centaine de journalistes de la presse française et internationale ont pu voir des hommes du RAID sortir du bâtiment un frappant dans leurs mains. Puis ils ont cru distinguer les enfants quittant le groupe scolaire Commandant-Charcot à bord de voitures banalisées et en compagnie de leurs parents. Le drame de la première prise d'otages en France était dénoué. Au terme de quarante-sept heures de négociations, de dialogues et de tensions, entre un ravisseur cagoulé et les négociateurs.

Très vite, l'homme a demandé que le chef du RAID, Louis Bayon, soit celui qui l'autorisait à pénétrer dans la pièce pour mener les négociations. Le policier a pénétré à plusieurs reprises dans la classe, où le preneur d'otages se tenait dans un coin tandis que les enfants se trou-

vaient à l'autre bout de la pièce. Libre de ses allées et venues, l'institutrice s'occupait des enfants, les calmant en leur racontant des contes, épaule à diverses reprises par un médecin-capitaine des armées, Evelyne Lambert. Se présentant comme un chef d'entreprise, l'homme avait alors reconnu qu'il était bien à l'origine de l'attentat à l'explosif commis, dans la nuit du 7 au 8 mai, dans un parking de Neuilly et revendiqué par un texte signé des initiales « HB ».

## Un troc efficace et terrible

« Dans les jours prochains aura lieu une explosion, signe HB et revendiqué pour affirmer sa capacité de destruction, soulignait ce texte. Elle sera cette fois purement symbolique et de faible importance, et aucune victime ne sera à déplorer. (...) Son unique but est d'annoncer l'imminence d'une opération d'envergure à la police et au ministre de l'Intérieur, en particulier. Cette affaire va sensibiliser la France entière et mobiliser tous les médias, qui auront de quoi largement satisfaire le public. Elle sera de nature à ébranler très sérieusement le pouvoir en place, qui risque de voir toute la population, réunie pour une fois, se dresser contre lui et manifester violemment en réclamant des réformes. »

Reçu après la prise d'otages, ce texte prend toute sa signification quand on sait que les divers documents remis par le ravisseur aux autorités, pour poser ses conditions et imposer ses exigences, portaient la même signature « HB ». C'est sous ce paraphe que l'on pourra lire le récit mouvementé des deux journées d'angoisse et de négociations. Aux négociateurs le ravisseur

## La « bombe humaine »

Suite de la première page

Moi, Erick Schmitt, inconnu des services de police, sauf pour des excès de vitesse, qui ai choisi d'endosser l'habit d'un méchant « Batman » d'apocalypse et de série américaine : Human Bomb, cet « HB » qui, par l'explosion d'un engin artisanal, à Neuilly déjà, le 8 mai, avait voulu « annoncer l'imminence d'une opération d'envergure » destinée à « sensibiliser la France entière », a mobilisé tous les médias et a ébranlé très sérieusement le pouvoir en place.

Bombe humaine... Homo sapiens, Homo demens, indisciplinable, cousin pour l'éternité... L'ambivalence est au cœur du « fait divers », cette catégorie qui n'en est

confiera que « HB » signifie Human Bomb.

Jendi et sa nuit avaient été le temps de la libération d'enfants après d'un « troc » efficace et terrible : une vie en échange d'un sac de billets de cinq cents francs, une autre pour des coupures de dollars américains ou de marks allemands ; une bonne grâce obtenue du ravisseur contre un téléviseur, un téléphone ou une rencontre avec un journaliste de TF1 ; le ministre de l'Intérieur accepta même de lui faire parvenir sa carte d'identité pour prouver qu'il suivait bien l'affaire en personne. Reclamant cent millions de francs, l'homme en avait finalement rabattu pour quarante, puis avait exigé cinquante millions de francs. La somme avait été tirée des caisses de la Banque de France, puis entreposée au ministère de l'Intérieur.

Cette stratégie du « donnant-donnant » avait tout d'abord payé ; sur les vingt et un enfants présents dans la classe des « petits » de la maternelle de Neuilly, jeudi matin, quinze avaient ainsi pu retrouver la liberté. Le ravisseur affichait un grand calme, étant même attentif aux enfants et allant jusqu'à jouer avec eux. Il avait ainsi réclamé une caméra pour réaliser une cassette vidéo qui sera diffusée aux parents.

Mais la tension est allée crescendo, le lendemain : plus aucune libération n'était intervenue depuis vendredi 14 mai à une heure du matin. Le ravisseur refusait de se séparer des six derniers enfants que, dans la prose écrite au moyen d'un ordinateur qu'il avait remise aux policiers, il considérait comme étant de « bonniers ». Dans l'après-midi, la totalité du rançon issu de la Banque de France avait été apportée à l'école de Neuilly à bord d'une voiture break chargée de volumineuses caisses métalliques de couleur bleue.

L'homme avait paru soulagé quand des sacs contenant des liasses de billets lui avaient été apportées. L'argent, qui avait jusqu'alors été sa seule obsession, avait cédé la place aux exigences

pas une, où l'on range en vrac tout ce qui dérange et intrigue, fascine et effraye, parce que s'y dévoile brusquement l'envers trouble et mystérieux de l'humanité. Dérèglement du social soudainement incarné dans une histoire individuelle unique, il semble un miroir énigmatique de nos démenées ordinaires.

Dans l'organisation de sa mission suicide, qui était dès le départ une façon de choisir sa mort, Erick Schmitt nous renvoie l'image monstrueuse d'un monde où ne compterait que la mise en scène des médias - « qui auront de quoi largement satisfaire le public », avait-il écrit dans le premier texte signé « HB » - où l'argent, l'argent fon, primerait sur la vie - 100 millions de francs, en coupure usagées et en lingots d'or, telle semblait sa seule exigence - où l'informatique, que l'on a dite « conviviale », serait soudain mise au service de terrifiants chantages - tous les textes de Human Bomb sortaient d'un ordinateur - et où une politique de plus en plus personnalisée deviendrait la cible de duels délimités - il réclamait la carte d'identité de Charles Pasqua afin d'être certain que le ministre de l'Intérieur, et nul autre, était bien son interlocuteur.

Ao choix de Neuilly, à cette façon de dire qu'aucune humanité n'est à l'abri, même celle des plus riches et des plus protégés, s'ajoute surtout le symbole de l'enfance. L'enfance comme dernier interdit, comme territoire intouchable. Et c'est en ce sens que ce drame de mort paraît à tous de vie, de vies

REBIRTH BRASS BAND  
Mardi 18 mai 18 h

à la Nouvelle Orléans

ou

à Amiens ?

drastiques posées par le ravisseur en ce qui concerne sa propre sécurité. Si bien qu'en fin d'après-midi, l'homme exigeait de partir avec l'ensemble de la rançon, on enfant et deux adultes en otage, en échange de la totalité de la rançon et des garanties de pouvoir s'échapper sain et sauf.

Aux commandes dans son bureau de la place Beauvau, Charles Pasqua pilotait l'opération en maintenant la ligne qui « est constamment celle du dispositif mis en place à Neuilly : priorité absolue à la vie des enfants, sang-froid et patience maximale. Le recours à la force n'était envisagé, insistait-on au cabinet du ministre, que dans le cas où la sécurité des enfants serait immédiatement mise en danger ou si des violences physiques étaient commises. Il n'était pas davantage question de laisser le ravisseur s'échapper avec un seul enfant.

Le « patron » du RAID, auquel s'était joint le procureur de la République de Nanterre, Pierre Lyon-Caen, qui a traité directement avec le ravisseur, feignait alors d'accepter le « marché » proposé par le preneur d'otages. L'idée était de reprendre les négociations après la libération des cinq premiers enfants. Louis Bayon proposa de troquer les explosifs contre une arme de poing, ce qui fut accepté par le ravisseur à la tombée de la nuit. Puis ce dernier, de plus en plus tendu, revint sur cet engagement, multipliant les objections et réclamant qu'on lui donne une nouvelle nuit pour réfléchir. Un système de « sonorisation » permettant d'écouter ce qui s'y passait dans la classe a finalement décidé les policiers à intervenir, quand ils ont eu la certitude, grâce à la caméra vidéo qui avait été installée, que le ravisseur, après deux nuits sans dormir, s'était assoupé.

PHILIPPE BROUSSARD  
ET ERICH INCIVAN

à protéger, à sauver, avant toute autre chose, avant même d'envisager l'arrestation de celui qui les avait pris en otage. C'est ce qu'a immédiatement compris le ministre de l'Intérieur dont les consignes furent de calme et de prudence. Seul maître de la négociation - au point de demander au maire de Neuilly et ministre du budget de laisser faire les professionnels, malgré son émoi légitime - M. Pasqua, en liaison avec le procureur de Nanterre, le préfet des Hauts-de-Seine, le chef de la police judiciaire parisienne et le « patron » du RAID, a choisi la patience et le silence. Comme si l'irruption de la démenée appelait à la raison.

Seul semblait de trop, et nombre de journalistes l'ont compris, le spectacle médiatique. Comme si nos indiscretions et nos curiosités étaient soudain inhumaines.

EDWY PLENEL

## EN BREF

FOOTBALL : match nul entre le Paris-Saint-Germain et Bordeaux lors d'une rencontre avancée du championnat de France. - En match avancé de la trente-cinquième journée du championnat de France de football, Bordeaux et Paris-SG ont fait match nul (1-1), vendredi 14 mai, au parc Lescure de Bordeaux. Les deux buts ont été marqués par Alain Roche pour le PSG à la 23<sup>e</sup> minute et par Christophe Dugarry pour le club des Girondins à la 43<sup>e</sup> minute, à la suite d'une grosse erreur de Bernard Lama, gardien du PSG et de l'équipe de France.

Suicide de l'un des ravisseurs de Paul Van den Boeynants. - Patrick Hamers, quarante ans, l'un des ravisseurs présumés, en 1989, de l'ancien premier ministre belge Paul Van den Boeynants, a été retrouvé mort dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 mai dans sa cellule de la prison de Forest, près de Bruxelles. Son procès devait commencer le 19 avril, mais il avait été reporté, faute de jurés. Ceux-ci étaient tous désistés. Le 3 mai, deux coaccusés, Philippe Lacroix et Bassi Barjami, s'étaient évadés de la prison bruxelloise. A la suite de ces incidents, l'opposition avait mis en cause le ministre de la justice, M. Melchior Wathelet, et réclamé sa démission. - (AFP)

## Des précédents à l'étranger

Si la France avait, jusqu'à présent, été épargnée par les prises d'otages dans les écoles, d'autres pays, et particulièrement les États-Unis, ont connu le développement de ce phénomène au cours des dernières décennies.

En Californie, en 1992 : un ancien lycéen prend plus de quatre-vingts élèves en otage dans un lycée d'Olivehurst. Il en tue trois, ainsi qu'un professeur, et blesse une dizaine d'élèves avant de se rendre.

En Alaska, en 1988 : un homme garde quatre-vingts enfants en otage dans une école élémentaire du Tounalooos ; il les libère enfin et saute après douze heures.

Dans l'Illinois, en 1988 : une femme pénètre dans une école élémentaire de Winnetka et ouvre le feu. Un enfant est tué, cinq blessés. La femme retourne ensuite l'arme contre elle.

En Union soviétique, en 1988 : quatre hommes et une femme prennent le contrôle d'un car transportant trente écoliers dans le nord du Caucase. Les autorités accèdent à leurs exigences et leur remettent l'équivalent de 15 millions de francs ainsi qu'un avion pour se rendre en Israël. Il n'y a pas de victimes. Puis les ravisseurs sont remis par Israël aux autorités soviétiques pour qu'elles les jugent.

Dans le Wyoming, en 1986 : un couple armé d'une bombe prend cent soixante-sept adultes et enfants en otage dans une école élémentaire de Cokeville, exigeant une rançon de 300 millions de dollars. Ils sont tués tous les deux, elle apparemment par l'explosion accidentelle de l'engin, lui apparemment en se suicidant.

Aux Pays-Bas, en 1977 : des extrémistes des Moukques du Sud détiennent cent cinq écoliers en otage à Bovensmille. Tous les enfants sont libérés sains et saufs au bout de quatre heures.

## Les conditions d'accès aux locaux scolaires

Dans les écoles maternelles et primaires, la surveillance des enfants et l'accès aux locaux sont fixés par une circulaire du 6 juin 1991. Les écoles maternelles font l'objet de dispositions particulières. A l'arrivée à l'école, les enfants doivent être remis par les parents ou les personnes qui les accompagnent, soit au service d'accueil, soit au personnel enseignant chargé de la surveillance. A la fin de chaque demi-journée, ils sont repris par les parents ou par toute personne nommément désignée par eux, par écrit, et présentée par eux au directeur.

Ces dispositions limitent donc forcément l'accès des locaux scolaires aux personnes extérieures. Toutefois, dans chaque établissement, c'est le conseil d'école qui fixe les modalités d'accueil des enfants et de leurs parents dans l'école. Dans ce cadre, le plus part des écoles maternelles autorisent les parents à entrer dans l'établissement, voire dans les salles de classe, pour accompagner et reprendre leurs enfants.

MICHEL PETRUCCIANI  
Mercredi 19 mai 20 h 30

à Los Angeles

ou

à Amiens ?



## SOCIÉTÉ

### de Neuilly-sur-Seine

#### Laurence Dreyfus, « institutrice Courage »

C'est son premier poste. L'an dernier encore, elle était en formation à l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) d'Antony (Hauts-de-Seine). C'est sa première expérience, après quelques stages, des enfants de classe maternelle jusqu'à elle remplaçait, depuis le début de l'année, une institutrice en congé de maternité. Et elle avait la chance de faire ses premiers pas d'enseignante dans une école particulièrement « bien fréquentée », comme on dit. Le groupe scolaire Charcot accueillait, en effet, dans ses huit classes maternelles, quelque deux cent trente élèves du quartier le plus chic de Neuilly, enfants de familles riches, de grands patrons ou de diplomates.

Bref, c'était un début de carrière paisible pour cette jeune femme blonde de trente ans, haute comme deux bœufs de maternelle, elle-même mère d'une petite fille de vingt mois. Et que ses anciens formateurs, comme ses actuels collègues, décrivent unanimement comme « équilibrée, discrète et bonne organisatrice ». Selon ses proches, son choix d'enseigner dans les petites classes de maternelle répondait à une vraie vocation, fondée sur une attention et un attachement chaleureux aux jeunes enfants.

Brusquement, ce cours tranquille a basculé. Depuis que, jeudi 13 mai, une demi-heure après le début de la matinée, un homme cagoulé de noir est entré dans sa classe et qu'elle a compris que ses élèves, ses « enfants » étaient pris en otage, Laurence Dreyfus a été projetée au centre de ce fait divers insensé et dramatique.

D'autres auraient pu « crier», accentuer la tension dans

la classe, faire peser une pression dangereuse sur le preneur d'otages, laisser s'installer la peur et l'angoisse chez les vingt enfants retenus initialement, et surtout chez les six derniers, enfermés pendant deux interminables journées et deux nuits, après que quatorze enfants eurent progressivement été libérés.

Pendant quarante-six heures, infatigable malgré quelques problèmes de santé, Laurence Dreyfus aura fait preuve d'un calme, d'un « cran » et d'un courage remarquables, soulignés par tous ceux qui ont participé aux laborieuses négociations. C'est elle qui a été la première interlocutrice du preneur d'otages et qui aura su établir avec lui une relation suffisamment confiante pour qu'il la laisse sortir de la salle de classe et donner aux parents des nouvelles de leurs enfants. C'est elle, surtout, qui a su trouver immédiatement les mots pour rassurer les enfants, faire passer le drame pour un jeu, et puis, forcément, au fil des heures, répondre aux questions des gamins, inventer sans cesse les mots, les activités, les gestes capables de les calmer.

Pour Laurence Dreyfus, le plus dur risque de venir maintenant, avec le contre-coup de cette terrible tension. Pour l'institutrice, rien ne sera plus comme avant. Ni avec ces enfants auxquels elle a, deux jours durant, évité le pire. Ni avec leurs parents. Ni avec l'école. Et c'est maintenant, sans doute, qu'elle aura le plus besoin de ces bouquets de fleurs anonymes déposés depuis deux jours à l'école Charcot de Neuilly, accompagnés de ce simple mot : « Courage ».

G. C.

## CARNET DU Monde

### Décès

M<sup>me</sup> Madeleine Bachman, M<sup>me</sup> Laurence Bachman-Tronel, son époux et ses enfants, M<sup>me</sup> Catherine Cogdel, son époux, et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Julien Solovieff et leurs enfants.

Les familles Lévy, Elbaz, Chavel et Bruni.

ont la douleur de faire part du décès de leur très regretté

André BACHMAN,

survenu le 12 mai 1993.

L'incinération aura lieu le lundi 17 mai, à 9 heures, au crématorium du Père-Lachaise (entrée place Gambetta).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

M<sup>me</sup> Jean de GALLIER de SAINT SAUVEUR, née Ginette Happe.

s'est endormie dans la paix du Seigneur.

Vous êtes invités à participer ou à vous unir par la prière à la messe qui sera célébrée le lundi 17 mai 1993, à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

De la part de Ses enfants, Ses seize petits-enfants, Des familles Happe, Saint-Sauveur et Flament.

Ni fleurs ni couronnes mais des prières et des messes.

Des dons peuvent également être envoyés à la Ligue contre le cancer, 18, rue Hoche, 78000 Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part. 73 bis, rue de Pologne, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

VICENTE AMIGO  
jeudi 20 mai 20 h 30

à Barcelone  
ou  
à Amiens ?

C'est avec tristesse que Jean-François, Bernard, Jean-Luc, ses fils, Ses petits-enfants, Sa famille, Et ses amis, font part du décès de

André GUILLOT,  
dans sa quatre-vingtième année.

— Marseille (Bouches-du-Rhône). Orange (Vaucluse).

Le conseil d'administration de l'AGRMVO.

Le personnel de l'AGRMVO, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul ROSE, président d'Orléans-Provence, vice-président de l'AGRMVO,

survenu le 14 mai 1993, à Marseille.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Michel, à Marseille, le 17 mai, à 14 heures.

— Le docteur Marianne Delacour-Severie, M. et M<sup>me</sup> Michel Delacour, ses enfants, Toute la famille, Et ses amis, font part du décès de

M. Roger SEVERIE, ancien préfet,

officier de la Légion d'honneur, officier du British Empire,

survenu le 14 mai 1993, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 18 mai, à 15 heures, en l'église d'Agde.

Condoléances sur registres.

Cet avis tient lieu de faire-part. « Les tilleuls de Masse », 30230 Agde-Coutailville.

### Anniversaires

— Le 16 mai 1988, mon mari bien-aimé,

Axel GUILGUL,

vous quitte.

« Il n'a jamais blessé personne, si ce n'est par sa mort ».

### ENVIRONNEMENT

#### Malgré l'opposition des Japonais et des Norvégiens

## Le moratoire sur la chasse à la baleine est prolongé

La Commission baleinière internationale (CBI), réunie du 10 au 14 mai à Kyoto, a non seulement maintenu l'interdiction de la chasse commerciale, mais encore adopté deux orientations qui témoignent de la prépondérance des pays protecteurs au sein de l'organisation : au principe d'un sanctuaire baleinier en Antarctique (le Monde du 15 mai), s'est ajouté le soulèvement de la CBI d'élargir ses compétences à la protection des petits cétacés comme les dauphins.

### KYOTO

#### de notre envoyé spécial

Créée en 1946 pour arbitrer les intérêts entre pays chasseurs, la Commission baleinière internationale (CBI) tend à s'adapter à une réalité nouvelle : une opinion mondiale massivement opposée à la chasse à la baleine. Une évolution qui a été d'ailleurs le Japon, hôte de la conférence et en même temps partisan résolu de la chasse baleinière. « La CBI devient une institution de défense des droits des baleines au détriment de ceux des humains. On est en train de créer de nouvelles vaches sacrées », a protesté le représentant japonais, Kazuo Shima. Aucune de ses propositions n'a été retenue, sinon une

résolution appelant à reconnaître la « détresse sociale » des communautés vivant de la chasse. L'aval donné par la CBI au principe d'un sanctuaire baleinier en Antarctique peut être considéré comme une victoire de la France, qui avait demandé l'interdiction de toute chasse commerciale au-delà du 40° parallèle sud. Mais la proposition française n'aurait pu obtenir les trois quarts des votes nécessaires à son adoption. C'est donc une résolution de compromis, préparée par la Suisse, qui a permis de débattre le débat. « Un pas en avant qu'on aurait souhaité plus décisif mais qui ménage l'avenir », estime M. Xavier Dufrenoy de la Chevalerie, commissaire français auprès de la CBI.

Un groupe de travail sera chargé d'étudier les modalités de mise en œuvre d'un tel sanctuaire. Il se réunira dans le courant de l'année en Australie pour examiner « les thèmes politiques, écologiques, géographiques et financiers de ce sanctuaire ». Lors de la prochaine conférence baleinière, qui se tiendra au Mexique, le groupe de travail présentera une nouvelle proposition, plus complète et mieux argumentée que « la grande et belle idée française ».

La création d'un sanctuaire aura au moins un avantage, selon la France : il permettra de pallier les insuffisances de la nouvelle méthode d'évaluation des populations de cétacés étudiée par le comité scientifique de la CBI.

Cette méthode, fondée sur un modèle mathématique, est jugée insatisfaisante par beaucoup. Le Japon et la Norvège ont demandé la mise en place au plus tôt de ce système, qui permet d'établir des quotas de capture. En rejetant cette demande, la conférence a de facto maintenu le moratoire, déjà prorogé l'année dernière, sans même soumettre la prorogation au vote.

Les arguments scientifiques évoqués à Kyoto ont été éclipsés par des considérations politiques et les pressions en coulisse exercées par les grands pays sur les micro-Etats des Caraïbes et du Pacifique. Pressions de la rue aussi : l'extrême droite gangstérienne est venue à la rescousse des coopératives de pêche nipponnes en vociférant des slogans nationalistes et en s'en prenant notamment à la France.

### Arguments

#### « émotionnels »

La conférence de Kyoto a donc finalement accentué l'opposition entre les pays favorables à une reprise de la chasse et ceux qui s'y opposent. Comme les Norvégiens ont décidé de reprendre unilatéralement dès juin prochain, la chasse cétacée à la baleine dans l'Atlantique (où vivaient 86 700 petits norvégiens), les États-Unis ont menacé de boycotter les croisières à bord de navires norvégiens. Le chef de la délégation norvégienne, Jan Arnesen, a répliqué que son gouvernement devrait reconsidérer son appartenance à la CBI, comme l'avait fait l'Islande en quittant l'organisation l'an dernier. Les Japonais reprochent aux États protecteurs de se laisser influencer par les organisations oéo-gouvernementales : « Ce sont elles et non les États qui ont écrit le scénario de cette conférence », nous dit-il.

La conférence a demandé au Japon de reconsidérer la procédure d'octroi des permis de chasse à objectifs scientifiques (300 baleines par an). Les Japonais soutiennent que ces recherches sont notamment destinées à étudier les moyens de réduire le temps d'agonie des baleines, par l'utilisation d'un har-

pon électrique. L'émotion suscitée par la mise à mort des baleines dans les pays occidentaux, estimant-ils, devrait inciter ceux-ci à réfléchir sur des pratiques admises telle que la corrida. Les Japonais allèguent aussi leurs comptes, opérés par extrapolation. Selon ces estimations, il y aurait 760 000 petits norvégiens dans l'Atlantique Sud, ce qui permettrait d'en chasser 2 000 par an sans compromettre la survie de l'espèce. « Notre approche doit être scientifique et non pas émotionnelle », estime M. Shima.

Ayant renoncé à obtenir la levée du moratoire, Japonais et Norvégiens ont tenté de faire valoir les droits des petites communautés indigènes qui vivent de la chasse à la baleine, comme les Esquimaux. Les Japonais font aussi valoir que la consommation de viande de baleine s'inscrit dans leur tradition alimentaire. Ce qui n'est que partiellement vrai. La chasse à la baleine est pratiquée au Japon depuis les temps les plus reculés, mais seuls les habitants de certaines régions avaient coutume de s'en nourrir. Après la deuxième guerre mondiale, en raison de la pénurie alimentaire, cette pratique se répandit à toute la population : à la fin des années 40, 55 % des protéines consommées par les Japonais provenaient des baleines. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un mets d'amateurs, proposé dans une dizaine de restaurants.

Derrière la bataille menée par le Japon, il y a plus que la défense des quelques trois cents pêcheurs vivant aujourd'hui de la chasse à la baleine ou d'une question de principe : la baleine constitue une première ligne de défense de l'industrie de pêche nipponne. Des espèces tel que le thon sont également menacées, soit une pêche ayant des implications économiques autrement plus importantes que celle de la baleine : céder sur les cétacés, c'est ouvrir la porte à de nouvelles restrictions.

PHILIPPE PONS

### La mort du vice-président du conseil général du Calvados

#### Frank Duncombe, un discret défenseur des oiseaux

La mort subite du docteur Frank Duncombe (le Monde du 15 mai) est un choc pour tous ceux qui, avec lui, ont œuvré pour la protection des oiseaux et la défense de l'environnement. A côté de son rôle politique dans le département du Calvados comme vice-président du conseil général, et dans sa ville de Caen comme maire adjoint, Frank Duncombe s'était engagé très tôt dans la sauvegarde du patrimoine naturel de toute la France.

Son effort a d'abord porté sur la réserve de l'archipel des Sept-Îles, créée en 1912 par la toute nouvelle Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) au large de Pointe-Guire (Côte-d'Armor). Il a été à l'origine de la réintroduction aux Sept-Îles du macareux moine, qui, avec le fou de Bassan, sont les oiseaux nicheurs parmi les plus rares en France.

Lorsque le docteur Duncombe a pris la succession du colonel Philippe Milon au poste de conservateur de la réserve des Sept-Îles, il a eu la tâche de défendre ses pensionnaires contre les marées noires. Il a donc créé sur le continent, à l'île-Grande, un centre d'information et de sauvegarde pour oiseaux marins, qui a en tant à faire dans les années 70 et 80. Frank Duncombe s'est aussi beaucoup intéressé au sort de la réserve de Camargue, dont il était membre du conseil scientifique, ainsi qu'à la réserve de Grandien (Loire-Atlantique), dont il fut membre du conseil de gestion.

On retrouvait Frank Duncombe

dans toutes les associations qui se préoccupent d'environnement, qu'il s'agisse de la LPO, dont il était vice-président, ou de la Société nationale de protection de la nature, dont il était administrateur. Il avait participé dès 1968 à la fondation du CNEP-PAN, le groupe qui se consacre à la protection de la nature dans sa région d'origine, à Caen, et il était devenu administrateur de la Fédération française des sociétés de protection de la nature, appelée aujourd'hui France Nature Environnement. Il présidait aussi l'association Rivières de France, créée en 1991 pour soutenir l'action du Conservatoire du littoral.

Frank Duncombe ne s'intéressait pas seulement aux oiseaux marins et au littoral. Discrètement, mais efficacement, il lançait toutes sortes d'initiatives pour la protection de l'environnement dans sa ville et son département, qu'il s'agisse de gestion des déchets ou de taxe départementale pour les espaces naturels sensibles. L'une des dernières, avant son retrait en 1989, aura été l'élevage de ocelluelles pour lutter contre les pucerons, à la place des insecticides chimiques (le Monde du 21 avril 1993). Sans cesse, il avait en tête un centre pilote de la lutte biologique pour la protection des plantes. Il est mort au moment même où cette initiative a pris une ampleur nationale.

ROGER CANS

### JUSTICE

#### Au tribunal de Paris

## De six à dix ans de prison ont été requis contre le « commando itinérant » de l'ETA

De six à dix ans d'emprisonnement ont été requis, vendredi 14 mai, devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris contre quatre Français, membres présumés du « commando itinérant » de l'ETA, et trois Espagnols, militants présumés de cette organisation. Au cours des débats, les

trois avocats de la défense ont pris à partie le substitut du procureur, Irène Stoller, lui reprochant d'avoir été récemment décoré, en même temps que deux autres magistrats parisiens, de la plus haute distinction de la justice espagnole pour « leur inlassable travail et leur collaboration avec l'Espagne dans la lutte contre l'ETA ».

Tout en affirmant qu'elle avait « toujours travaillé dans le respect du droit » et qu'elle « absolument pas honte de lutter contre un mouvement terroriste comme l'ETA », M<sup>me</sup> Stoller a requis dix ans de prison contre Francisco Mugica Garmendia, dit « Artapalo » ou « Paco », chef présumé de l'organisation, José María Arequi Etxebarria, dit « Fiti », Jacques Enal et Frédéric Harribour, sept ans contre Jean Parot, frère d'Henri Parot, emprisonné en Espagne et qui aurait dénoncé tous les prévenus, et six ans contre José Ochoastegui et José Alzaurua-Alzauru, qui apportaient une aide active au groupe. Le jugement a été mis en délibéré au 18 juin.

JOHN MC LAUGHLIN  
jeudi 20 mai 20 h 30

à Londres  
ou  
à Amiens ?

du 18 au 22 mai

12ème FESTIVAL D'AMIENS

Musiques de Jazz et d'ailleurs

MARDI 18 MAI

PG 18h00 REBIRTH BRASS BAND (USA)  
CM 20h30 STEPHANE GRAPPELLI (France)  
OJONENIS BADAULT « Monk, Mingus, Ellington » avec T. THIELEMAN et J. GRIFFIN (France/USA)

MERCREDI 19 MAI

PG 18h00 TRIO ERIK MARCHAND (France)  
RENEGADES STEEL ORCHESTRA (Trinidad)  
TARAF DE HAÏDOURS (Roumanie)  
AU 19h00 DOUBLET QUARTET / CORMANNADOVANI (France)  
CM 20h30 MICHEL PETRUCCIANI PIANO SOLO (France)  
PASSAGGIO-QUINTET CÉLÉVACOUTURIER (France)

JEUDI 20 MAI

PG 18h00 BIG BAND JUNIOR EUROPEEN :  
Compositions de Jean Marc Padovani (France/Europe)  
RICHARD GAIHANO QUARTET (France)  
CHICA BOOM (Japon)  
CM 20h30 MINO CINELC SOLO (USA)  
VICENTE AMIGO QUINTET (Espagne)  
THE TREE SPIRITS JOHN MC LAUGHLIN (G.B.)

VENREDI 21 MAI

PG 18h00 SIXEN (France)  
CM 20h30 BOB BROZMAN (USA)  
BIDDY GUY AND BAND (USA)

SAMEDI 22 MAI

PG 18h00 PEZALE (France)  
BIRLI LAGRENE / M. STERN REUNION (USA/Europe)  
CM 20h30 PAT METHENY SECRET STORY TOLR (USA)  
EL GRAN COMBO DE PUERTO RICO (Puerto Rico)

DU 18 AU 22 MAI

IP 24h00 LAPIRO DE MBANGA (Cameroun)  
LOCATION FNAC OU AU 22-97-79-77







# LE 46<sup>e</sup> FESTIVAL DE CANNES

SELECTION OFFICIELLE  
NAKED, de Mike Leigh, LA SCORTA, de Ricky Tognazzi

## Le juge et le clochard

Un type est en train de violer une pauvre nana dans un souterrain, la fille s'échappe en hurlant. Le film de Mike Leigh n'a même pas commencé, affrant avant le générique une sorte de carte de visite bien glauque du « héros ». Le violateur, c'est lui. Mais on n'a pas fini de rire. Pas drôle ? Mais si, c'est drôle et tragique, sale et superbe, réaliste et métaphorique, sordide et métaphysique. Mike Leigh, après *High Hopes* et *Life is Sweet* (titres antinomiques, bien entendu), donne avec *Naked* (Nu) une véritable gifle, tonique et douloureuse. On suivra son Johnny de bout en bout avec une sorte de dégoût émerveillé.

Johnny, joné avec un engagement, un virtuosité, un humour incroyables par un comédien de théâtre, David Thewlis, est jeune, enfin pas vraiment d'âge. Il a une tronche maigre, envahie des mauvaises herbes d'une barbe rare, de jolies mains. Fuyant Manchester (et la fille violée), il arrive à Londres dans une voiture volée. On devrait le détester, on va l'adorer la plupart du temps. On ne sait pas où il va ni pourquoi. C'est un chien perdu, mais pas gaignard, génial. Il sonne à la porte d'une ancienne copine qui habite avec une autre copine, bien défranchée (Katrin Cartledge, Lesley Sharp). Johnny ne fait que presser, mais revient toujours vers ce havre de féminité où s'incruste un yuppie obsédé dans un mini-slip noir assorti à sa Porsche (Greg Kinnear). Johnny, lui, ce n'est pas pour l'amour qu'il vient, il n'est plus temps peut-être.

Les dialogues sont tout le temps décalés, très comiques. Il y a un boomerang sur une cheminée : « Tiens, ton boomerang est

revenu. » Les filles, paumées, larguées, plaquées, disent de petites phrases pathétiques et banales, qui font mal. Clochard lyrique et riche à crever d'une culture qui ne nourrit plus son homme, Johnny, lui, parle d'abondance à des gens de passage, un vigile, un collègue d'atelier. Il cite Shakespeare, Homère, la Bible et Hitchcock, il voit dans la statue du *Discobole* un livre de pizza, et dans le passage du Livre de l'Apocalypse où il est dit : « Tu ne pourras ni vendre ni acheter sans la marque » l'ancêtre du code barre...

« M. Mains propres »

Dès qu'on se rassure un peu, qu'on se dit : ça va s'arranger pour Johnny, pour les filles, pour l'Angleterre post-thatcherienne, il y a un coup dur. Des bouffées de désespoir violent, filmées vite, comme des coups de poing d'actualité. Johnny a « des pieds qui en ont plein les jambes », il perd le peu qu'il a, il se fait tabasser par des ombres dans une ruelle sombre, se cogne la tête contre les murs, les vrais, et ceux de Jéricho, de Berlin et des Lamentations pour faire bonne mesure. Enfin, il va se repocher, il chante avec sa copine une douce ballade de suite et de pous-sière où il est question de leur bon vieux « pluvieux Manchester ». Et puis non, blessé mais indomptable, Johnny se tire à cloche-pied avec du flic qu'il a piqué. On n'oubliera pas de si tôt *Naked*, ce petit chef-d'œuvre délabré et sain.

Curieusement, quelque à mille lieues par le ton, le style, l'inspiration, *La Scorta* (l'Escorte), de Ricky Tognazzi, traite du même sujet que *Naked*. C'est aussi le portrait sans fard d'un pays. L'Italie aujourd'hui. L'Italie des juges assassins,

filmés volontairement « têtés », dans un manifeste un peu simplificateur mais sincère et salutaire.

Comment de simples carabinieri, mal entraînés, peu motivés, vont devenir les membres de l'escorte d'un magistrat engagé sur une grosse et louche affaire d'adduction d'eau, en Sicile, et que menacent à la fois la Mafia et sa hiérarchie. Comment, prenant leur tâche à cœur et leur juge en affection, n'ont-ils pas la main, ils vont bientôt dépasser leur mission, mettant leur propre vie et celle de leur famille en danger. Comment, à la fin, tout rentre dans l'ordre, le juge trop honnête dessaisi de son dossier et ses « trois minuscule-taires » mutés.

On n'est pas plus clair. Peut-être trop. Pour dénoncer en bloc prévarications, collusion, corruptions en tout genre et au plus haut niveau, Ricky Tognazzi, l'ingénieur « M. Mains propres », a choisi l'écrit, pas la nuance. Brossant à grands traits archétypiques les caractères de ses personnages (le juge intègre et obstiné, le flic naïf et courageux, le « repenti » brutal et malin, etc.), il pousse chacun à son paroxysme (Candito Amendola, Enrico Lo Verso, Angelo Infanti...).

Mais cette théâtralisation de la réalité, la nervosité spectaculaire des policiers, les hurlements « opératiques » des sirènes de voiture, on les vit bel et bien au quotidien dans les rues des grandes villes d'Italie. Ricky Tognazzi, en optant pour le mélodrame, en montrant des enfants qui tremblent et des hommes en lambeaux, est peut-être plus prêt de la vérité qu'il n'y paraît.

DANIELE HEYMANN



**FERRARA** Avec *Body Snatchers* (en compétition samedi) d'Abel Ferrara, pour la première fois l'horreur a droit de cité au Festival. Italo-Américain et catholique tourmenté et faneur (le festival n'a pas oublié *Bad Lieutenant* en 1992), Abel Ferrara, né dans le Bronx en 1951, a longtemps été tenu pour le cousin maléfique de Martin Scorsese. Comme lui, il bouge tout le temps, parle très vite, saute d'un sujet à l'autre et ne finit jamais ses phrases. C'est à cause de Scorsese qu'il a accepté de tourner la troisième mouture de *Body Snatchers* que lui proposait la Warner (Don Siegel avait réalisé l'original au milieu des années 50 et Phillip Kaufman le remake à la fin des années 70). « Si, en tournant *Cape Fear*, Scorsese n'a pas eu honte à s'attaquer à un remake, pourquoi serais-je plus chatoillieux ? » Le livre de Jack Finney, qui a inspiré les films, dépasse, d'après Ferrara, la science-fiction ordinaire : « Le concept du « pod », cette entité venue d'une autre planète qui s'insère dans le corps des humains pendant leur sommeil, est a priori inconcevable : l'ennemi est d'abord passif. Ensuite, l'ennemi, c'est vous. » Dans les années 50, on vit dans *Body Snatchers* une métaphore du Meccardisme. « En 1990, ce pourrait être le crack, ce pourrait être le SIDA, dit Ferrara, des métaphores infiniment plus terrifiantes - et plus évidentes. Vous vous réveillez un beau matin et... vous n'existez plus. A votre place, une semence, un virus. Qui vient d'ad ? Et pourquoi ? » H. B.

SÉLECTION OFFICIELLE HORS COMPÉTITION  
MADADAYO d'Akira Kurosawa

## Cache-cache avec la mort

« *Moyikai?* - *Madadayo!* » (Es-tu prêt? - Pas encore!) : paroles rituelles d'une variante japonaise du jeu de cache-cache. « *Moyikai?* » est le nom donné par ses disciples à l'association qu'ils ont formée en l'honneur de leur vieux maître. Chaque année, lors d'un banquet d'anniversaire, celui-ci vide une grande chope de bière et crie « *Madadayo!* » (je ne suis pas prêt - à mourir, - je suis toujours là), prélude aux libations, aux discours et aux chansons. Jeux d'enfant et de cruauté, ruse et humour : tout le film est là, dérangeant et instable. *Madadayo* est dédié aux Japonais, il déçoit, ici, les admirateurs des *Sepi* *Somurai* et de *Kan*. Pourtant, cela, que pleure en lui l'évidence du cinéma, une noblesse de la composition et de la durée aussi assurée que l'ensemble est déséquilibré. Kurosawa aussi est « toujours là ».

Qui est ce maître ainsi fêté au long du film? Un prof d'allemand, également auteur de livres, et qui prend sa retraite, annonce la séquence du début, située durant la deuxième guerre mondiale : le grand écrivain Hyakken Uchida, paraît-il, mais au public français les sous-titres n'en disent rien. Un sensé, en tout cas, c'est-à-dire plus qu'un enseignant : un guide intellectuel et moral. Kurosawa lui-même, à peine dissimulé derrière le visage de l'acteur Tatsuo Matsumura?

Le cinéaste japonais le plus fêté au monde n'a jamais occupé, chez lui, pareil statut - et n'a jamais fait mystère qu'il en souffrait. Il semble donc se rendre lui-même les honneurs que ses compatriotes lui font, à travers le portrait de cet intellectuel irrésistiblement et sentimentalement entouré par une femme compréhensive et des jeunes gens imperturbablement dévoués et cravatés, dont on ne connaît rien d'autre que leur état de disciples.

A la fois bonhomme et amer, cet exercice de narcissisme, tissé d'aperçus sur les mœurs traditionnelles peu à peu transformées par la modernité, émaillé d'aphorismes pleins de sagesse, de chansons à boire et de sourires, paraît devoir se poursuivre paisiblement au fil des ans. Il est brutalement brisé net, un peu après le milieu du film. A propos d'un incident banal, la perte de son chat, le sensé devient gaignard et ridicule, il persécute son entourage et se décompose littéralement sous nos yeux.

L'histoire du sage qui avait perdu sa maison sans s'en rendre compte craque à la disposition d'un animal familier, devient alors gigantesque métaphore sur l'insuffisance de l'amour reçu mais non donné, et parabole sur la dépendance affective du maître. On songe aussi à la phrase de Giacometti sur l'art et la vie disant que, dans un incendie, entre un chat et un

Rembrandt, il sauverait le chat. Tout le monde se retrouve dix-sept ans plus tard, plus vieux dans une société plus jeune, pour une ultime fête. Sa chope avalée, le maître a un malaise, on l'emporte, ses disciples le veillent, en picolant sec (il y a, parmi mille autres indices évoqués, une véritable description de la culture japonaise de l'alcool dans *Madadayo*). Le vieux

réve, rêve qu'il est un enfant, qu'il se cache dans les foins et que ses camarades crient : « *Moyikai?* » Pas encore! Le ciel est rose et vert, magique et malin, comme celui de *Dodeska-Den*, ce chef-d'œuvre dont l'échec pousse Kurosawa à tenter de se suicider. Était-ce lui, son chat perdu?

JEAN-MICHEL FRODON

## Moins de spectateurs dans les salles

Comme chaque année durant la Festival, le Centre national du cinéma (CNC) devait rendre publics, dimanche 16 mai, ses indicateurs pour l'année écoulée. Un bilan relativement stable, ce qui n'est déjà pas si mal, compte tenu de l'état général du cinéma, mais qui fait apparaître une nouvelle, et inquiétante, baisse des entrées en salles.

Au chapitre de la production, 113 films français ont été produits en 1992, cinq de plus que l'année précédente, dont 39 premiers films contre 34 en 1991. Ils représentent un investissement de 2 623,84 millions de francs, soit une hausse de 9 %. Le « devis médian » (budget du film qui se situe au milieu du classement par coûts) s'établit à 19 millions de francs, soit 0,5 de plus qu'en 1991. Alors que Canal Plus est présent dans pratiquement tous les films français, 89 titres ont été cofinancés par les chaînes de télévision en clair, pour un total de 391,9 millions

de francs - soit une baisse sensible par rapport à l'année précédente, du fait de la disparition de la Cinc.

Côté distribution et exploitation, 381 nouveaux films sont sortis en 1992 dans les 4 402 salles françaises, soit une baisse du nombre de titres de 13 %, et la disparition de 39 films - ce qui constitue une quasi-stabilisation, après la grande chute des années 85-90. Sous réserve de quelques enregistrements de dernière minute, le nombre des entrées s'établit à 115,9 millions, soit un nouveau recul de la fréquentation (- 1,4 %), en constante diminution depuis 1982. En revanche, la part du cinéma français sur son propre marché s'améliore, avec 34,5 % des entrées (contre 30,6 % l'an dernier), tandis que celle des films américains demeure constante à 58 %.

En mars de ce bilan chiffré, Dominique Weil, directeur du CNC, devait également souligner

dimanche sur la Croisette l'engagement des pouvoirs publics dans la défense de l'enseignement du cinéma, destiné à renouveler les générations de spectateurs, et dans les opérations de sauvegarde et de conservation des films. Et évoquer ce qui, à côté de la toujours préoccupante situation des entrées, est en passe de devenir la pomme de discorde du cinéma en France : le risque de disparition totale des studios de tournage. Aussitôt avant cette conférence de presse, Jacques Toubon, ministre de la culture, devait rencontrer une délégation des professionnels qui ont occupé, le jeudi 13 mai, le siège du CNC, et on s'attend sur la Croisette qu'il profite de l'occasion pour annoncer les premières mesures en faveur des industries techniques.

J.- M. F.

## Champagne!

par Michel Braudeau

Il y a, le temps du Festival, à Cannes, un genre de stress mou qui s'empare de chacun, un sentiment confus d'agitation et d'irréalité. Peut-être parce que la réalité se met à exagérer, en effet. Les vêtements sont plus voyants, les voitures plus neuves, les addictions plus salées qu'ailleurs. Parce qu'il faut que tout le monde vive dans la ville qui se veut l'une des plus propres et les plus sûres de France. En moins de deux semaines, l'an dernier, le Festival international du Film a drainé 35 000 personnes supplémentaires, dont 20 000 professionnels, soit quelque 100 000 nuitées pour l'hôtellerie. A la mer, on estime à 4 millions de francs le budget alloué au Festival, à 12 millions le coût de son fonctionnement, en personnel notamment. On constate aussi que le Festival rapporte à la ville et aux contribuables environ 350 millions de francs. Sans même estimer l'incalculable bénéfice de la gloire.

Le tour de force est d'étendre à toute l'année l'impulsion donnée par ces douze jours de folies. Le Palais fonctionne 365 jours par an. Du Festival international du bel âge à celui de la musique classique, du Marché international des professionnels de l'immobilier au MIP TV, du Congrès national des Notaires au Festival du film publicitaire, sans oublier les concours de pétanque, les régates, les marionnettes, la tir à l'arc, les antiquaires et le Festival de la voyance, on n'en finit pas de sabler la champagne. Il faudrait interroger un gastro-éthnologue local à ce sujet.

Le soir, on projette en compétition officielle un film désespéré et irrésistible, *Naked*, de l'Anglais Mike Leigh, où l'on assiste à la dérive d'un jeune clochard intellectuel dans un Londres plus maussade que nature, superbe d'énergie comique. Après quoi on reprend les coupes et les films.

En Roumanie, il existe une rupture schizo-phrénique entre ce qui est officiel et la réalité.

« Nous devions donner l'idée d'une armée en marche, disciplinée et fière. En fait, tout le monde s'en foutait. Nous étions très mal payés, c'était déjà trop pour ce que nous faisions. J'ai trente-deux ans, j'appartiens à une génération de victimes et en même temps de profiteurs. Ignorant la culpabilité collective de nos aînés, nous étions superbement irresponsables. »

« Nous n'avons jamais mis nos échecs sur le compte du manque de talent, de détermination, de travail, mais sur le compte du système. Nous avons employé la langue de bois officielle, mais toujours avec des clin d'œil de connivence. En même temps, les gens faisaient la queue pour les livres avant que pour la nourriture. Je ne crois pas que l'humanité ait jamais connu une époque où l'on ait passé autant de temps à discuter des mérites comparés de Dostoïevski et de Tolstoï, de Fellini et d'Antonioni, de Picasso et de Dalí. Les démocrates produisent la culture, les dictateurs s'en gavent. »

« On a beaucoup dit que les années 80 ont été la période pure et dure de la dictature. Ce n'est pas si simple. Ceaseescu avait trouvé une formule efficace : le maximum de terreur, le minimum d'horreur. La menace plus forte que la répression. Je suis parti pour la Belgique en 1988. Je suis revenu chez moi le 31 décembre 1989. J'ai vécu la déstabilisation, le réveil. »

« En Roumanie, le milieu du cinéma est en pleine déroute. Les cinéastes se sont jetés sur tout ce qui était interdit. On ne voit plus que moutures et vlogs avec du sang partout. Mais pas de façon commerciale, ils sont esclaves de leur éducation « second degré ». Ils montent sur scène et disent : si mon film vous fait mal, je suis heureux, j'ai atteint mon but. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD











## Inquiétudes sur tous les fronts

**- 141%**

ERIC LESER

## Indécise

+0,17%

ERIC LESER

|                         | Cours<br>7 mil | Cours<br>14 mil |
|-------------------------|----------------|-----------------|
| Alcoa                   | 63 7/8         | 65 3/4          |
| AT&T                    | 66 3/4         | 64 7/8          |
| Bearing                 | 68 3/4         | 38 7/8          |
| Chase Nat. Bank         | 29 7/8         | 28 3/4          |
| De Pont de Nemours      | 61 3/4         | 1 1/2           |
| Kaiser Kohle            | 46 1/2         | 51 1/2          |
| Boise                   | 66 1/4         | 66 1/4          |
| General Electric        | 64 1/4         | 62 1/4          |
| General Motors          | 40             | 38 1/4          |
| Goodyear                | 38 7/8         | 38              |
| IBM                     | 61 1/2         | 61 3/4          |
| ITT                     | 65             | 61 3/4          |
| Mobil Oil               | 70 1/4         | 69 3/4          |
| Pfizer                  | 69 3/4         | 68 3/4          |
| Schlumberger            | 76 3/4         | 67 3/4          |
| Union Carbide           | 63 1/2         | 62 1/2          |
| UAL Corp. (ex-Atlantic) | 125 1/2        | 140 1/4         |
| Union Carbide           | 19 1/2         | 18 3/4          |
| United Tech             | 67 3/4         | 66 3/4          |
| Wendelco Corp           | 15 7/8         | 15 3/8          |
| Xerox Corp              | 74 3/4         | 76 3/8          |

## Nouvelle baisse

- 1.6 %

|           |       |       |
|-----------|-------|-------|
| Repeaters | 12,40 | 12,60 |
| RTZ       | 6,10  | 6,44  |
| Shell     | 5,66  | 6,15  |
| Unliver   | 10,85 | 10,66 |

|                    | 7 mal  | 14 mal |
|--------------------|--------|--------|
| ASG .....          | 152    | 149,80 |
| BASF .....         | 217,30 | 222,80 |
| Bayer .....        | 254,40 | 280,60 |
| Commerzbank .....  | 282    | 283,60 |
| Deutschebank ..... | 685    | 694,70 |
| Wolfsbank .....    |        | 243,60 |

### **Immobilier et foncier**

|               | 14-5-93 | Diff.  |
|---------------|---------|--------|
| CFI           | 284     | - 2    |
| GFC           | 415,10  | - 8,90 |
| Latia         | N.C.    | 5      |
| Oliver        | 54,35   | - 1,55 |
| Ros Impiabile | 3205    | - 45   |
| Sofinag       | 489     | + 2,50 |
| Silic         | 731     | + 11   |
| Sinco         | 528     | - 9    |

|          |     |   |    |
|----------|-----|---|----|
| Sigaparc | 715 | - | 32 |
| UIF      | 550 | - | 2  |

|                   | 14-5-93 | Diff.  |
|-------------------|---------|--------|
| Carsted-Metalbox  | 192,80  | = 7,50 |
| Dassault Aviation | 485     | = 7    |
| De Dietrich       | 1615    | + 10   |

|                    |     |     |
|--------------------|-----|-----|
| Hotel.....         | 415 | + 5 |
| Logis Industrie .. | 171 | - 9 |

|                     |        |        |
|---------------------|--------|--------|
| Imprimaturp.....    | 72,20  | + 4,70 |
| Pechiney CI.....    | 282,10 | + 75   |
| Pechiney Int.....   | 184,90 | = 5,15 |
| Prognost SA.....    | 544    | + 1    |
| Stratfor Facom..... | 549    | = 38   |
| Valco.....          | 730    | = 7    |
| Valporec.....       | 180,70 | = 7,30 |

### Investissement et portefeuille

|                      | 14-5-93 | Diff.  |
|----------------------|---------|--------|
| Armutel et Assoc.... | NC      | = 5    |
| Boulogne.....        | 477,10  | = 9,90 |

|             |      |   |    |
|-------------|------|---|----|
| CGP         | 1085 | + | 5  |
| Expenditure | 1030 | - | 30 |

|                  |        |   |       |
|------------------|--------|---|-------|
| Gaz et Esat      | 1421   | - | 28    |
| Legende MMS      | 98     |   | Inch. |
| Martin-Frédéric  | 326    | - | 4     |
| Navigation minis | 570    | - | 5     |
| Nord-Est         | 141,15 | - | 1,9   |
| Origny-Duverlain | 770    | - | 14    |
| Parfums          | 185    | - | 5     |
| Paribas          | 400    | - | 5,20  |
| Piscuit          | 335    | + | 14    |
| SPEP             | 388    | - | 9     |
| Suez             | 288    | - | 2,50  |
| Viviane et Cie   | 257,15 | + | 4,80  |

### Transports, loisirs, service

|                   | 14-5-93 | Diff.   |
|-------------------|---------|---------|
| Accor.            | 612     | - 8     |
| IRS               | 186     | - 0,50  |
| Compt. Plan.      | 1.291   | - 1     |
| CGI Ind.          | 184,30  | + 8,15  |
| CGI Comm.         | 141     | - 12,50 |
| CGI Ind.          | 366     | - 5     |
| Club Méditerranée | 320,50  | - 3,30  |
| Dépêche Orl.      | 270     | Inst.   |
| Géogr. des econ.  | 2119    | - 64    |
| Econ.             | 425     | - 1     |
| Econ. Dével.      | 67,85   | + 2,80  |
| Havas             | 411,50  | - 18,15 |
| Lyonnaises-Dunod  | 435,50  | + 4,60  |
| OSF               | 555     | + 25    |
| Pub. Filippucci   | 594     | + 4     |
| Publicis          | 675     | - 7     |

|            |     |   |      |
|------------|-----|---|------|
| SITA.....  | 602 | - | 10   |
| Signe..... | 480 | - | 5,15 |
| .....      | 212 | - | 22   |

|     |        |         |
|-----|--------|---------|
| TP1 | 481,50 | + 13,50 |
|-----|--------|---------|

**Valeurs à revenu fixe ou indexé**

|                  | 14-5-83 | DIFF.  |
|------------------|---------|--------|
| 15 % 1978        | n.c.    | n.c.   |
| 5,80 % 1978      | 100,10  | + 0,10 |
| 5 % 1978         | 100,50  | + 0,00 |
| 10,40 % 1978     | 102,30  | inch.  |
| EDF-GDF 3 %      | 5 830   | + 70   |
| CNPF 5 000 F     | 100,00  | inch.  |
| CNPF Pw. 5 000 F | n.c.    | n.c.   |
| CNPF Pw. 5 000 F | 99,80   | inch.  |
| CNPF 5 000 F     | 100,00  | inch.  |

ère. Le chiffre  
lien a été en

|                     | Court<br>7 mil | Court<br>14 mil |
|---------------------|----------------|-----------------|
| Alkal               | 1 380          | 1 360           |
| Bridgestone         | 1 400          | 1 400           |
| Caenor              | 1 350          | 1 436           |
| Fuji Bank           | 2 080          | 2 040           |
| Honda Motors        | 1 410          | 1 415           |
| Mitsubishi Electric | 1 350          | 1 360           |
| Mitsubishi Heavy    | 734            | 708             |
| Sony Corp.          | 4 890          | 4 750           |
| Toyota Motors       | 1 780          | 1 690           |

|     |   |
|-----|---|
| 0 % | + |
|-----|---|

|             |       |       |
|-------------|-------|-------|
| James Lyons | 5.60  | 5.43  |
| BP          | 3.06  | 3.20  |
| BTR         | 5.85  | 5.87  |
| Cardway     | 4.42  | 4.57  |
| De Beers    | 11.72 | 11.38 |
| Gasco       | 5.93  | 6.39  |
| GUS         | 29.13 | 29.13 |
| ICI         | 12.40 | 12.60 |

|                    | 7 mal  | 14 mal |
|--------------------|--------|--------|
| ASG .....          | 152    | 149,80 |
| BASF .....         | 217,30 | 222,80 |
| Bayer .....        | 254,40 | 280,60 |
| Commerzbank .....  | 282    | 283,60 |
| Deutschebank ..... | 685    | 694,70 |
| Wolfsbank .....    |        | 245,00 |

|       |       |          |
|-------|-------|----------|
| 12.48 | 12.68 | Hochstet |
| 12.68 | 12.67 | Karstadt |
| 8.10  | 8.44  |          |

|              |        |        |
|--------------|--------|--------|
| Elektromotor | 608,20 | 610,80 |
| Volkswagen   | 328,80 | 318,50 |

27



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Un record espagnol

Le Trésor public espagnol a réussi un coup de maître. Deux jours avant les dévaluations de la peseta, qui devaient être annoncées jeudi, il a augmenté de 1 milliard de francs français le montant de son émission de six ans de durée, qui avait été émise au début du mois de mai. L'opération s'est faite sans aucune difficulté et les changements monétaires ne l'ont pas affectée. Pourtant, au vu des souscriptions qu'elles avaient recueillies la semaine passée, les banques qui s'occupaient de l'emprunt n'étaient pas toutes convaincues de la nécessité d'en accroître le volume. La transaction atteint maintenant 7 milliards de francs, ce qui constitue un nouveau record pour le comportement de l'investisseur, et chaque aujourd'hui s'en félicite.

Pour le développement de Paris en tant que place financière, c'est un événement important, qui montre que le marché français est à même de rivaliser avec son homologue allemand. Les pays qui lèvent des fonds en devises cherchent, certes, à se procurer les ressources dont ils ont besoin en grandes quantités et à améliorer leur compte, mais ils veulent par ailleurs avoir l'occasion de s'illustrer. Or, l'Espagne en est à sa seconde réussite de l'année. La première avait été obtenue en février. Madrid s'était alors aisément procuré 4 milliards de deutschemarks à Francfort pour une durée de dix ans. Sa dette allemande lui coûtait 7,37 % l'an tout compris. L'opération française qui est plus longue de cinq ans lui revient entre 7,86 % et 7,87 %.

Pour le crédit de l'Espagne, l'une et l'autre de ces transactions sont les capitales, car elles lui permettent de compenser l'impressionnante baisse de la situation monétaire. En octobre dernier, Madrid, qui cherchait des fonds en dollars des États-Unis, avait fait une tout autre expérience. La crise qui s'était déclenchée sur le marché des changes avait mis à mal l'exécution de son emprunt et il avait fallu accroître de beaucoup le rendement des titres

pour attirer les investisseurs. La leçon de ce pénible échec a été tirée d'une manière qui force l'admiration de tous les spécialistes.

Parmi les raisons qui expliquent la réussite de cette dernière transaction espagnole, il convient de mentionner l'appétit persistant que les investisseurs internationaux manifestent pour les placements en francs, de même que la qualité du travail accompli par les banques qui s'occupaient de cet emprunt. L'opération était placée sous la direction de trois établissements. Le Crédit commercial de France, le Crédit lyonnais et la Société générale. Mais dans le milieu financier, on insiste tout particulièrement sur la façon dont les autorités espagnoles ont géré la transaction. Le Trésor espagnol a toujours été très précis dans l'annonce de son projet. Depuis l'annonce des élections législatives qui se tiendront le 6 juin, il a pris grand soin de faire part de son plan et de sa détermination à l'accomplir. Les investisseurs qui veulent savoir à quel point s'en tenir avant de souscrire lui en sont reconnaissants.

#### Vers une baisse des taux au Danemark

D'autre débiteurs ont profité de l'attrait des placements en francs, parmi lesquels il convient de mentionner l'île-de-France, qui vient d'émettre sa première euro-obligation. D'une durée de huit ans, cette affaire a été une des grandes réussites de la semaine écoulée. La signature est impeccable et le rendement proposé au départ, de 31 points de base plus élevé que les obligations du Trésor, était alléchant. En cherchant bien, les créanciers avaient fini par trouver un défaut à l'opération, sa taille, 800 millions de francs, visiblement trop faible pour autoriser l'espoir d'une véritable liquidité des titres sur le marché secondaire. En fait, cela n'a pas empêché de nombreux investisseurs institutionnels de souscrire avec empressement.

A quelques jours d'un second redondant danois sur le retrait de

Maastricht, le marché des titres en couronnes danoises est assez fiévreux. Les rendements des fonds d'État sont encore très éloignés de ceux des titres comparables libellés dans d'autres monnaies, et en particulier ceux du Trésor allemand, qui servent de référence. Cet écart apparaît injustifié à de nombreux experts qui, pour ces prochaines semaines, tablent sur une baisse des taux, quoi qu'il arrive, quel que soit le résultat du référendum. Si le oui l'emporte, cela n'aura rien de surprenant. Le pays ne se singularisant plus, ses taux d'intérêt devraient évoluer de la même façon que l'ont fait récemment les taux français; l'écart avec l'Allemagne devrait se réduire fortement. Si au contraire la réponse est non, il y a fort à parier, prédisent ces mêmes experts, que la monnaie sera soumise à une lourde pression, ce qui pourrait conduire à des remaniements de parités dans le système monétaire européen et, par là-même, à une baisse des taux danois, comparables à celle qui vient de se produire en Espagne.

Les investisseurs sont nombreux qui cherchent à bénéficier de cette perspective et les banques s'emploient à mettre à leur disposition des instruments qui leur permettent de jouer la baisse des taux au Danemark. C'est ainsi que la Société de banque suisse vient d'émettre une série de warrants qui, durant un an, permettront à leurs détenteurs d'acquiescer à un prix déterminé d'avance des obligations du Trésor danois dont le coupon est de 9 % et dont la durée est de cinq ans. De tels warrants amplifient de beaucoup la performance des obligations auxquelles ils se réfèrent. On ne compte plus les transactions de ce genre qui se rapportent aux fonds d'État français et allemand, mais il s'agit en l'occurrence de la première émission à se greffer sur des effets publics du Danemark.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVICES ET OR

### La peseta plonge, le métal jaune progresse

C'est fait! Jeudi 13 mai, le gouvernement espagnol a demandé, et obtenu, une troisième dévaluation de sa monnaie, à hauteur de 8 %. Il aurait bien voulu 10 %, mais plusieurs des partenaires européens, notamment la Grande-Bretagne, et surtout la France, la plus menacée par les exportations espagnoles, surtout agricoles, ont refusé, essayant même de limiter à 6 % le réajustement. Mais les experts chiffrèrent à 8 % le pourcentage au-dessous duquel la dévaluation aurait été jugée insuffisante, avec la menace d'une reprise de la spéculation contre la devise espagnole un peu plus tard.

Cette fois-ci, après une première dévaluation de 5 % le 17 septembre dernier, après le détachement de la livre sterling et de la lire, et une seconde de 6 % le 22 novembre. Au total, le cours de la peseta a glissé d'un peu plus de 20 % en huit mois, par rapport aux monnaies fortes européennes, mark, franc, florin, franc helvétique, couronne danoise. Ce glissement ne fait que compenser la dérive des coûts de production espagnols depuis 1987. Dans l'immédiat, il va favoriser les exportations espagnoles, qui voyaient leurs marges laminées par la surévaluation progressive de leur monnaie. Il risque, aussi, d'attiser la colère des agriculteurs français du Sud-Ouest qui pourraient, de plus belle, attaquer les champs de fruits et légumes qui franchissent les Pyrénées. Seule s'en étonneront les pouvoirs publics, qui s'imaginent qu'un avantage de cette ampleur donné en si peu de temps sera aisément admis par les citoyens d'un pays voué au « franc fort ». Il y a là une faille dans le système monétaire européen qui est difficilement admissible, avant leur suppression, les prélèvements compensatoires aux frontières.

Dans l'immédiat, le cours de la peseta a baissé que d'un peu plus de 3 %, de 4,59 centimes à 4,44 centimes à Paris: c'est simplement le cours-pivot de 4,61 francs qui a été abaissé de 8 %, avec une marge de fluctuation de 6 % de part et d'autre de ce pivot. Mais depuis l'été dernier

le cours de la devise espagnole est tout de même revenu de 5,30 centimes aux 4,44 centimes déjà cités.

Pour les marchés des changes, la dévaluation de la peseta a constitué une surprise, pas tant sur le principe (il était largement acquis) que sur la date. Le gouvernement espagnol avait affirmé et réaffirmé, à l'été sur le bûcher, que les parités de la monnaie seraient maintenues jusqu'au 6 juin prochain, date des élections législatives. Mais la Banque d'Espagne épuisée ses réserves de devises à soutenir sa monnaie et les marchés devenaient de plus en plus nerveux à l'approche d'un scrutin dont l'issue est tout à fait incertaine. De plus, la banque centrale, toujours pour défendre sa monnaie, devait pratiquer les taux d'intérêt les plus élevés d'Europe, menaçant pour une économie en récession, et ne pouvait même pas participer au grand mouvement de baisse européen. Mieux valait donc jeter le gant, sans avertissement. Notons que c'est la première fois, depuis janvier 1987, qu'un « réajustement » s'effectue au froid, sans capitulation d'une banque centrale devant une spéculation déchaînée. En tout cas, ce réajustement a permis à la Banque d'Espagne d'abaisser immédiatement son taux directeur, ramené de 13 % à 11,50 %.

#### «Mûr pour une reprise»

Les tribulations sont-elles terminées pour le système monétaire européen? Le sort de la couronne danoise est suspendu au second vote des citoyens du Danemark sur le traité de Maastricht, pendant le week-end prochain. Mais les milieux financiers internationaux parient sur un « oui » assez majoritaire.

A Paris, la Banque de France a fait rentrer plus de 24 milliards de francs de devises, portant ses avoirs nets de change à près de 165 milliards de francs. C'est-à-dire le niveau - élevé - du début de 1991. Le cours du mark s'est légèrement raffermi à 3,3740 francs en fin de semaine, contre 3,37 francs huit jours auparavant. Ce raf-

fermissement est dû, essentiellement, à la remontée du mark après l'accord de principe signé à la veille du week-end entre le patronat et les syndicats de la métallurgie de l'ex-RDA. Le mark restait relativement faible en début de semaine, face à un dollar qui se renforçait, notamment jeudi lors de la dévaluation de la peseta, et, aussi, de l'escudo portugais, déprécié de 6,5 %; tous ces remous dans le SME bénéficient à la devise américaine. Mais, le lendemain, le sentiment que le mark était, décroché, réajusté, dopé à la devise allemande. Enfin, Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, réaffirmait que son établissement ferait tout son possible pour maintenir la confiance dans le mark et se déclarait opposé à tout assouplissement trop marqué de sa politique monétaire.

Le cours de l'once (31,1 grammes), d'or, en pleine reprise depuis quelques semaines, a atteint jeudi 13 mai, son plus haut niveau depuis dix-sept mois, à 369,55 dollars. En mars dernier, il était retombé au plus bas depuis sept ans, à 327 dollars. La baisse des taux d'intérêt, qui rend moins coûteux les achats à terme, la crainte d'une reprise de l'inflation aux États-Unis après l'annonce des prix de gros et de détail en hausse, les achats de métal par les Chinois ont alimenté une vague de spéculation, déclenchée, au départ, par un événement boursier. L'investisseur et spéculateur américain d'origine hongroise Georges Soros, avait racheté, il y a trois semaines, au financier Jimmy Goldsmith, 10 % du capital des plus grands producteurs d'or américains, Newmont Mining, M. Goldsmith cédant encore 9,5 % à un consortium bancaire. Du coup, 3 New-York et à Hongkong, les « spéculateurs » ont acheté massivement, estimant que « l'or était mûr pour une reprise ». En fin de semaine, l'once cotait environ 367 dollars.

FRANÇOIS RENARD

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le lin fait peau neuve

Cultivé depuis des siècles - déjà les Égyptiens utilisaient des bandes de lin pour entourer leurs momies - le lin connaît aujourd'hui quelques accroc de nature à peser sur les cours. Alors que la tonne valait 12 470 francs en 1990 sur le marché mondial, elle cote aujourd'hui 6 710 francs. La crise aristocratique des plantes textiles a perdu l'essentiel de ses débouchés. Jusque'en 1990, les pays de l'Est qui cultivaient également du lin, mais de moindre qualité, achetaient systématiquement 15 000 tonnes par an. Aujourd'hui, leurs filatures tournent au ralenti en attendant une éventuelle restructuration. Même les volumes qu'ils produisaient pour leur propre consommation ont chuté de moitié. « La destruction du mur de Berlin nous a été fatale », explique un professionnel. Grands amateurs de lin de table en lin, les pays de l'Est n'ont plus les moyens de cultiver l'art du raffinement domestique.

L'ancien bloc soviétique ne connaît pas un meilleur sort. Il confirme chaque année son incapacité à financer ses besoins. Le débouché était pourtant de taille: l'armée soviétique était la seule armée au monde, hiver comme été, à se vêtir de lin. Et l'ex-URSS se produisait que 121 000 tonnes de lin, tonnage nettement insuffisant pour sa consommation. De l'autre côté de l'Oural, il faut croire que le lin se portera usé cette année.

Quant au Japon, autre grand consommateur de lin européen, il somme également le pays des illusions perdues. Ce pays consommait 10 000 tonnes de lin en 1987 et 1990, soit 25 % du potentiel européen. A ce jour, ce marché s'est volatilisé au profit de la Chine qui cultive cette plante (elle est la cinquième productrice après l'ex-URSS, la France, la Belgique et les Pays-Bas) en Mandchourie, mais aussi la Russie, cette orbe qui ressemble à un lin mais qui coûte infiniment moins cher.

« Au bout de trois ans d'achats renouvelés de la part de l'Etat nippon, nous avons cru que c'était gagné! explique un liniculteur français. Nous avons augmenté nos surfaces cultivées et... alimenté les stocks! » Ces derniers représentent aujourd'hui 50 000 tonnes, soit un an de consommation. C'est ainsi que les cours ont chuté de près de moitié en deux ans. Devant cette situation, les producteurs européens ont réagi immédiatement, ils ont divisé par deux leurs surfaces et, du même coup, leur production (1) qui s'élève à 33 500 tonnes aujourd'hui. L'Europe a pu ainsi commencer à détacher. Concernée au premier chef, la France, deuxième producteur mondial de lin par la quantité mais premier par la qualité - c'est au pays de Caux que l'on produit le meilleur lin au monde - a également réduit ses superficies cultivées. Elles sont passées de 60 000 à 35 000 hectares. Chiffres décevants pour un pays qui représente 80 % du potentiel européen... surtout lorsque l'on songe à la grande époque du lin. A son apogée, vers la moitié du dix-neuvième siècle, les surfaces culminaient à près de 300 000 hectares.

#### Plus d'un atout dans son sac

On ne peut le cultiver que dans les zones tempérées et humides. Pour la France, la région linicole s'étend de la Manche à la mer du Nord, entre le Calvados et l'Oise en passant par la Seine-Maritime, l'Eure, le Nord-Pas-de-Calais et la Somme. Cette plante rare reste chère, car exigeante: il faut bien sûr semer, mais aussi arracher, tordre, opération qui consiste à déposer en quinconce la plante à même le sol, puis à tordre, c'est-à-dire séparer la fibre de la paille. Il faut encore filer, tisser et tondre.

Mais cette culture délicate dispose d'un atout de taille: elle est écologique, car elle nécessite peu d'intrants, et constitue un piège à nitrates. Une qualité que les producteurs de lin entendent valoriser dans deux direc-

tions: d'une part, étendre le rayonnement géographique du lin et, d'autre part, diversifier sa stratégie commerciale. Les méseventures avec les pays de l'Est et le Japon lui ayant servi de leçon, la France ne néglige aucun pays. Elle vend également en Chine et au Brésil. « Ce que nous avons perdu à l'Est, nous l'avons regagné en Chine, qui achète 10 000 tonnes de lin, commente Guy Hue, président de l'Association générale des producteurs de lin, mais nous ne pouvons baser une politique d'exportation sur un pays qui importe un produit qu'il nous revend sous forme de vêtements. » Aussi la France ne néglige-t-elle pas le Brésil même si la demande de ce pays, d'un volume de 5 000 tonnes, reste marginale. « Il s'agit d'une clientèle haut de gamme », souligne un opérateur. Et c'est là que réside le problème du lin. Luxueux par essence, cette culture doit se démocratiser, s'ouvrir aux mélanges. Pour des raisons de prix mais aussi parce que le lin est froissable à l'excès. « Le cent pour cent lin n'a aucune chance auprès du consommateur de masse, pas plus en France qu'en Europe, à l'exception de l'Italie. Nous avons vendu du rêve aux créateurs de mode mais ce n'est pas suffisant; le marché a toujours raison, il faut répondre à la demande des filateurs qui veulent des mélanges », souligne un professionnel du secteur. Les experts songent le plus souvent à des associations avec le polyester ou le Lycra. Une matière qui pourrait donner une nouvelle élasticité à un marché amoindri.

MARIE DE VARNEY

(1) Un hectare cultivé produit en moyenne une tonne de lin.

| MARCHÉ LIBRE DE L'OR     |              |               |
|--------------------------|--------------|---------------|
|                          | Cours 7-5-93 | Cours 14-5-93 |
| Or fin (à la livre)      | 61 100       | 64 300        |
| Or fin (à la once)       | 61 300       | 64 450        |
| Pièces françaises (20 F) | 353          | 380           |
| Pièces belges (10 F)     | 354          | 385           |
| Pièces suisses (20 F)    | 350          | 387           |
| Pièces italiennes (20 F) | 348          | 388           |
| Pièces allemandes (20 F) | 348          | 388           |
| Souverains allemands II  | 443          | 463           |
| Souverains allemands III | 443          | 463           |
| Souverains allemands IV  | 443          | 463           |
| Souverains allemands V   | 443          | 463           |
| 10 dollars               | 1 350        | 1 380         |
| 5 dollars                | 730          | 775           |
| 20 marks                 | 2 280        | 2 410         |
| 10 marks                 | 280          | 280           |
| 10 roubles               | 280          | 280           |

Les pièces d'or ne sont cotées qu'à la demande hebdomadaire supplémentaire.

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 10 AU 14 MAI 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLAGE     | Livre | S.E.M. | Franc français | Franc suisse | Danmark | Franc belge | Franc florin | Lire italienne |
|-----------|-------|--------|----------------|--------------|---------|-------------|--------------|----------------|
| London    | ---   | 1,5345 | 8,7262         | 2,2312       | 2,4675  | 50,7617     | 2,7682       | 204,46         |
| New-York  | ---   | 1,5810 | 9,5992         | 2,2411       | 2,4924  | 51,2715     | 2,7984       | 209,47         |
| Paris     | ---   | 1,5345 | 8,7262         | 2,2312       | 2,4675  | 50,7617     | 2,7682       | 204,46         |
| Zurich    | ---   | 1,5810 | 9,5992         | 2,2411       | 2,4924  | 51,2715     | 2,7984       | 209,47         |
| Bruxelles | ---   | 1,5345 | 8,7262         | 2,2312       | 2,4675  | 50,7617     | 2,7682       | 204,46         |
| Amsterdam | ---   | 1,5810 | 9,5992         | 2,2411       | 2,4924  | 51,2715     | 2,7984       | 209,47         |
| Milan     | ---   | 1,5345 | 8,7262         | 2,2312       | 2,4675  | 50,7617     | 2,7682       | 204,46         |
| Tokyo     | ---   | 1,5810 | 9,5992         | 2,2411       | 2,4924  | 51,2715     | 2,7984       | 209,47         |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 14 mai 1993, 4,8742 F contre 4,8212 F le vendredi 7 mai 1993.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### La baisse continue sur le court terme

La détente des taux d'intérêt à court terme s'est poursuivie, cette semaine, en Europe. La Banque fédérale d'Allemagne, qui, la semaine dernière, avait ramené de 7,75 % à 7,71 % son taux de pension à court terme devenu directeur, l'a abaissé, cette semaine, à 7,60 %, plus sensiblement que ne le prévoyaient les opérateurs. La Banque de France, pour la sixième fois en un mois, a réduit d'un quart de point ses taux directeurs, ramenant à 7,75 % pour ses appels d'offres et à 8,75 % pour ses pensions à 5-10 jours. Mercredi, les banques commerciales françaises, accablées avec grâce aux « sous-bas » du ministre des finances, ont diminué également d'un quart de point leur taux de base, qui, à 9 %, retrouve son niveau d'il y a quinze ans, époque où l'inflation était plus forte que maintenant. Ailleurs, les banques centrales d'Autriche, de Belgique et des Pays-Bas ont procédé également à des réductions d'un quart de point sur leurs taux directeurs, accompagnées par celle d'Espagne (1,5 point de moins) après la dévaluation de la peseta.

A Paris, le loyer de l'argent au jour le jour, après avoir baissé à 7,80 %, est ramené à 8 %, contre 7,50 % à l'été dernier, ou le trois mois vaut 7,40 % contre 7,60 %, sans changement, sur les bords de la Seine. Le rendement de l'FOAT 10 ans est revenu à 7,15 %, soit un écart de 0,35 point avec le BUND allemand 10 ans. Tout le problème maintenant est de savoir si la Banque de France osera abaisser ses taux directeurs au-dessous des taux allemands, ce qu'elle devrait faire d'urgence, vu l'état de l'économie.

Sur le front des sicav, l'Europeformance a publié ses chiffres mensuels définitifs sur les six mois en avril. Le fait marquant est l'accélération des souscriptions de sicav obligataires: 14,6 milliards de francs (contre 10 milliards de francs en chiffres provisoires), ce qui porte à 36,2 milliards de francs les souscriptions nettes depuis le début de l'année, l'essentiel (35,3 milliards de francs) s'effectuant en sicav d'obligations françaises; l'encours atteint maintenant 372 milliards de francs: la collecte en Sicav de trésorerie a été nettement positive en avril (17,4 milliards de francs), après avoir été négative de 3 milliards en mars, l'encours, compte tenu des intérêts capitalisés, augmentant de 27,6 milliards de francs et atteignant 1 326 milliards.

Financer le logement social

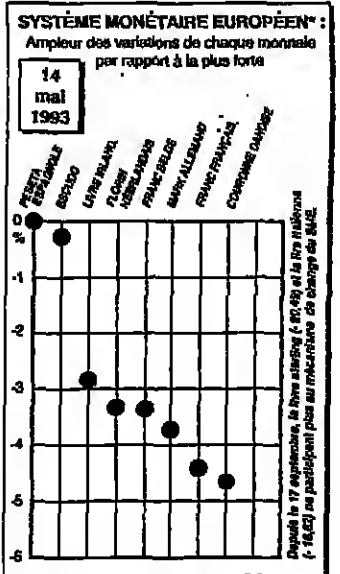
Les sicav indexées sur le marché monétaire subissent des retraits nets, au profit des sicav à « gestion dynamique » (+ 14 milliards de francs) et à « performance lissée » (+ 4 milliards), ces variations étant le fait des trébuchements d'entreprise. Quant aux particuliers, ils continuent à délaisser prudemment les sicav court terme au profit des placements longs (sicav obligataires, assurance-vie, etc.).

Sur le marché obligataire, l'événement de la semaine a été le lancement, sous la houlette de Paribas, d'un emprunt d'une durée de vingt-cinq ans, jamais atteinte en dehors des

emprunts d'Etat, pour le compte de la Caisse autonome de refinancement (CAR), émanation de la Caisse des dépôts, qui met sur le marché, par ce moyen, ses prêts aux HLM, façon comme une autre de se procurer des fonds pour financer le logement social afin de pallier la disparition de l'apport du livret A des Caisses d'épargne, victimes de retraits continus. Cet emprunt, d'un montant de 2,5 milliards de francs, à 7,75 % nominal et 8,02 % final, a été bien accueilli par les investisseurs institutionnels, dont l'horizon de placement est éloigné (compagnies d'assurance-vie et caisses de retraite). Pour d'autres, la durée a été jugée un peu longue.

En revanche, les 2,5 milliards de francs levés par la Compagnie bancaire sous la houlette de la banque Paribas, à sept ans 7,50 % nominal et 7,70 % final, 0,85 point au-dessus de l'FOAT, ont reçu un accueil mitigé: le montant a été jugé élevé pour une obligation de deuxième catégorie, et certains investisseurs, malgré la solidité de l'émetteur, demeurent un peu réticents sur le financement de l'immobilier. Même accueilli par la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH), 1 milliard de francs à 7,40 % nominal et 0,40 point au-dessus de l'FOAT 2004, sous la direction de la Société générale. De plus, cette signature, après de nombreuses émissions, atteint ses quotas réglementaires dans de nombreux portefeuilles institutionnels.

F. R.



Taux calculés par rapport aux cours actuels de la Banque de France.







**La Somme bâtit sur le sable**

Cinquante kilomètres de rivages ont été aménagés pour le tourisme

19

**Essonne : les voix de Bièvres**

La moitié des habitants ont répondu au questionnaire des associations

21

**La Calabre proche de la Corse**

Les deux régions méditerranéennes souffrent des mêmes maux

22

**Calais : un pas entre la France et l'Angleterre**

La cité du Nord profite peu du trafic entre les deux pays

24

■ 18 Statistiques ■ Agenda ■ Publications ■ Textes ■ 20 Portrait ■ 23 Débat ■ Livres ■

# HEURES LOCALES

## DES DÉMÉNAGEMENTS CRITIQUÉS

A la demande de la délégation à l'aménagement du territoire, deux chercheurs du CNRS ont passé au crible les conséquences de la « délocalisation » de services publics en province

La « délocalisation » de services publics en province n'est pas une idée neuve. Depuis les années 60, la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) tente en effet de lutter contre l'engorgement de l'Île-de-France, en obligeant les administrations parisiennes à gérer toute extension de locaux ou renouvellement de bail par un déménagement proportionnel (en surface et en emplois) de leurs services en province. Mais, selon le constat que viennent de dresser deux chercheurs du CNRS, Nicole de Montrieux et Jean-Claude Thoenig, à la demande de la DATAR, il apparaît que cette procédure administrative n'a le plus souvent pas tenu ses promesses (1).

Cette enquête a été réalisée au début de l'année 1991 sur trois services de l'administration employant environ 300 personnes et dont les opérations de déménagement se sont effectuées à partir du milieu des années 70. Elle montre que les postulats et autres intuitions sur lesquels repose cette pratique ne se sont pas vérifiés à l'usage, qu'il s'agisse de la mobilité individuelle des agents, du développement local ou du fonctionnement du service transféré.

À travers l'étude de toutes les phases de ces transferts, qui ont duré dix ans, depuis la prise de décision jusqu'à l'insertion sociale des personnes transférées, Nicole de Montrieux et Jean-Claude Thoenig ont d'abord mis en lumière le hiatus existant entre la volonté gouvernementale et les intérêts divergents des rouages administratifs chargés de l'appliquer. La mise en œuvre du déménagement repose essentiellement, par exemple, sur le bon vouloir de l'encadrement des services « délocalisés ». Or, aucun de ces cadres n'a intérêt à s'éloigner des réseaux parisiens qui conditionnent, selon eux, le bon déroulement de leur carrière.

De même, jusqu'à l'automne 1991, aucun financement spécifique n'était prévu pour accompagner le déménagement des services, alors que les administrations ne sont naturellement pas enclines à affecter des ressources à une politique qui leur est imposée. Cet obstacle financier a théoriquement été levé par le gouvernement d'Edith Cresson, avec la création, en 1992, d'un fonds spécial « délocalisations » de 900 millions de francs. « La lassitude de Paris, sur laquelle est bâtie cette politique, apparaît comme une motivation relativement marginale », relèvent les chercheurs. Ils ont observé que les fonctionnaires qui acceptaient de suivre leur service en province fondaient avant tout leur décision sur leur souci de « retourner au pays » dont ils sont originaires. De leur côté, les cadres n'acceptent de partir que dans l'espoir d'accélérer leur carrière et n'envisagent



donc pas de s'enraciner en province. À l'inverse, la principale cause de refus tient à l'impossibilité pour le conjoint de retrouver un emploi dans une région que le service transféré est censé redynamiser économiquement et qui connaît, par conséquent, un fort taux de chômage.

### Une certaine frustration

Les habitants des villes d'accueil qui croyaient bénéficier des emplois transférés ont éprouvé une certaine frustration. Ces postes sont en effet le plus souvent pourvus par concours national ou par mutation. Et lorsque ces administrations finissent par recruter localement, les nouveaux embauchés ne peuvent de toute façon pas obtenir les mêmes statuts et salaires que leurs collègues d'administration centrale. Ce qui constitue une source inépuisable de conflits.

De plus, le service délocalisé — et ce d'autant plus lorsqu'il est composé d'emplois

tertiaires — reste souvent, selon les deux chercheurs, isolé dans la réalité locale qu'il était censé animer, dans la mesure où l'essentiel de ses relations continues de passer par Paris.

Mais, s'il rapporte peu en termes d'emplois induits, voire en matière de sous-traitance, ce service peut toutefois constituer un levier significatif pour accélérer, par exemple, la construction d'équipements collectifs. « Les relations de pouvoir entre le centre et la périphérie se transforment » sous l'effet de la « délocalisation », ont constaté les auteurs. Les services délocalisés qui étaient déjà en situation de faiblesse au moment où la décision de « délocalisation » a été prise accentuent leur marginalisation.

D'autres subissent, au contraire, une pression plus forte de la part d'une administration centrale soucieuse de maintenir son emprise. Dans ce dernier cas, le rôle des services transférés, dans le domaine de la gestion des « affaires courantes », se complique singulièrement, faute d'une autonomie suffisante. D'une manière générale, l'enquête de Nicole de Montrieux et de Jean-Claude

Thoenig montre que la distance géographique influe sur la marche du service. « Le fonctionnement de la structure, qui était inclus dans une politique globale à Paris, devient une fin en soi », constatent-ils. Une fois le transfert réalisé, l'activité du service devient plus transparente, l'autorité de l'encadrement est mieux affirmée, les responsabilités de chacun sont clairement définies. Quant aux agents, « ils perdent la protection que représente pour eux la masse du personnel qui les entoure dans les administrations centrales parisiennes... »

Apparaît, en outre, un phénomène paradoxal : la minorité d'agents parisiens qui ont fait l'effort de suivre leur service constituent souvent, une fois sur place, un frein aux changements d'organisation décidés par la nouvelle hiérarchie.

Valérie Devillechabrolle

(1) La Délocalisation des emplois publics, de Nicole de Montrieux et Jean-Claude Thoenig, aux éditions de La Documentation française, 65 p., 90 F.

### Pathologie

CONJONCTURE oblige, les budgets alloués à la communication des collectivités locales tendent à la baisse, mais pas l'intérêt des élus.

Deux rencontres qui se sont déroulées cette semaine, Cap'Com à Lyon et Communication publique à Paris, ont permis de le constater.

« Dans l'action publique, rien ne se fait sans l'opinion », a rappelé, au Sénat, Jean-Pierre Raffarin (UDF), président du conseil régional de Poitou-Charentes. Les municipalités le savent, et leurs directeurs de la communication ont profité des colloques pour échanger leurs expériences. Il fut question de « cohérence », de « coordination », face au foisonnement des messages publics dans la ville.

Changement de ton de la part des élus. Chacune, le couple région-département, qualifiée de « pathologie » par Marc Consoli (UDF), président de la région Midi-Pyrénées, suscite plutôt le « rivalité », voire le « concurrence », dans leur façon de tirer, chacun, la communication à soi. Ce n'est pas un hasard si l'expression des collectivités locales souffre des mêmes défauts de jeunesse que la décentralisation. Elles ont la même âge et révèlent les mêmes conflits de compétences.

Les régions et les départements français, ainsi que leurs équivalents frontaliers, commencent à se faire connaître du reste du monde au ardra pas trop dispersés, sous la forme d'un Arc atlantique par exemple. Mais il n'en va pas de même lorsqu'ils s'adressent à leurs habitants. Le gigantisme de panneaux indiquant la « collée départementale » devient plus démesuré encore lorsqu'un « lycée régional » lui fait face.

Las, les confinements étant de plus en plus souvent de règle, la guerre des enseignes risque de devenir cocasse.

Martina Valo

### DROIT

## PARIS FACE AUX PLAIDEURS

Avec la multiplication des procès, la capitale est obligée de renforcer ses services juridiques

LES Parisiens mécontents et procéduriers vont trouver à qui parler. Depuis le début mai, la Ville dispose d'un nouveau service des affaires juridiques particulièrement musclé. Fort d'une trentaine de fonctionnaires dont plusieurs du plus haut niveau, il est dirigé par Dominique Laurent, quarante-deux ans, jusqu'ici maître des requêtes au Conseil d'Etat. Par sa carrière, M<sup>re</sup> Laurent est à la fois rompu aux subtilités du droit public et à celles de l'administration des collectivités locales. Afin que nul ne s'y trompe, son service a été rattaché directement au secrétariat général de la Ville, alors que l'ancien « bureau du contentieux » dépendait de la direction des affaires générales.

C'est la première fois dans les annales de l'Hôtel de Ville qu'un service juridique est doté d'un tel statut, qui l'apparente à une petite direction. La mesure s'inscrit dans le grand chambardement qui secoue le « palais » de Jacques Chirac. Après les résultats des élections législatives, deux directeurs ont déjà rejoint des cabinets ministériels (1). Une dizaine d'autres mutations sont à l'étude et les rumeurs vont bon train. Il s'agit de renouveler et de « réveiller » la haute administration municipale dans la perspective de la présidentielle et surtout des élections municipales de 1995.

La promotion des spécialistes du contentieux était l'une des décisions les plus urgentes. Comme toutes les mairies des

grandes villes de France, celle de Paris est littéralement submergée par les procès. Jadis, les sujets se révoltaient contre les décisions du puvnir. Aujourd'hui, les citoyens votent et ils en appellent à la justice. Tel est le prix d'une société évoluée où l'Etat de droit a remplacé l'arbitraire.

### L'arbitrage du juge

L'inflation des affaires de contentieux a de multiples sources : la prolifération des textes, l'instabilité des règles (par exemple les transformations incessantes des plans d'occupation des sols), les particularismes locaux (vérité ici, erreur ailleurs), la facilité d'accès aux tribunaux

administratifs (le plaignant débouté pour procédure abusive ne risque rien), la carence des préfets qui ne contrôlent plus la légalité des décisions locales. Tout cela a été dénoncé par le Conseil d'Etat, notamment en matière d'urbanisme et vient d'être souligné, une fois encore, par les notaires réunis en congrès à Cannes (le Monde daté 25-26 avril). Thème de leurs travaux : l'urbanisme et l'insécurité juridique. Autrement dit, on ne sait plus à quel texte se vouer et il faut bien recourir à l'arbitrage du juge.

Marc Ambroise-Rendu

Lire la suite page 20

(1) Bruno Racine, directeur des affaires culturelles, a rejoint le cabinet d'Alain Juppé au ministère des affaires étrangères. Il est remplacé par Jean-Jacques Allagon (le Monde du 5 mai). Elisabeth Allaire, directeur de l'action sociale, de l'enfance et de la santé, a été appelée au cabinet de Simone Veil, ministre chargée des affaires sociales, de la santé et de la ville. Dominique de Legge occupe désormais son poste.

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

Dans le Monde des débats de mai

SUPPRIMER LES DÉPARTEMENTS ?

Il y a en France de trop nombreux niveaux d'administration faut-il supprimer celui qui, à l'heure de l'Europe, paraît le plus anachronique, c'est-à-dire le département. Les points de vue de deux adversaires du département, Pierre Mazeaud et Georges Fréche, d'un « défenseur », Jacques Barrot, et d'un pathologiste italien spécialiste des collectivités locales en Europe, Luciano Vandeliti.

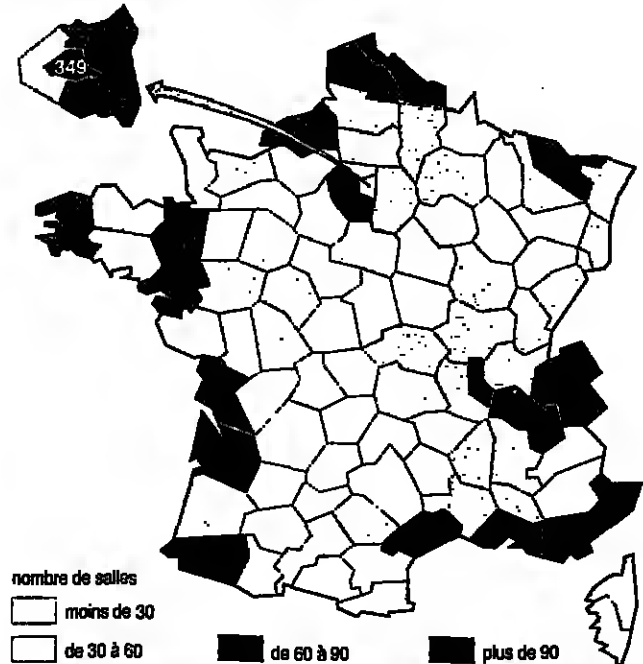
En vente dans les kiosques - 30 F



REPERES

STATISTIQUES

Salles obscures



Le cinéma est un loisir citoyen. Les départements qui abritent le plus grand nombre de salles sont aussi les plus urbains. Mais les zones faiblement peuplées ne sont pas toutes à la même enseigne. Côté fréquentation, les Hautes-Alpes font exception à la règle selon laquelle plus il y a d'équipements, plus le public va voir de films.

(Source : Centre national de la cinématographie.)

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Images d'Épinal. - La caricature a suppléé les traditionnelles illustrations naïves à Épinal, avec la Festival de dessin de presse qui se termine, cette année, le lundi 24 mai. Expositions, débats, concert, édition de plusieurs catalogues sont organisés pendant deux semaines dans différents lieux de la ville. Le municipalisme souhaite exploiter davantage sa tradition en créant une Cité des images, regroupant, sur un site, un Centre du dessin de presse, l'École des beaux-arts et un Musée de l'imagerie.

■ Renseignements au (16) 29-31-35-66.

■ Salons des associations. - Les associations sont invitées à se retrouver au centre d'exposition Mégacité d'Amiens, à l'occasion de la huitième édition du Salon Espaces 1901, le samedi 15 et le dimanche 16 mai. Le samedi sera consacré à la manifestation, l'office culturel d'Amiens, qui coordonne l'ensemble de la manifestation. Thème retenu : « Les associations face aux collectivités locales : représentativité et créativité. Des spectacles de théâtre, de marionnettes, des concerts animeront ce week-end. »

■ Renseignements au (16) 22-92-50-59.

■ Evaluation. - L'université de Provence (Aix-Marseille II) organise un colloque sur « Les méthodologies d'évaluation des politiques publiques », à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), du lundi 17 au mercredi 19 mai. Comment contrôler l'efficacité des politiques publiques ? Comment définir une méthodologie ?

■ Démocratie et citoyenneté. - Les deuxièmes Rencontres de Parthenay (Deux-Sèvres), organisées, du jeudi 20 au samedi 22 mai, par l'association Transversales sciences culture et le Monde diplomatique, avec le concours de la Fondation de France, poursuivront la réflexion engagée en mars 1991 sur la démocratie participative et le citoyen actif au quotidien.

■ Rencontres de Parthenay. 21.

boulevard de Grenelle. 75015 Paris. Tél. : (16-1) 45-78-34-00.

■ Villes et santé financière. - Comment les villes peuvent-elles réagir face à la crise économique ? Au moment où la dette s'accroît et les concours financiers de l'Etat se réduisent, quelle stratégie adopter pour retrouver les marges de manoeuvre nécessaires à l'investissement ? Le cabinet Bossard Consultants présentera des principes méthodologiques permettant de réduire les dépenses des villes et de conduire des actions de changement dans les municipalités, à Paris, mardi 25 mai.

■ Renseignements au (16-1) 41-08-40-00.

■ Paysage. - Le conseil général des Deux-Sèvres, que préside André Dulait (UDF), organise un colloque sur « La gestion locale du paysage » à Niort, samedi 26 et dimanche 27 mai. Du remembrement à la friche, comment protéger les paysages ? Comment réhabiliter des espaces délaissés par les activités agricoles, les réseaux électriques ou les autoroutes ?

■ Renseignements au (16-1) 45-15-09-09 et (16) 49-24-88-82.

■ Congrès des ingénieurs. - L'Association des ingénieurs des villes de France (AIVF), que préside Jean Gayras, directeur général du district de Bayonne, organise son prochain congrès à Lyon, du mercredi 26 au vendredi 28 mai. Il aura lieu en même temps que le salon Citepro, qui accueille des entrepreneurs du bâtiment et des prestataires de service aux collectivités locales. Le congrès portera sur « Les villes et l'Europe ». Des tables rondes sont prévues sur la stratégie européenne des villes moyennes ou l'évolution du métier d'ingénieur territorial.

■ Renseignements au (16-1) 42-45-81-82.

■ Propriété du littoral. - L'Association nationale des élus du littoral, que préside Antoine Rufenacht (RPR), organise une journée d'étude sur « La propriété du littoral », jeudi 27 mai à Paris. Alors que les côtes vont bientôt connaître une affluence estivale, des spécialistes parleront de la lutte contre la

CULTURE

UN MOIS MUSICAL DANS LES COTES-D'ARMOR

La diffusion de spectacles n'incombe pas aux conseils généraux, mais le département breton encourage la décentralisation culturelle

EN mai, la musique résonne dans les Côtes-d'Armor. Encore un festival ? Pas exactement, au moins pas un de ces « événements » prestigieux, créés pour vanter la gloire des artistes présents ou celle de la collectivité locale qui les a invités. Plus de quarante concerts - musique contemporaine, jazz, rock, jazz et fest-noz - programmés dans une vingtaine de communes, de Saint-Brieuc à Plouézec-Quintin : le conseil général a préféré, en collaboration avec des associations locales, s'adresser aux mélomanes du littoral aussi bien qu'à ceux du centre rural.

Le Quartier Cedron se produit à Guingamp et à Languedoc, banlieue de Saint-Brieuc, mais aussi à Ploubezlec, Angélique Innetts à Perros-Guirec, Louis Selavies aux cinquièmes Rencontres internationales de la clarinette populaire

à Berrien et Ghmel (1). Le programme est écosystémique, comme l'est la politique de l'office départemental de développement culturel des Côtes-d'Armor.

Adapter les équipements locaux

« Musiques aimées en mai » n'est qu'une des manifestations organisées toute l'année dans l'ensemble du département. « Les chemins de la voix », « La campagne du rire », « De conte en conte » : pour chacune d'elles, l'office choisit et achète les spectacles, se charge de leur promotion et de leur logistique. Les communes peuvent ensuite choisir de les diffuser en prenant à leur compte une part des coûts artistiques.

Dès sa création, il y a trois ans, l'office a réalisé un inventaire des lieux dotés d'une

scène, condition préalable pour qui veut irriguer le territoire. Sello des fêtes, foyer rural, voire lycée agricole, leur fonctionnement était à la mesure de leur sous-équipement et reflétait la lenteur des progrès de l'intercommunalité dans les Côtes-d'Armor comme ailleurs. Depuis, le conseil général, présidé par Charles Janselin (PS), incite les municipalités à adapter leurs salles, même modestes, à l'accueil de représentations. Ses aides peuvent représenter 20 % des investissements nécessaires et l'office dispense d'un perc de matériel moderne, qu'il met à la disposition des collectivités locales.

L'effort du département ne se limite pas à la diffusion du spectacle vivant. La mission arts plastiques, qui travaille en partenariat avec des institutions régionales, est désormais bien implantée. D'étonnantes installations contemporaines dans

quelques villages bretons en témoignent.

En fait, les Côtes-d'Armor illustrent à leur façon cette fameuse « décentralisation culturelle », leitmotiv de tous les colloques nationaux et casse-tête des élus locaux concernés. Hormis la gestion des archives et des bibliothèques centrales de prêts, les lois de décentralisation n'ont pas prévu de rôle particulier pour les conseils généraux dans ce domaine.

Pourtant, la production et la diffusion musicale, chorégraphique et théâtrale prennent une part toujours grandissante dans leurs budgets. Le spectacle vivant se place maintenant en deuxième position après la conservation du patrimoine, qui s'impose de fait.

Au total, les départements consacrent 2,5 % de leurs dépenses au secteur culturel. Un pourcentage qui ne peut refléter la diversité de leurs choix. Les Côtes-d'Armor se situent d'ailleurs en dessous de cette moyenne nationale, déformée par les quelques « gros coups » qui ponctuent la belle saison de l'Hexagone.

M. V.

(1) Pour obtenir les détails de la programmation, s'adresser à l'office départemental de développement culturel. Tél. : (16) 96-62-62-31.

DÉCALAGE HORAIRE

Amsterdam coulera-t-elle ?

Sous les pavés, la genèse ? Un mal aussi pernicieux que souterrain rongerait les pilotis sur lesquels repose une grande partie d'Amsterdam, pour cause de sous-sol spongieux ! Il mine « entre 10 % et 20 % des bâtiments » et met en danger, à terme, la viabilité de « 40 000 à 70 000 logements », sur un total de 344 000 (pour 714 000 habitants).

« Ce sont des estimations minimales », affirme même Ton Hooijmaijers, conseiller municipal de la capitale néerlandaise depuis 1990, qui vient de soumettre au Collège (le bourgmestre et ses adjoints) un étude signalant le risque d'effacement « du tiers des habitations ». Les longs pieux de bois qui leur servent de fondation depuis plusieurs décennies pourrissent, se déforment et s'incurvent, entraînant lentement mais sûrement les immeubles dans leur avachissement.

Ce « problème de fondations » se pose par définition en sous-sol. Son résultat est cependant parfaitement imaginable en surface : les planchers s'affaissent, les murs se distendent, les façades se fissurent, et toute la construction finit par se gondoler. La « Venise du Nord » qu'est Amsterdam lui doit déjà quelques maisons sérieusement dégradées. Elle lui doit aussi, selon le directeur du service de la construction et du logement, Jaap Vos, « la démolition, bon an mal an, d'un millier de logements » dont la consolidation coûte trop chère. Le phénomène n'est donc, en soi, rien de nouveau et la mairie le qualifie de « problème connu ».

Ton Hooijmaijers n'en a pas moins voulu lancer un « cri d'alarme », la situation étant selon lui gravement dégradée. « Tout l'Amsterdam de l'entre-deux-guerres, le « ceinture 20-40 », est menacé. » Or cette ceinture abrite « le tiers des logements de la ville » et son urbanisme est un double legs, de l'architecte Berlage et de la célèbre Ecole d'Amsterdam. Des quartiers populaires

et des avenues résidentielles, telles la Beethovenstraat ou l'Apollolaan, en font partie, qui composent le visage de la ville au même titre que les maisons étroites ou les résidences patriciennes s'élevant le long de ses canaux.

La médaille de l'histoire présente en l'occurrence son revers. Lorsqu'il s'est agi, à partir des années 1900, d'étendre l'Amsterdam portuaire et industrielle autour du lobe central formé par ses canaux de légende (Singel, Keizersgracht, etc.), les bâtisseurs ont rencontré un sol de plus en plus humide, constitué de polders. Pour le mettre à hauteur de la « vieille ville », ils l'ont rehaussé à l'aide de couches de sable, au départ déposées manuellement, puis projetées sous pression à partir de 1918. Plus denses, ces couches se sont révélées aussi plus lourdes : au fil du temps, elles se sont affaissées dans la tourbe mouillée des polders, tirant vers le bas les pieux de bois d'au moins 10 mètres de long implantés en guise de fondations et ébranlant leur force portative. Plus récemment, la baisse du niveau des eaux souterraines a mis le sommet des pilotis au sec, accélérant leur affaiblissement.

Selon Ton Hooijmaijers, le phénomène n'est pas irréversible : il est possible d'espérer le sable et de lui substituer une « mousse » de béton, déjà utilisée pour la construction de routes ou de digues. L'opération coûterait de 600 millions à 1,2 milliard de francs. Alors que laisser la situation se dégrader se traduirait à terme par une facture de 3 à 6 milliards de francs, théoriquement enrêmer à la charge des propriétaires des bâtiments menacés. La municipalité n'a pas encore réagi à cette suggestion : tout en admettant que « la frontière critique est dépassée dans la ceinture 20-40 », le service du logement « ne prévoit pas de catastrophes ».

de notre correspondant à Amsterdam Christian Chartier

PUBLICATIONS

■ Un classeur pour la démocratie locale. - L'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) propose des « fiches de la citoyenneté locale » aux abonnés de sa revue mensuelle Territoires. Il s'agit de huit pages détachables, devant s'insérer dans un classeur. Pédagogiques, elles font le point sur l'organisation du conseil municipal, le fonctionnement d'une mairie ou les terrains d'intervention de la commune. Les auteurs proposent des commentaires, des textes de loi, ainsi que la liste des partenaires à contacter pour agir en citoyen et se préparer aux élections municipales de 1995.

■ Abonnement d'un an à la revue Territoires : 350 francs pour les particuliers, 450 francs pour les collectivités. ADELS, 108-110, rue Saint-Maur, 75011 Paris. Tél. (16-1) 43-55-40-05.

TEXTES

■ Indemnités des responsables de groupement. - Le Journal officiel a publié, le 30 mars, un décret précisant le montant des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents d'établissements publics de coopération intercommunale. Ce texte achève le dispositif indemnitaire prévu par la loi du 3 février 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux, dite loi sur le statut de l'élu. Il permet de mieux rémunérer les responsables de structures intercommunales. Il avantage légèrement ceux qui dirigent des groupements à fiscalité propre, parce que ces formules témoignent d'une intégration plus soutenue en matière d'intercommunalité, et nécessitent souvent plus de travail.

Les indemnités perçues pour l'exercice des fonctions de président ou de vice-président sont égales à 75 % des indemnités prévues, respectivement, pour le maire et l'adjoint du maire d'une commune dont la population est égale à celle du groupement, lorsque celui-ci est doté d'une fiscalité propre (district, communauté de communes ou de villes, syndicat d'agglomération nouvelle). Les indemnités sont égales à 50 % du montant de ces indemnités lorsque l'établissement public n'est pas doté d'une fiscalité propre (syndicat de communes).

Renseignements, inscriptions, réservations, Institut Supérieur du Management du Patrimoine (ISM) B.P. 114 - 72003 LE MANS cedex Téléphone : 02.78.45.45 (poste) Télécopie : 02.78.45.45



ORGANISÉ PAR LE PARC NATUREL REGIONAL DE SEINE-SAINT-DENIS, SOUS LE PAUTROAGE DE LA PREFECTURE DE SEINE-SAINT-DENIS ET DU CONSEIL REGIONAL DE SEINE-SAINT-DENIS

Thèmes première journée

- 1... le patrimoine comme ressource de développement
- 2... conservation/mise en valeur du patrimoine : quelle répartition du champ des compétences entre l'Etat, les collectivités territoriales et le secteur privé ?

Thèmes deuxième journée

- 3... mise en valeur du patrimoine : nouvelles demandes, nouveaux services, la dimension européenne et la dynamique française.
- 4... mise en valeur du patrimoine : nouveaux services, nouveaux métiers.

Social Par ici la sortie ! Alain Lebaube

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LA SOMME BATIT SUR

RHONE-ALPES LES PRIVATI CONTINUEN

A

RENORMANDIE CENTRE DE CAEN



PICARDIE

# LA SOMME BATIT SUR LE SABLE

L'action du département a permis de tirer le meilleur parti des 50 kilomètres de rivages inhospitaliers

C'EST un jour de grande marée qu'il faut voir vivre le parc ornithologique du Marquenterre. Chassés par le flot qui envahit l'estuaire de la Somme, de l'autre côté des digues, des milliers d'oiseaux arrivent à tire-d'aile et s'abattent ici et là. En livrée noir et blanc, les bûcherons pie s'établissent au bord des mares. A certaines époques on en pu en compter plus de 7 000. Ils y rejoignent tout un peuple de blanches avocettes et de spatules qui prospectent la vase à pas comptés. Sur les canaux et les marigots, des escadrilles de canards amerrissent à grand bruit. Qu'elles soient « cendrées », « rieuses », « bernaches » ou « des moissons », les oies en transit préfèrent les prairies où elles paissent en compagnie des chevreuils, résidents habituels des lieux.

Tout ce bestiaire déambule, virevolte et vaque à ses affaires sans prêter la moindre attention aux centaines de visiteurs qui les épient. Ceux-ci, jammes aux yeux et télescopes en bataille, sont dissimulés dans des observatoires habilement nichés au creux des dunes. Et pour aller d'un poste à l'autre, ils sont obligés d'emprunter des chemins creux, toujours à l'abri des regards des animaux.

Cette cohabitation quasi idéale entre le tourisme et la faune sauvage est l'une des particularités du Marquenterre. Elle résulte d'un montage juridique qui n'est pas moins original. Ici l'Etat, les collectivités locales et une entreprise privée ont réussi à se marier pour le meilleur. Résultat : le Marquenterre n'est pas seulement un reposoir fréquenté par plus de 300 espèces d'oiseaux migrateurs. Avec 100 000 visiteurs par an (dont 35 000 étrangers en visite guidée), il est aujourd'hui le point le plus attractif du littoral picard. Il vient de marquer le vingtième anniversaire de sa création et offre aux amateurs de nouveaux espaces d'observation.

L'idée d'exploiter la façade maritime du département de la Somme revient à Max Lejeune (centriste), qui fut pendant près d'un demi-siècle président du conseil général et qui est encore sénateur de ce terroir. En 1974,

il créait avec les dix-huit communes littorales le Syndicat mixte pour l'aménagement de la côte picarde (Smacopi) (1). Le conseil général, qui prend l'essentiel des dépenses à sa charge (certains les trouvent trop lourdes), occupe 60 % des fautes au conseil d'administration. Objectif : aménager les 50 kilomètres de « fenêtré » sur la mer de manière à y attirer les voyageurs de passage. Entre Fort-Mahon et Mers s'égrènent une demi-douzaine de bourgades abritant chacune de 1 500 à 4 000 âmes. Pas de quoi nourrir de vastes desseins hôteliers ou immobiliers. Le rivage est difficile : un tiers de falaises, deux tiers de marais et de dunes. C'est le royaume des oiseaux d'eau, des lapins... et des chasseurs. Le plomb vous siffle aux oreilles huit mois sur douze. Comble de disgrâce, le cordon dunaire protégeant l'arrière-pays est si dégradé par le piétinement et le vent que, par trop gros temps, il laisse passer la mer ! Mais Max Lejeune a tracé la route. Le seul capital exploitable

étant la sauvergarde des lieux, il faut la protéger, la restaurer puis l'offrir au public. Le département a donc classé en zone de préemption 3 000 hectares de rivages. Là-dessus, il a déjà acheté 600 hectares et s'est acquis la complicité du Conservatoire qui en a acquis 900 autres. Le reste passera dans le domaine public au fur et à mesure des opportunités.

## Une solution ingénieuse

Puis le Syndicat mixte a entrepris un patient travail de réhabilitation du paysage. Des dunes entières ont été remodelées au bulldozer. On y a posé des kilomètres de filets brise-vents et de fascines derrière les quels on a aligné des millions de touffes d'oyats. On a même inventé une machine pour les planter plus vite. Déjà les pins, les arbuscules et les euphorbes colonisent le sable. En dix ans on a dépensé près de 8 millions de francs pour cet indispensable

labour de remise en état. Et il ne sera jamais terminé car ici la nature est violente. Mais à présent on peut nuir des aires d'accueil et de sentiers-nature.

L'un des sites les plus intéressants était celui du Marquenterre sur les franges nord de la baie de Somme. Pour y tirer le lapin, un industriel parisien, Henri Jeanson, y avait acheté jadis un millier d'hectares. Par le biais d'une concession d'endiguement - alors que ce type d'opération était encore possible - ses descendants s'y étaient appropriés 150 hectares de littoral appartenant au domaine public pour le polidriser et y installer successivement une exploitation horticole puis un parc ornithologique.

Mais la famille Jeanson était hors d'état d'investir suffisamment pour en tirer parti. Une solution assez ingénieuse a finalement été trouvée. En 1986 et 1990, le Conservatoire du littoral a acheté l'ancien polder et en a confié la gestion au Syndicat mixte. Celui-ci, qui n'a nulle vocation à recevoir des touristes, a remis l'exploitation du parc à ses anciens propriétaires désargentés mais qualifiés.

Cette combinaison porte ses fruits. Le Smacopi réalise les aménagements (avec des aides de Bruxelles et de Paris), et les frères Jeanson accueillent les visiteurs. Le parc, où les courbes de fréquentation des oiseaux et

des hommes grimpent en parallèle, est devenu le noyau d'un complexe de loisirs avec résidence hôtelière, gîte d'étape, restaurant, chasse à la journée, centre équestre, etc. Une centaine de personnes y travaillent à la belle saison et réalisent un chiffre d'affaires de 8 millions de francs. Le village voisin reçoit les taxes professionnelles et quatre terrains de camping s'y sont ouverts.

Et d'autres points du littoral picard ont trouvé une seconde réserve ornithologique, une maison de l'oiseau, un aqueduc, un golf 18 trous, etc. Le tout dans des paysages préservés ou le département interdit toute urbanisation. Sur les côtes de la Somme, à présent connues comme le pays des naseaux, on attend l'ouverture du tunnel sous le Manche et l'autoroute A 16. Alors Bruxelles et Londres seront à deux heures de voiture, Paris à 1 heure 30. Le pari sur la nature n'est pas encore gagné mais, tout est prêt pour qu'il le soit.

de notre envoyé spécial en baie de Somme  
Marc Ambroise-Rendu

(1) Smacopi : 1, place de l'Amiral Courbet, 80100 Abbeville, Tél. 22-31-12-28. Parc du Marquenterre : Saint-Quentin-en-Tourmont, 80120 Rue, Tél. 22-25-03-06.

Accor sans aucune contrepartie pour la ville. Seule la chambre devrait bénéficier d'un intéressement de 300 000 francs aux bénéfices escomptés des activités du nouveau centre, dont le chiffre d'affaires est estimé, dès la première année, à 8 millions de francs. Selon le président du groupe socialiste, Michel Destor, cette initiative municipale est « contraire à l'esprit des lois de décentralisation, qui font des collectivités territoriales les leviers du développement économique ». Il redoute qu'à son tour le palais des expositions soit entraîné dans la spirale des privatisations. Un moment intéressé par la reprise des activités d'Alpeexpo, le président de la CCI affirme « ne pas être demandeur » et ne pas pouvoir, ni vouloir, tout embrasser.

de notre correspondant à Grenoble  
Claude Francillon

(1) Alpeexpo gère également une salle de concerts et le Palais des sports de la ville, construit pour les Jeux olympiques de 1968.

RHONE-ALPES

# LES PRIVATISATIONS CONTINUENT A GRENOBLE

Après avoir cédé certaines de ses activités, la municipalité poursuit le désengagement de la commune

ALAIN CARIGNON (RPR), maire de Grenoble, s'est récemment converti à la privatisation d'une partie des activités que sa ville gère jusqu'alors directement (le Monde daté 5-6 octobre 1992). Après avoir cédé l'eau, le lendemain des élections municipales de 1989, après les parkings ainsi que les places de stationnement sur la voie publique, les abattoirs et la Régie foncière et immobilière, elle-même propriétaire d'un centre commercial situé dans le sud de la ville qui a été vendu, Grenoble vient de remettre la responsabilité de son tourisme d'affaires au secteur privé.

Depuis vingt ans, la ville est propriétaire d'un palais des congrès, d'une superficie de 8 500 mètres carrés, dont une partie fut récemment rénovée par ses soins. La « capitale des Alpes » estime disposer d'outils suffisants pour attirer, au pied du massif de Belledonne, des manifestations pouvant rassembler quelques centaines ou plusieurs milliers de congressistes. Alpes-Congrès pouvait compter sur la présence à ses côtés d'un voisin entreprenant, le palais des expositions, dont le propriétaire est également la ville. Il y a trois ans un « mariage » avait même été envisagé. Les deux associations ges-

tionnaires de ces équipements auraient fusionné pour constituer une entité regroupée autour d'Alpeexpo (1), capable de rivaliser avec ses concurrents français.

Comme beaucoup de palais des congrès, celui de Grenoble fut confronté, jusqu'à la fin des années 80, à un déficit qui augmentait proportionnellement au nombre de ses hôtes. Ils furent 136 000 en 1989, grâce à la centaine de manifestations, dont la moitié seulement de congrès, organisées dans ce vaste espace. L'importance des subventions accordées par la ville et le conseil général ne se justifiait que par les retombées économiques générées par ces rendez-

vous. Depuis 1990, l'activité congrès n'a cessé de diminuer pour atteindre le nombre de douze rassemblements en 1992, pour un chiffre d'affaires de 3 millions de francs, hors subventions.

## Le rôle de la CCI

Pour réactiver cet outil, la ville décidait, le 9 juillet, de céder gracieusement son palais des congrès à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Grenoble qui venait de se doter dans le nouveau quartier, Europe, d'un centre de conférences intégré à un « World Trade Center ». La mise en place de synergies entre ce pôle, adapté à des manifestations d'une taille inférieure à 500 personnes, et celui d'Alpes-Congrès, d'une plus grande dimension, paraissait naturelle aux élus et aux responsables économiques.

Meis la CCI, « qui ne dispose pas des réseaux susceptibles d'attirer des congrès, se devait de trouver un partenaire pour l'aider à remplir l'espace formé par les équipements d'Europe et d'Alpes-Congrès », explique son président Christian Gauduel, également adjoint au maire chargé des problèmes économiques. Il justifie ainsi la convention d'affermage, d'une durée de douze ans dont trois d'essai, qu'il vient de signer avec le groupe Accor et sa filiale Abris.

La remise des clés d'Alpes-Congrès à une société privée, effectuée en deux temps, est dénoncée par l'opposition municipale. Les socialistes déplorent la « manœuvre » qui a consisté à remettre, gracieusement, à la disposition de la CCI le « palais », qui fut aussitôt cédé à

de notre correspondant à Caen  
Jean-Jacques Lerossier

BASSE-NORMANDIE

# LE CENTRE DE CAEN EN MUTATION

Tramway, anneaux de circulation, espaces piétonniers : la ville rénove son cœur

P OUR rénover totalement son centre-ville, la préfecture du Calvados vient d'engager une vaste opération qui va la mobiliser jusqu'en l'an 2000. Conçu comme un carré avec ses quatre côtés, le chantier s'accélère avec la proximité des fêtes du cinquantième anniversaire du débarquement allié en Normandie, en juin 1994.

Premier côté du carré : la restructuration du réseau de transports en commun avec la création d'un transport sur voie réservée. Une innovation pour une agglomération de 200 000 habitants, qui a retenu l'option du tramway sur pneus, un système intermédiaire entre le tramway et le bus articulé auquel s'intéressent également les villes de Tours, Lorient et Le Mans. « Nos travaux ont abouti à ce que nous soyons les premiers en France à choisir un nouveau mode de transport sur voie réservée », explique François Solignac-Leconte, premier adjoint de Jean-Marie Girault (UDF-FR), maire de Caen. Il sera électrique pour être non polluant, sur pneus pour être moins coûteux, guidé pour affirmer sa priorité, à plancher plat intégral pour améliorer les conditions d'accès et à grande capacité.

Actuellement, les bus classiques transportent chaque jour

90 000 voyageurs, soit 23 millions de passagers par an. Après l'appel d'offres lancé au niveau européen, le 26 février, une première phase d'études avec un prototype du matériel roulant a lieu jusqu'en 1995, puis une seconde phase de réalisation est prévue en 1996-1997. L'exploitation est prévue pour janvier 1998.

## Pas d'intégrisme anti-voiture

Deuxième démarche : la réorganisation du réseau de circulation. Imaginé dans les années 70 par l'architecte et urbaniste parisien René Dodebonne, le nouveau plan de circulation est appréhendé à la façon d'anneaux. Les véhicules circuleront au travers de quatre anneaux : un premier anneau extérieur, celui du périphérique, dont la partie sud est en cours d'achèvement ; un deuxième, constitué des grands boulevards ; un troisième pour la desserte du centre servira de « ring ». L'originalité de l'opération réside dans le quatrième anneau qui irriguera l'hyper-centre, dans un sens de circulation inverse du précédent. A l'intérieur de cet anneau, priorité sera consacrée aux piétons afin de « donner à Caen un cœur de ville

qu'elle ne possède pas naturellement », la guerre ayant détruit beaucoup du bâti ancien.

Le troisième sens fort de cette approche globale concerne la création de parkings souterrains en centre-ville et à la périphérie. Sur le troisième anneau, deux des trois nouveaux parkings souterrains, de 400 places chacun, devraient ouvrir en juin 1994. A l'extérieur, deux parcs d'accueil sont créés au nord et à l'ouest de la ville, près de la salle Zénith qui sera inaugurée le 19 juin.

Dernier côté du carré : l'extension des zones à dominante piétonne. Au sein du dernier anneau, un nouvel espace de 32 000 mètres carrés de rues et de places doit être rendu aux promeneurs pour juin 1994. « Je veux mettre un trait d'union entre toutes les richesses caennaises, l'abbaye aux Dames, l'abbaye aux Hommes, le château, le bassin Saint-Pierre, alors qu'aujourd'hui la ville est coupée en deux par des axes de circulation rapide », dit René Dodebonne.

Partisan d'un centre avec « plus de piétons, moins de voitures », François Solignac-Leconte ne veut pas pour autant tomber « dans l'intégrisme de l'anti-voiture ou dans celui de la voiture. Notre problème, expliquet-il, est d'éviter dans le centre ceux qui n'ont rien à y faire et de rejeter vers l'extérieur la circulation de transit. Pour le centre-ville, il faut favoriser l'accès et le stationnement de ceux qui viennent y flâner, acheter, se rencontrer dans une ambiance d'agrément. Avec l'ensemble de cette opération, notre volonté est de redonner vie au centre de Caen ».

de notre correspondant à Caen  
Jean-Jacques Lerossier

MUSIQUES

## Kiosques en fête

Les kiosques à musique ont séduit la France dès le début du dix-huitième siècle. Il faudra attendre 1848 pour y entendre d'entraînés accords que ceux des fanfares militaires et 1992 pour les voir reprendre vie, après un long silence indifférent. Euroscène événement, une société spécialisée dans la programmation artistique, a lancé l'opération « Kiosques en fête », où trois mille musiciens professionnels et amateurs se sont cotisés.

Pour la deuxième édition, qui aura lieu samedi 15 et dimanche 16 mai, quatre kiosques parisiens se joindront à la soixantaine de villes partenaires de la manifestation. Le succès devenant international, une commune suisse et quatre helvètes résonneront aussi au même rythme.

Certaines municipalités profitent de la manifestation pour rénover leur pavillon deséout ou pour l'habiller de sculptures et de peintures.

## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

### Les routes du Var victimes des vandales

Quatre à 5 millions de francs, telle est la somme que coûtent chaque année, dans le Var, les déprédations de panneaux de signalisation ou de mobilier urbain. La direction départementale des Postes et des télécommunications supporte une charge annuelle supplémentaire de 150 000 F pour remettre en état ou changer des boîtes à lettre, des combinés ou des cabines téléphoniques. Le seul enlèvement des griffins coûte 450 000 francs par an à la ville de Toulon.

Meis c'est pour la direction départementale de l'Équipement que la facture est la plus lourde : 2 millions de francs consacrés à remplacer des plantés, à gommer les traces de l'affichage sauvage, ou des panneaux et bornes kilométriques annonçant Saint-Tropez ou le circuit du Castellet.

# RÉVONS LA FRANCE

Quel avenir pour le territoire français ? Un état des lieux, des tendances, des scénarios. Une réflexion prospective initiée par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Naissance de nouvelles campagnes. Bernard Kayser\*, 176 p., 95 FF

Les villes, lieux d'Europe. Alain Salles\*, 200 p., 95 FF

La planète au village. Hervé Le Bras, 224 p., 120 FF

Les nouveaux espaces de l'entreprise. Michel Sacy, Pierre Veltz\*, 200 p., 95 FF

Circuler demain. Alain Bonnafant, François Plussard, Bénédicte Valin\*, 192 p., 95 FF

Entre l'Europe et la décentralisation. Jean-Claude Némery, Serge Wachter\*, 176 p., 95 FF

Destins atlantiques. Jacques Beauchard\*, 192 p., 95 FF

La Méditerranée inquiète. Xavier Girard\*, 192 p., 95 FF

Le continent retrouvé. Michel Foucher, Jean-Yves Pote\*, 184 p., 95 FF

Les territoires du futur. ouvrage collectif, 95 FF

Sous la direction de  
datar / éditions de l'aube

La Bibliothèque est une collection de la Documentation Française. Les livres sont disponibles à la vente à 95 FF TTC.



LOISIRS

Réserve aux amateurs

Cinq mille jeunes dans la rue et dix fois autant pour les applaudir. Il ne s'agit pas d'un cortège de manifestants empruntant les Grands Boulevards, mais de la Fête de la Jeunesse, dont une nouvelle édition aura lieu samedi 22 mai de 10 heures à la tombée du jour. Dans les squares, les centres municipaux d'animation, 870 groupes de treize à vingt-cinq ans, musiciens, comédiens, danseurs, peintres, photographes, sportifs et sculpteurs, tous amateurs, montreront ce qu'ils savent faire. En quatre-vingts lieux différents répartis à travers les arrondissements, les Parisiens pourront gratuitement apprécier les talents de leurs enfants. Parmi ceux-ci, beaucoup se produiront pour la première fois en public. Cette fête est organisée par la direction de la Jeunesse et des sports de la Ville. Il en coûte 2,5 millions de francs au budget municipal, mais seuls les grincements trouveront cela trop cher.

QUATRIÈME

Chirac au marché corrézien

A chacun son 1<sup>er</sup> mai. Une cinquantaine de jeunes agriculteurs corréziens avaient choisi de se manifester à Paris. Ils avaient choisi la place Baudoyer, juste devant le musée du quatorzième arrondissement et à quelques enjambées de l'appartement de Jacques Chirac, le député de leur département. Quelques stands prêtés par la Ville leur ont permis d'offrir aux Parisiens, qui avaient bravé le temps maussade, les produits du terroir : saucissons, fraises, tomates, pommes, noix, fromages. Vedettes attendues : la mère de Paris et son épouse. Ils sont venus en voisins « faire leur marché ». Jacques Chirac a expliqué aux curieux ce qu'était le « génisse lourde » dont la viande persillée mettrait l'eau à la bouche. Une limousine de trois ans, nourrie exclusivement à l'herbe et pesant au minimum 380 kilos. C'était une leçon de choses campagnardes sur le pavé de Paris.

PERSONNELS

Des téléviseurs municipaux

Faire partie du corps des 36 000 fonctionnaires municipaux de Paris est un privilège recherché. Mais comment connaître aussi tôt que possible les postes mis au concours, les stages de formation, les occasions de promotion ? Voilà trois ans, la municipalité a installé, à l'usage exclusif du personnel, en 53 points fréquentés, comme par exemple les cantines, des téléviseurs qui, à partir d'une « redaction » centrale, diffusent 24 heures sur 24 les précieuses informations, quotidiennement mises à jour. Pour en savoir davantage, les agents intéressés peuvent interroger des postes Minitel en planchant sur un clavier. Ce système de télévision interne répond au nom de « Paris Mairie Vidéo ». Une spécialiste de la communication, Véronique Le Hen, treize et un ans, en a la responsabilité. Son dispositif vient d'obtenir un prix décerné par l'Union des journaux et journalistes d'entreprise de France (UJEF). Ce succès encourage Véronique Le Hen à mettre en place, à travers Paris, 12 téléviseurs et 4 postes supplémentaires.

HISTOIRE

GRÉVIN SAISI PAR LA DÉCENTRALISATION

Le célèbre établissement n'est plus l'apanage de Paris : ses ateliers fournissent des personnages pour des musées de cire de province

Au mois de juillet à Saint-Jean-de-Luz, le jeune Louis XIV, escorté de sa mère Anne d'Autriche et de Mazarin, rencontrera l'infante d'Espagne. Exactement comme il y a trois cent trente-trois ans. Ces fantômes seront des personnages de cire, imaginés, moulés, habillés et montés sur place par les ateliers parisiens du Musée Grévin.

Ainsi doit s'ouvrir, royalement, le huitième musée français portant le nom du célèbre établissement de la capitale. La vieille maison du boulevard Montmartre s'est mise à l'heure de la décentralisation. Elle essaie à travers l'Hexagone sous forme d'établissements privés ou municipaux, tous franchisés. Et elle garde le contrôle de sa marque, comme de son image, en fournissant les sujets de cire

et en les entretenant. Un service clé en mains en quelque sorte.

C'est le journaliste Arthur Meyer, directeur du quotidien *Le Gaulois*, qui, en 1882, eut l'idée de mettre en scène des poupées grandeur nature représentant les célébrités du moment. Avec la complicité du sculpteur caricaturiste Alfred Grévin, alors fort connu, et du financier Gabriel Thomas, il fit aménager la galerie du boulevard Montmartre. Intrigués, amusés, épatés par la ressemblance de ces fac-similés, les Parisiens de toutes conditions lui firent un énorme succès.

En 1889, le musée aménagea ses caves pour y représenter les scènes de la Révolution, dont un fût le centenaire. Puis il récupéra l'un des « sons et lumières » de l'exposition universelle de 1900 : le palais des mirages.

L'affaire connut une telle prospérité qu'elle fut introduite en Bourse, où elle est toujours cotée. Elle a annoncé pour 1992, un chiffre d'affaires de 30 millions et 3 millions de bénéfices.

Résister à la télévision

Aujourd'hui encore, malgré la concurrence du cinéma, de la télévision et des parcs de loisirs, le vieux musée reçoit encore 500 000 visiteurs par an. L'architecture-petit-fils de l'un des fondateurs, Bernard-Gabriel Thomas est aux commandes. « *Euro Disney nous a enlevé des clients parisiens, reconnaît-il, mais il nous amène un surcroît de touristes étrangers.* »

Si le musée Grévin continue à séduire, c'est qu'il joue, comme à l'origine, sur deux tableaux : l'actualité et l'histoire. Chaque année de nouveaux personnages à la mode prennent le relief des célébrités d'hier. Grévin est aussi cruel qu'un sudium. On y entre comme à l'Académie, mais un y est rarement considéré comme un immortal. Les dépouilles des anciennes vedettes sont tout de même respectées. Sourires figés, leurs têtes s'alignent par centaines dans des placards à la Frankenstein : le conservatoire des vanités. Les corps, trop encombrants, mais réutilisés, sont expédiés dans une réserve située à Tours. On y pratique en somme le recyclage des anatomies.

Restent les scènes et les per-

sonnages définitivement coulés par l'histoire. Elles sont d'autant plus réalistes que certains des accessoires sont authentiques : la porte du cachot de Marie-Antoinette, la baignoire de Marat, le lit de Napoléon. Le musée renouvelle aussi ses attractions : son merveilleux théâtre, classé monument historique, offre sans cesse spectacles, une-man-show et concerts classiques. Le musée se loue même pour des réceptions.

Mais surtout il fait des petits. En 1979, il s'installa, dans les profondeurs du Forum des Halles, 140 personnages Belle Époque. Puis sont venues les villes de province : la Rochelle, Tours, Lourdes, Salu-de-Palencia, Dijon, Le Mont-Saint-Michel. Initiative privée ou municipale, elles ont toutes pour objectif de faire revivre l'histoire locale à travers ses plus fameux acteurs. Tous sont conçus et fabriqués dans les coulisses de la galerie du boulevard Montmartre où s'active à longueur d'année une douzaine d'artistes.

A partir des gravures d'époque, les sculpteurs modelent les têtes dans la glaise avant d'en tirer un moule de cire. Les yeux sont soigneusement choisis dans des collections multicolores et les dentitions sont exécutées sur mesure par des prothésistes. Des capillaires plantent alors un à un 500 000 vrais cheveux et, s'il le faut, les frisent au fer. Puis les maquilleuses interviennent avec leurs fards. Confectionnés sur mesure en résine synthétique, les anatomies arrivent

de Tours et l'assemblage peut se faire.

Alors interviennent les tailleurs et les bottiers. A l'aide des livres de mode des siècles passés, dont ils conservent des bibliothèques entières, ils habillent et chaussent les mannequins. Et c'est de première qualité sont exclusivement employés. Même exigence pour les bijoux et les couronnes revêtues d'or fin. Il faut que les personnages Grévin restent présentables pendant quarante ans. Le prix est en conséquence : en moyenne 70 000 francs.

Cet artisanat d'art typiquement parisien a du succès. Pour son musée du sport, Lussan a commandé un Pierre de Coubertin. Après Saint-Jean-de-Luz, qui va recevoir du boulevard Montmartre 41 personnages de la cour du Roi-Soleil, l'Alsace, Carcassonne, la vallée du Mont-Blanc, la Bretagne pourront voir éclore de nouveaux musées Grévin. Encore des années de travail pour les créateurs parisiens. Et même si la chaîne s'arrête, des décennies d'entretien. Car les poupées de cire et de résine vieillissent, comme leurs vêtements. Il faut les soumettre périodiquement à des cures de jeunesse. Grévin prend donc une dimension nationale. Mais son cerveau reste sur le bon même de sa création : dans les pittoresques ateliers du neuvième arrondissement.

Marc Ambroise-Rendu

PORTRAIT

Roland Perreaut : cuisinier de la crise

« Temps court et budget limité » : c'est avec ces deux idées la part. A consommer sur place avec un verre de vin, accoudé au comptoir, ou à emporter pour faire réchauffer chez soi ou au bureau. Sans compter les salades, les sandwiches ou les viennoiseries pour les petits creux du matin. Car pour les heures d'ouverture, Roland a vu large : de 7 h 30 à 20 heures, six jours sur sept. Les pains au chocolat et les croissants sont cuits sur place. En revanche, c'est le soir très tard, dans une cuisine mieux adaptée à ses besoins, que Roland Perreaut concocte les plats qu'il apporte le lendemain.

Pour l'enseigne des 60 mètres carrés qu'il a aménagée rue Falguère, dans le quinzième arrondissement, Roland Perreaut avait l'habitude de faire de l'op. Hélas l'intuitif était déjà pris, du coup le opé pour Gros loup. Si cela sonne moins bien, en revanche il s'y retrouve côté souvenirs. C'est ainsi que ses copains sumo-maient ce nait de la Nivère qui maintenant frise la quarantaine et a conservé une rondeur étonnante.

Dans ce métier de la restauration, Roland Perreaut n'est pas un débutant. Orphelin de père, son frère Didier et lui doivent travailler très tôt. A Saint-Honoré-les-Bains, ville thermale et touristique, en dehors de l'hôtellerie et de la restauration, les emplois sont plutôt rares. Du coup, les deux frères se lancent dans ce secteur. Pour s'adapter à la saisonnalité de cette activité, Roland travaille à Saint-Honoré-les-Bains durant l'été et, l'hiver, il exerce ses talents à Courchevel (Savoie).

Vers 1975, une fois attrapés leurs vingt ans, les deux frères se sentent l'envie de venir à Paris. « C'était l'âge d'or du métier, se souvient Roland. Il y avait du travail, et on pouvait même fort bien gagner sa vie en travaillant beaucoup. » A cette époque les « formules » sont un beau succès. Roland perfectionne sa formation. « Après douze ans de cuisine et autant de service en salle, j'ai estimé qu'il était temps de monter ma propre affaire. »

Pas question pour autant de faire de la restauration traditionnelle. D'autant que la conjoncture est à la crise et, dans les grandes villes, les gens sont de plus en plus pressés. Selon les jours, Gros loup propose des endives au jambon, des dames de saumon, de

la blanquette de veau. Pour des prix qui varient entre 26 et 32 francs la part. A consommer sur place avec un verre de vin, accoudé au comptoir, ou à emporter pour faire réchauffer chez soi ou au bureau. Sans compter les salades, les sandwiches ou les viennoiseries pour les petits creux du matin. Car pour les heures d'ouverture, Roland a vu large : de 7 h 30 à 20 heures, six jours sur sept. Les pains au chocolat et les croissants sont cuits sur place. En revanche, c'est le soir très tard, dans une cuisine mieux adaptée à ses besoins, que Roland Perreaut concocte les plats qu'il apporte le lendemain.

Discussions courtoises

En réalité, son installation ne relève pas d'une simple intuition, mais d'une véritable étude de marché sur le quartier. Avant de signer son bail dans cette rue à la frontière de Montparnasse, il avait repéré la proximité de l'hôpital Necker, d'un grand laboratoire d'analyses médicales, d'écoles professionnelles. Sans compter les habitants du quartier : « Nous avons aussi comme clients les mêmes qui sont ravies de venir faire un brin de causette », raconte Roland qui semble avoir davantage misé sur la qualité de l'accueil que sur celle de la cuisine. Sa mère et son frère lui donnent un coup de main, notamment pour tenir la boutique lorsqu'il s'absente pour faire les courses.

Discret sur ses comptes, Roland Perreaut se donne entre eux et huit mois pour vérifier que son idée était bonne et pour prendre le risque d'embaucher un salarié. Il conserve un très mauvais souvenir des démarches administratives qu'il a dû effectuer pour la licence de sa société. Malgré le comptable et l'avocat auxquels il avait fait appel pour la signature du bail, il a aussi dû négocier avec ses banquiers et mener des discussions courtoises avec l'administration des douanes pour obtenir une licence de débit de boissons. « Il faut une patience d'ange et ne pas être pressé de gagner sa vie », commente Roland Perreaut qui a passé plus de quatre mois à ces préparatifs.

Françoise Chivot

Après l'histoire, la géographie

Le Musée Grévin a pris le contrôle, il y a quelques mois, d'un parc de mini-monuments situé à Blancourt dans les Yvelines. Cent soixante maquettes ou 1/30 des édifices et villages les plus célèbres de France sont plantées sur un hexagone de 3,5 hectares. Montagnes, fleuves et rivières sont à leur place et figurés à l'échelle.

Après une ouverture difficile en mai 1991 et 360 000 visiteurs seulement en 1992, le parc France-Miniature avait

besoin d'un coup de pouce financier. Il est devenu aujourd'hui le complément géographique, et estival, du musée de cire du boulevard Montmartre. Une initiative encore rare. Outre parcs de même nature fonctionnant en Europe : à Brignoles (Var), Rimini (Italie), Madurodam (Pays-Bas) et Bruxelles. En développant celui de l'île-de-France, le musée Grévin montre qu'il est toujours de l'ambition.

M. A.-R.

LA CAPITALE FACE AUX PLAIDEURS

Suite de la page 17

Mais les juristes oublient un élément sans doute déterminant. Dans une société très organisée où puissance publique et technocratie sont omniprésentes, l'individu a l'impression qu'il ne peut plus exister qu'en s'opposant. Bref, le jurisme, qui était l'apanage des Anglo-Saxons (un homme d'affaires américain ne se déplace plus sans ses avocats), atteint à présent la France.

Curséquence : à Paris, le nombre des affaires contentieuses opposant la Ville aux citoyens augmente de 15 % par an. Il a quasiment doublé en dix ans. On dépassera cette année le chiffre de 1 100 procès. Sur presque tous les sujets : les marchés publics (1 %), le statut du personnel (7 %), les concessions (8 %), les travaux publics (10 %), la publicité murale (40 %) et surtout l'urbanisme (40 %) où permis de démolir, autorisation de travaux et permis de construire sont systématiquement mis en cause. Si le tribunal de commerce est très rarement sollicité, les tribunaux civils de grande instance sont de plus en plus mobilisés, notamment dans les cas d'expulsions et, plus encore, le tribunal administratif, qui croule sous les recours.

Cet assaut des plaideurs

coûte cher à la Ville, même si elle gagne 80 % des procès. Une évaluation financière est en cours, mais elle se chiffre sans doute par des dizaines de millions de francs ébauge annés. Le dernier coup de Trafalgar a été l'arrêt de la grande opération Seine Rive gauche. Le recours d'une modeste association de quartier, baptisée Tam Tam, a suffi à immobiliser une énorme machine déjà fortement ralentie par la crise de l'immobilier. Les promoteurs, qui allaient signer des actes d'achat, ont suspendu leur plume. Or les intérêts des emprunts continuent à courir. Le projet subit une remise en cause psychologique et politique. Même à l'Hôtel de Ville, certains demandent qu'un en profite pour réexaminer complètement le dossier. Petites causes, immenses effets.

Démarrer le terrain

Jacques Chirac et Camille Cabana (RPR), adjoint à l'urbanisme, n'ont pas à faire un complexe de persécution. Tous les maires sont sur la sellette. Partout, les services juridiques, souvent confiés à titre accessoire aux responsables administratifs ou financiers, sont débordés. Au point qu'une dizaine de grandes cités ont souscrit un abonnement annuel auprès de bureaux de conseil juridique. Et dans certains cas, des avocats, spécialistes du droit public, rédigent à présent les projets de délibération soumis aux conseils municipaux. « On n'est jamais trop prudent », explique-t-on.

Harcélée de demandes, l'Association des maires de France donne environ cent cinquante consultations juridiques par an. Une Association française des avocats-conseils auprès des collectivités locales s'est créée voilà un an. Elle compte une quarantaine de membres et se fixe comme objectif d'en grou-

M. A.-R.

**L'Avant-Scène Opéra**  
publie un numéro spécial sur  
**Aida de Verdi.**  
Avec livret intégral traduit, illustré et commenté.  
études littéraires et historiques, discographie et  
vidéographie comparées, portraits de grands inter-  
prètes d'Aida à travers le monde. Un guide complet  
en 132 pages et 120 photos. 100 F (+8 F de port).  
Par chèque à l'Av.-Sc. Op. - 15, rue Thibaut 75002 Paris  
Par Carte bleue au (1) 42 33 51 51 ou 3615 ASOPERA.  
Envoyé du catalogue complété de nos éditions sur demande.  
Lire avant, c'est mieux entendre pendant

PERSONNE  
LES VOIX  
DE BIEVRES

EMENT SOCIAL  
INERTION  
COMPENSÉE



ILE-DE-FRANCE

ESSONNE

# LES VOIX DE BIÈVRES

La moitié des habitants ont répondu au questionnaire rédigé par les associations

A onze kilomètres au sud de Paris, juste après la zone d'activités, les centres commerciaux et l'aéroport militaire de Vélizy-Villacoublay, la vallée de la Bièvre apparaît comme un extraordinaire îlot de nature préservée, entre les pôles d'urbanisation de Versailles et du plateau de Saclay. Cette vallée, inscrite à l'inventaire des sites, court d'ouest en est, de Buc à Verrières-le-Buisson, traversant les départements des Yvelines et de l'Essonne, mordant même légèrement sur celui des Hauts-de-Seine.

An milieu de cette vallée, Bièvres est une des communes d'Ile-de-France où les conditions de vie restent privilégiées. Les immeubles collectifs y sont rares et toutes les habitations paraissent enfoncées dans une nature omniprésente, entre deux collines boisées.

## La menace du «bétonnage»

L'émotion a été grande parmi certains des 4 200 habitants lorsqu'ils ont découvert, en janvier 1992, à l'occasion d'une exposition à la mairie, l'existence d'un concept d'idées supérieures d'architectes et d'urbanistes. Le conseil municipal avait donné «corte blanche» à ces spécialistes, et les projets présentés redistribuaient la circulation, les équipements et les espaces verts à l'intérieur de la commune. Quelques Biévrois en ont déduit qu'une menace de «goudronnage et bétonnage» pesait sur leur commune. A la même époque, le projet de schéma directeur pour l'Ile-de-France multipliait les infrastructures routières nouvelles dans cette région et envisageait le développement d'un «centre d'envergure européenne» autour de Saclay et de Massy.

Les associations, qui sont nombreuses dans la commune, ont alors pris contact avec la

mairie. Celle-ci les a reenvoyés dans un premier temps vers le cabinet Carrie et Roze, qu'elle venait de désigner, et auquel avait été décerné un prix de 50 000 francs pour faire un «état des lieux» et élaborer un «plan de référence». Mais douze associations de quartier et trois mouvements de défense de l'environnement ont finalement obtenu d'être associés à d'éventuels réaménagements de la commune.

Réunis au sein d'un groupe informel, leurs représentants ont voulu donner la parole aux habitants eux-mêmes. Pendant l'été 1992, ils ont dressé une liste des problèmes dont dépend l'avenir de la commune. Sur une vingtaine de pages, pas moins de 232 questions devaient permettre aux Biévrois de s'exprimer sur l'intérêt qu'ils attachent à leur cadre de vie et au patrimoine architectural et historique de leur commune; sur leurs problèmes de logement, de garde et de scolarisation des enfants; sur leurs pratiques sportives, leur vie culturelle, leurs loisirs; sur leurs difficultés de transports; et enfin sur leur participation à la vie locale.

Des volontaires ont distribué ces volumineux questionnaires dans les 1 565 foyers de la ville, en expliquant à chaque fois l'importance de la consultation. Ils proposaient même un deuxième exemplaire du questionnaire aux familles dont les conjoints ou les enfants semblaient en désaccord sur les réponses à donner.

Les associations ont refusé toute subvention pour l'impression du questionnaire et le dépouillement des résultats, qui ont coûté 35 000 francs. Elles ont financé l'opération en insérant la publicité des commerçants locaux dans une petite brochure intitulée *Une commune s'exprime*, qui reprend les résultats de la consultation, et qu'ils ont déjà vendue (20 francs) à 650 exemplaires, en deux tirages.

Plus encore que la substance des réponses, qui confirment l'attachement des Biévrois à leur cadre de vie, leurs réserves devant tout bouleversement de l'urbanisme dans la commune et leur participation active à la vie locale, le taux de participation à la consultation témoigne de l'intérêt de la population à cette démarche. Avec 815 questionnaires retournés, ce sont 52 % des foyers de la commune qui ont consacré chacun environ une heure à répondre. Un chiffre qui permet aux responsables des associations de demander au maire de revenir sur certains de ses engagements. Ils regrettent en particulier que Bièvres adhérait au district du plateau de Saclay, «qui défend une forte urbanisation de ce plateau agricole».

## Une question de légitimité

Pour Jacques Berthier (sans étiquette), le maire élu en 1989, la consultation des Biévrois constitue un «excellent travail» et un «indispensable instrument de réflexion». Mais M. Berthier tient aussi à rappeler que la majorité municipale a plus de légitimité pour conduire l'avenir de la commune que les associations qui ont organisé cette consultation, et dont certains membres font partie de la liste battue aux dernières élections municipales. «Il n'est pas possible de laisser la commune en l'état. Il faut des logements et des équipements sociaux pour que les enfants des Biévrois puissent se loger sur place», assure l'élu, qui affirme que l'on oublie parfois que le POS, voté en 1973, comprend des ZAC sur lesquelles pourraient être construits des ensembles immobiliers.

«Si on ne laisse se réaliser, la population actuelle de la commune risque de doubler. La municipalité doit également réorganiser la circulation automobile sur le territoire de la commune. Elle est actuellement complètement paralysée par les véhicules qui tentent d'échapper aux embouteillages des grands axes de la région. Il faut donc que nous élaborions un nouveau plan d'urbanisme, un véritable contre-projet aux opérations immobilières et aux projets routiers qui pèsent sur Bièvres», conclut M. Berthier.

Christophe de Chenay

SEINE-ET-MARNE

# SÉNART SUSPENDU AU GRAND STADE

Les hésitations du gouvernement pèsent sur le développement de la ville nouvelle

«NOUS avons déjà gagné le match deux fois. On nous oblige aujourd'hui à le rejouer une troisième fois. Avec le temps tout cela ne m'émeut plus beaucoup et je reste confiant. Le Grand Stade se fera à Sénart ou ne se fera pas!» Le président du syndicat d'agglomération nouvelle de Sénart (Seine-et-Marne), Jean-Jacques Fournier (PS), témoigne d'un optimisme à toute épreuve en dépit des récentes attaques dont sa ville nouvelle fait à nouveau l'objet.

Le combat de Sénart pour accueillir des matches de la Coupe du monde de football de 1998 fait pourtant figure d'un long chemin de croix (le Monde du 13 mai). Première station: Sénart est désigné, contre toute attente, le 8 février 1991, par Michel Rocard au terme d'une compétition entre vingt-cinq sites de la région parisienne. Moins d'un an plus tard et après plusieurs semaines de comparaisons juridiques et financières avec le projet de Charles Pasqua sur Nanterre-La Défense, Pierre Bérégovoy confirme Sénart. Une victoire de courte durée, puisque depuis trois semaines les réserves et les critiques se sont à nouveau multipliées à l'encontre de la plus jeune des cinq villes nouvelles d'Ile-de-France.

## Projets gelés

«Nous ne sommes pas surpris. Nous nous attendions en effet à ce que certains profitent de l'alternance pour remettre en cause la décision de Michel Rocard et de Pierre Bérégovoy, estime Jean-Jacques Fournier. Mes récentes entrevues avec le ministre des sports, Michèle Alliot-Marie, et le responsable du dossier à Matignon, Pierre Louette, m'ont rassuré. La consultation lancée par l'établissement public d'aménagement ira à son terme, le 8 juillet. Le gouvernement s'est engagé à respecter les accords contractés auprès de la Fédération internationale de football association (FIFA) en organisant la Coupe du monde et en construisant un stade de 80 000 places».

Tout se passe aujourd'hui comme si les projets d'aménagement de Sénart étaient entièrement suspendus au stade. Avec 19 000 logements, 36 000 habitants mais seulement 17 000 emplois et un développement éclaté autour des centres anciens de ses dix communes, la

ville nouvelle misait, il y a quelques mois, sur l'aménagement d'un «espace central» appelé à devenir le cœur de la ville, qui lui fait toujours défaut.

Ce grand pôle urbain, destiné à accueillir 150 000 habitants à l'horizon 2010, doit s'étendre sur plusieurs centaines d'hectares au nord de la ville nouvelle. Le projet s'articule autour d'un échangeur de l'autoroute A5 (Paris-Troyes), de la gare RER de Lieusaint-Moissy (l'ouverture de la ligne D jusqu'à Melun est prévue pour 1995) et d'une gare TGV située sur le barreau sud de l'interconnexion. Il comprend notamment la réalisation d'un lac de 45 hectares, d'un pôle universitaire de plusieurs milliers de mètres carrés de bureaux, d'environ 15 000 logements et d'un immense centre commercial baptisé Francilia.

Ce dossier, repoussé successivement par les commissions départementales et nationales d'urbanisme commercial, a finalement obtenu le feu vert du ministre du commerce quelques semaines avant les élections.

L'opposition suscitée par ce projet de centre commercial à l'extérieur de la ville nouvelle et jusque dans sa commune d'accueil, Lieusaint, conjuguée au ralentissement du marché immobilier depuis lors considérablement ébranlé, «il y a quatre ans, reconnaît Jean-Jacques Fournier, on ne parlait pas de Grand Stade ni de crise immobilière. Francilia nous permettait de démarrer la construction de notre centre. Les perspectives ont aujourd'hui changé et nous mettons l'accent sur le stade, la gare TGV et le plan d'eau, en sachant que, si nous n'obtenons pas le premier de ces éléments, il est inutile de songer aux autres».

Reste à savoir si une enceinte sportive de 80 000 places écartera quelques jours par an est susceptible de créer la dynamique de ville dont rêvent les élus? «Elle est pour nous synonyme d'infrastructures, de notoriété et donc de développement économique», affirme Jean-Louis Monton (PS), maire de Savigny-le-Temple et président de l'établissement public d'aménagement. Les villes nouvelles sont des opérations d'intérêt national voulues par le gouvernement. Si celui-ci ne manifestait aucun intérêt pour la nôtre en décidant par exemple de ne plus y implanter le Grand Stade, nous devrions revoir le développement à la baisse!»

Roland Puig

VAL-DE-MARNE

## Des Jeux pour favoriser le sport

Plus de 100 000 personnes ont participé aux dix-septièmes Jeux du Val-de-Marne du 7 au 18 mai. Cet ensemble de manifestations destinées à promouvoir le sport comporte quatre volets. Les écolades, journées de sports à roulettes et d'initiation sportive rassemblent les classes du CP au CM1, dont le nombre a été limité à 500 pour des raisons de sécurité. 40 000 scolaires et 35 000 membres d'associations ont participé aux compétitions et aux démonstrations à l'initiative des villes. Les Olympiades des collèges ont réuni 21 000 élèves de 80 établissements pour une série d'épreuves. Les comités départementaux ont organisé une journée «Sport pour tous» au parc du Trambly, complétée par des tournois de football, de tennis et de pétanque réunissant une cinquantaine d'entreprises. Le conseil général a assuré le financement de ces manifestations. Le comité départemental olympique et sportif, la direction de la jeunesse et des sports et l'inspection académique, avec l'appui des communes et l'engagement des bénévoles du mouvement sportif, ont permis sa réalisation.

YVELINES

## Nouveau pont à Mantes-la-Jolie

LE trafic routier de l'agglomération mantoise (80 000 habitants) connaît une nette amélioration avec la mise en service, le 7 mai, de la rocade de Limay, une voie de 5,2 km déviant la RN 183 par l'est via Limay, Mantes-la-Jolie et Mantes-la-Ville. Le point fort de cet axe est le nouveau pont de franchissement de la Seine, un viaduc de 500 mètres, enjambant l'île de Limay et destiné à soulager le seul pont jusqu'à présent au service à Mantes.

La rocade de Limay complète le schéma routier de desserte de la vallée de la Seine, essentiel à moyen terme à un nouvel essor économique. Ce bassin d'emplois touché par les restructurations industrielles. Le financement de l'opération prévu au contrat de Plan Etat-région était à l'origine de 50 % pour l'Etat et 50 % pour la Région. Depuis 1991, cette dernière assure à 100 %, pour un total de 21 millions de francs, les frais de cet investissement. Le conseil général des Yvelines a pris en charge les échanges avec la voirie locale, soit 30 millions.

LOGEMENT SOCIAL

# L'INSERTION RÉCOMPENSÉE

Les initiatives pour reloger les personnes démunies sont primées

Le premier groupe français de logement social qui possède un parc de dix mille logements locatifs dont 80 % en Ile-de-France, 3 F, vient de décerner son premier prix de l'innovation sociale à deux associations. La Cief, dans le Val-de-Marne, et l'Association insertion et réhabilitation (AIR), en Seine-Maritime, sont ainsi récompensées pour leurs actions innovantes en faveur du relogement des personnes défavorisées.

Ce prix de l'innovation sociale est, en effet, destiné à soutenir une action d'accompagnement liée au logement et mise en œuvre par une association: accès au logement autonome, maintien dans les lieux, insertion dans le quartier, actions visant à favoriser la mobilité résidentielle. Les bénéficiaires doivent être des ménages défavorisés au sens de la loi du 31 mai 1990, pour lesquels l'intervention d'une association ou d'un autre partenaire a été jugée nécessaire. Ces initiatives, individuelles ou collectives, peuvent s'intégrer dans une procédure conventionnelle territoriale (DSU, DSQ, POP, plan départemental...).

L'association La Cief a été créée en 1983 à l'initiative de quatorze des dix-huit centres d'hébergement et de réadapta-

tion sociale (CHRS) du Val-de-Marne, qui abritent des SDF et des chômeurs à titre provisoire et dans lesquels trois cent quatre-vingts personnes sont accueillies quotidiennement. La Cief a imaginé plusieurs initiatives pour favoriser l'accès au logement et le maintien dans les lieux de familles démunies. Par exemple, elle signe un bail au nom de la famille et suit celle-ci jusqu'à sa complète autonomie; alors la location passe sous le nom des bénéficiaires selon le principe du bail glissant.

## Le financement d'un poste

Grâce au projet primé, vingt familles à très faibles revenus - soit bénéficiaires du RMI, soit en formation professionnelle - et pour lesquelles l'insertion nécessitait une action prolongée, ont pu être relogées dans le parc HLM, sur contingent de la préfecture. Il a fallu mettre en place un dispositif de prospection auprès des bailleurs sociaux et une concertation avec la préfecture. Les candidats avaient été sélectionnés par une commission qui s'est également chargée de l'évaluation des besoins. Un intervenant du CHRS s'est

occupé du suivi social des familles jusqu'au moment où elles ont été en mesure d'assurer leur totale autonomie.

Pour La Cief, ce prix équivaut à une contribution du groupe 3F pour le financement d'un poste de travailleur social chargé du suivi des familles ainsi qu'à la reconduction pour 1993 du contrat d'objectif pour le relogement de familles, notamment de CHRS signés en 1992.

En Normandie, l'Association insertion et réhabilitation créée en 1988 par le Centre communal d'action sociale de Bolbec poursuit une double mission: aider à la création d'emplois satisfaisant des besoins collectifs et favoriser l'insertion ou la réinsertion dans la vie active de personnes au chômage. Son action s'appuie sur une formation des jeunes aux métiers du bâtiment. Ceux-ci peuvent accéder à un logement en participant à sa réhabilitation au sein de l'entreprise d'insertion créée par l'AIR en vue de réaliser des logements sociaux et des plaques de jeux pour les enfants.

Le projet primé concerne l'attribution de quatre logements anciens réhabilités avec la participation de leurs futurs occupants. Les bénéficiaires, employés dans le cadre de contrats emploi-solidarité (CES), ont participé aux travaux de plomberie et de second œuvre. Le groupe 3F contribue au financement d'un poste de travailleur social chargé du suivi des familles et il participera à la réalisation de deux logements en PLA-insertion à Mélamare (Seine-Maritime).

Francis Gouge



Parce qu'elles ne se font pas en un jour, les villes ont besoin d'un allié financier tous les jours.

Collectivités locales... Crédit Foncier... Votre allié dans le temps.

**CRÉDIT FONCIER**  
Votre allié dans le temps



# LA CALABRE PROCHE DE LA CORSE

Ces deux régions périphériques de l'Europe souffrent de maux semblables : une agriculture en déclin et une industrialisation problématique.



le moment, à une scivité qui, comme partout en Europe, a cotamé un déclin apparemment irrémédiable. D'autant que cette agriculture, confrontée à la baisse des marchés, est en concurrence directe avec des pays comme l'Espagne, dotés de circuits commerciaux plus efficaces.

C'est pourquoi l'agriculture calabraise traverse une « grave crise », comme l'explique, dans son *palazzo* de Polistea, le comte Nicola Riario Sforza, l'un des grands propriétaires terriens de la province de Reggio. Pour la première fois cette année, le comte, qui exploite 250 hectares plantés d'oliviers, d'arangers et d'actinidias (kiwis), a commencé à ressentir les effets de la crise. Il pense qu'à terme très peu d'agriculteurs pourront rester sur leurs terres et que les petits exploitants seront condamnés à se regrouper pour survivre. Ce diagnostic est largement partagé. Mais personne ne sait ce que vont faire les actifs qui abandonnent la terre.

La poissance de la Mafia calabraise, la N'drangheta, ce fait que compliquer les choses. L'économie est prise dans un cercle vicieux : cette situation dissuade une partie des investisseurs potentiels, peu soucieux d'avoir à ébaiser entre la *mazzetta*, la dîme prélevée d'autorité par la Mafia, et, en cas de refus, les représailles en forme d'incen-

Le parallèle est réducteur et gomme les nuances, alors que les contextes politiques locaux - le courant nationaliste corse, qui recueille quelque 20 % des voix, o'a pas son équivalent en Calabre, où ce sont les partis classiques qui sont en présence - sont très différents. Mais les similitudes entre ces deux régions périphériques, mal à l'aise dans leurs ensembles nationaux respectifs, sont suffisantes pour dresser ce parallèle. Comme si une unité nationale encore récente se traduisait, d'une certaine façon, par des difficultés comparables à celles qu'entraîne l'insularité.

En Corse comme en Calabre, on raconte qu'il y a quelques décennies les jeunes hommes découvraient pour la première fois qu'ils étaient Français pour les uns, Italiens pour les autres, en recevant leur feuille de route pour le service militaire. A Reggio comme à Ajaccio, le visiteur rencontre la même rancœur dirigée contre des capitales accusées de se désintéresser de régions abandonnées à leur « handicap ». Les deux économies ont aussi des structures comparables, avec un poids décisif du tertiaire, notamment administratif, et de l'agriculture.

Les populations, elles, partagent cette même identité culturelle forte, ce même attachement à leur terre, accompagnés d'un fort courant historique d'émigration pour échapper à la misère, mais aussi à la sensation d'étouffement que l'on peut ressentir parfois dans ces régions ouvertes au vent du large, en fait repliées sur elles-mêmes. Et les mêmes histoires contées des réussites économiques exemplaires d'enfants du pays, dès lors qu'ils sont expatriés, courent sur les Calabrais comme sur les Corses.

Dans les deux cas se retrouve ce enlèvement contradictoire, en particulier vis-à-vis de l'Etat, ces reproches permanents qui s'accroissent du respect de la « loi du silence »

mantes qui existent en Corse racontait que, lorsque sa compagnie de transports s'annonçait à enregistrer des succès, un concurrent est venu lui dire qu'il ne comprenait pas son attitude, en ajoutant : « Nos familles n'ont jamais été ennemies. » Au surplus, les interférences entre les mondes économique et politique - la réussite dans le premier peut déboucher sur une concurrence dans le second - constituent un autre frein à l'activité. Enfin, le manque de matières premières, les frais de transports liés à l'éloignement, ajoutés à toutes les spécificités, font que l'implantation d'industries inadaptes au contexte local paraît, à l'évidence, vouée à l'échec.

Tout se passe comme si un modèle de développement restait à inventer pour ces anciennes sociétés rurales, longtemps fondées sur une économie agricole désormais dépassée, sans que l'industrie ait pris la relève. C'est pourquoi le débat sur le développement du tourisme dans ces contrées joue un rôle clé : activité moderne, pourvoyeuse de devises, utilisant l'espace et les richesses naturelles dont elles disposent, le tourisme suscite la convoitise de beaucoup, qui y voient une sorte de troisième voie pleine de promesses entre agriculture et industrialisation. La Commission européenne considère que l'axe principal de l'action du Fonds européen de développement régional (FEDER) en Calabre devrait être le tourisme qui est le programme le plus en retard.

Pourtant l'exemple corse est là pour montrer combien une invasion massive peut bouleverser l'équilibre de ces sociétés où l'hospitalité à l'égard de l'étranger est une valeur traditionnelle. Jean-Paul de Rocca-Serra, figure historique de la politique corse, o'a-t-il pas expliqué que les Corses perçoivent le tourisme comme une « agression », même si elle est « rentable » ? Rien ne dit que les Calabrais, infiniment désireux de sortir de leur marasme, auraient une attitude comparable. Mais, en dépit de l'aide de la CEE, le développement du tourisme ici se heurte pour le moment à deux obstacles. D'une part, la présence de la Mafia ; d'autre part, encore, ces deux obstacles soient en partie liés, l'urbanisation anarchique et la spéculation immobilière, qui rendent les villes peu attractives et gâchent les paysages.

Les deux régions partagent, au fond, une ultime singularité, dont elles se seraient sans doute bien passées : le diagnostic de leurs maladies est aussi facile à établir que les remèdes sont difficiles à imaginer.

de notre envoyé spécial à Reggio de Calabre  
Jean-Louis Andréani

## BASSE-NORMANDIE

Coutances à l'heure du jazz sous les pommiers

La douzième édition de « Jazz sous les pommiers » a lieu du 15 au 22 mai à Coutances, dans la Manche. Durant cette semaine de l'Ascension, la cité épiscopale de 12 000 habitants, habituellement blottie derrière les haies du bocage normand, double sa population. Au fil des concerts, « Jazz sous les pommiers » s'est taillé une réputation de convivialité et de qualité. Comme à son habitude, l'édition 1993 mélange les « pros », comme Lionel Hampton, Buddy Guy ou Césaire Evora, l'étonnante chanteuse du Cap-Vert, et les originalités. Pour ouvrir le festival, un « boaf sous les pommiers » marie la compagnie de danse contemporaine Daniel Larieu et la quatuor anglais Baines. Lancé en 1982 par une équipe de copains autour de Denis Lebas, aujourd'hui directeur du théâtre de Coutances, ce festival tient à tout prix à protéger son côté artisanal et bénévole.

## RHÔNE-ALPES

Un funiculaire à Tignes

Un quatrièm funiculaire dessert, depuis le 14 avril, les pentes des Alpes. Après Val-d'Isère, les Deux-Alpes et Bourg-Saint-Maurice-les Arcs, la station de Tignes, en Savoie, vient de se doter d'un appareil qui achemine toutes les six minutes, jusqu'à 3 000 mètres d'altitude, 330 skieurs. Cette nouvelle remontée mécanique emprunte un tunnel de 3,5 kilomètres sous le glacier de la Grande-Motte. Près de quatre années ont été nécessaires pour réaliser ce projet financé par la Société des téléphériques de la Grande-Motte, contrôlée par la Compagnie des Alpes, elle-même filiale à 100 % du groupe Calsse des dépôts-développement. Cette remontée mécanique, d'un coût élevé (près de 170 millions de francs), doit permettre à la station d'améliorer l'environnement en faisant disparaître les deux lignes de télécabines en service depuis plus de vingt ans. Les cinquante pylônes de la remontée et le ligne électrique de 20 000 volts qui « polluent » le site seront démontés, livrant aux skieurs de nouveaux espaces.

Un district de l'Ain invite ses « enfants »

Pendant du principe que les gens qui ont quitté la région sont les mieux à même d'y revenir, à condition de donner l'image négative qui leur est restée et de leur offrir des perspectives, les responsables du district rural de Champagne-en-Valromey, dans le département de l'Ain, ont bâti ce qu'ils appellent « une opération d'isolement ». L'objectif de cette initiative, qui a lieu samedi 15 mai, est de sensibiliser les « enfants du pays » aux efforts de revitalisation engagés par les élus et leurs partenaires. L'idée est de leur montrer, témoignages à l'appui, qu'il est possible de travailler et de bien vivre dans leur région d'origine et qu'ils peuvent contribuer à son développement, soit en apportant leurs idées, soit en y revenant pour y créer de nouvelles activités. Le district a retrouvé et invité trois cent cinquante personnes, dont médailles olympiques et championnes du monde de biathlon Corinne Niogret et Delphine Bursat, devenues aujourd'hui porte-drapeau de la région, qui partageront leur journée entre informations, réflexions et retrouvailles festives.

## Crise de la bergamote

La culture de la bergamote est une spécialité « historique » de Reggio. La Calabre, grâce à un microclimat très favorable, est le seul endroit où l'oléagineux mondiale et se produisant représente 20 % des exportations de la province. Les problèmes que rencontrent aujourd'hui ses producteurs illustrent parfois insolubles, de l'agriculture calabraise.

Francesco Crispo, président du consortium de Reggio, dont l'usine transforme, dit-il, de 20 % à 25 % de la production de la province, raconte le lent déclin de la bergamote calabraise. Utilisée surtout dans la fabrication des parfums, la bergamote a vu les superficies consacrées à sa culture, situées en bord de mer, grignotées par l'urbanisation et la spéculation immobilière. Accusée, il y a quelques années, de contenir des produits cancérigènes, elle subit maintenant la concurrence d'essences de synthèse.

Enfin, faute d'un lobbying efficace des représentants de cette production marginale, les certificats d'origine qui attestent sa qualité et sa provenance ne sont plus obligatoires, explique M. Crispo, depuis l'ouverture du grand marché européen. Le prix payé pour le kilo d'essence de ber-

gamote était, en 1989, en litres constants, à 10 % du prix payé en 1969.

Si le fruit de la bergamote ressemble à un gros citron, sa culture n'a longtemps pas été considérée par la CEE comme une production agricole, puisque la bergamote est surtout utilisée à des fins industrielles. M. Crispo explique que la Communauté soutient depuis deux ans cette culture, dans le cadre de la défense des patrimoines régionaux spécifiques.

## Une usine vieillotte et délabrée

La CEE a financé à 100 % la reconversion de plantations anciennes et devrait aider à la modernisation de l'usine de transformation du consortium de Reggio. Ce qui ne serait pas un luxe, tant l'usine, vieillotte et délabrée, évoque plus le dix-neuvième siècle que le vingt et unième.

Néanmoins, selon M. Crispo, l'aide, trop faible, accordée jusqu'à maintenant a profité seulement à 5 % des producteurs. Lorsqu'on lui demande comment, dans ces conditions, les heureux bénéficiaires ont été choisis, il éclate de rire et répond : « A l'italienne ! » C'est tout dire.

J.-L. A.

## Les aides de Bruxelles

Comme toutes les régions pauvres de la CEE, la Calabre reçoit l'aide des fonds structurels de la Communauté (fonds agricole, fonds régional, fonds social). Au total 13 % de l'enveloppe des sommes attribuées à l'Italie lui reviennent. Bruxelles a prévu, ici aussi, une diminution de l'activité agricole, qui représente encore 20 % des emplois. C'est pourquoi, si l'action de la CEE comprend un volet agricole (des subventions destinées à renouveler les variétés d'orangers, ou à compléter les oliveraies pour la construction d'huileries), la Commission consacre l'essentiel de son aide à d'autres secteurs : infrastructures de transports ou de communication, environnement, équipements touristiques, formation, petites et moyennes entreprises.

Mais l'action de la CEE se heurte à de nombreuses difficultés. Au 1<sup>er</sup> janvier 1993, les programmes, qui venaient à échéance cette année pour les uns, en 1992 pour les autres, n'avaient été réalisés en moyenne qu'à 23,8 %. Le rythme s'est récemment accéléré, puisque ce taux était passé à 30 % environ à la fin mars. Ces chiffres ne sont pas spécifiques à la Calabre : des données similaires se retrouvent dans toutes les régions du sud de l'Italie.

J.-L. A.

FAISER LA DÉCENTR

DEUR INTERNE ANALYSTE

UN DIRECTEUR DE CAN

UN ATTACHÉ À L'IMIN



DÉBAT

# REPENSER LA DÉCENTRALISATION

par Paul Graziani et Pierre Richard

**L**a décentralisation est à repenser. Cette affirmation en forme d'apparent paradoxe ne mésestime pas l'importance des réformes qui ont été accomplies depuis onze ans, pas plus qu'elle ne traduit une volonté écue-jacente de eurenchère. Plus modestement, mais sans doute aussi plus fondamentalement, elle souligne en revanche l'urgence qu'il y aurait à procéder à une évaluation digne de ce nom des réformes engagées et à clarifier l'échec d'une décennie de réformes qui a généré un droit ambigu, souvent obscur, contradictoire, et des pratiques parfois lourdes de dysfonctionnements.

## Une dimension très politique

L'affirmation appelle une réflexion sur le sens et les finalités d'un « mouvement » dont on commence à prendre conscience qu'il ne se situe pas à la marge mais bien au cœur du processus de modernisation de l'ensemble de notre sphère publique et des principaux défis qui se posent aujourd'hui à notre société.

En fait, après onze ans de décentralisation, le « local » n'est plus seulement dans le « local » : la construction européenne, l'impérieuse nécessité d'une relance de l'aménagement du territoire, la crise du politique, celle de nos systèmes de solidarité sociale, les interrogations sur l'évolution du rôle de l'Etat « central » dans un monde où l'une des caractéristiques de la modernité est le partage des pouvoirs, restituent à la dynamique lancée en 1982 la dimension politique qui est la sienne.

Car non seulement la décentralisation ne peut plus être réduite à son seul mécanisme administratif, mais elle constitue désormais l'un des « fils rouges » traversant ce tissu sans coutures, d'enjeux complexes, de crises et de défis multiples, de mutations et d'évolutions, qui touchent tous les grands

domaines de notre organisation sociale, institutionnelle et politique.

Parler de la décentralisation aujourd'hui, c'est parler à la fois de l'amélioration du cadre de vie et du fonctionnement de la démocratie, de la gestion des collèges ou des lycées et de l'avenir de notre système éducatif, de l'urbanisme et du logement et de la montée de l'exclusion sociale, de l'archaïsme de notre système fiscal et des prélèvements obligatoires, de la modernisation de la gestion locale et de l'avenir du service public, de la citoyenneté et de l'Europe.

Cette évolution n'est pas seulement le fait de l'exercice des responsabilités territoriales par des élus d'venus de véritables décideurs publics locaux et confrontés, en première ligne, à une pression sans précédent de la demande sociale. Elle tient aussi à la relative incapacité de l'Etat, ces dernières années, à intégrer, la logique de la décentralisation et à la configuration d'un nouveau diptyque, où la construction de l'Europe et l'émergence d'une « scène politique locale » jouent un rôle majeur.

## De l'Etat jacobin à l'Etat relatif

L'ouverture européenne entraîne l'Etat sur un terrain où il n'est plus le seul « maître des horloges » ; la relance de l'Europe, avec l'affirmation du principe de subsidiarité, ne peut sans doute qu'accélérer en la révélant un peu plus, le nécessaire évolution de l'Etat jacobin. Mais s'agit-il de revenir en arrière ou d'accepter ces évolutions et donc d'y réfléchir collectivement ? Cette ligne de partage est désormais tracée dans notre paysage politique, d'une part entre les jacobins et les décentralisateurs ; et d'autre part entre les « eurosceptiques » et les « pro-européens », ce qui complique notre vieux clivage droite-gauche et traverse chaque famille politique.

S'il faut aujourd'hui repenser la décentralisation dans toute sa dimension polyphonique, il convient d'abord de mieux

connaître ses réalités complexes, d'avoir enfin, comme l'appelle de ses vœux la sociologue Michel Crozier, une « connaissance experte » du chemin parcouru, appuyée sur des faits incontestables, qui puissent devenir matière pertinente à analyse. Cela suppose aussi de réunir les conditions d'un débat public entre experts et élus, fondé sur la transparence, la vérité des arguments et le respect de l'objectivité, dans le respect des sensibilités.

## Expertise et débat public

Depuis plusieurs années, l'Institut de la décentralisation s'est engagé dans cette voie. Fort de son pluralisme, de la qualité de ses travaux, il doit aujourd'hui répondre mieux encore à sa vocation. Le renouvellement de ses instances revêt la double sens de cette exigence et d'un appel que nous voulons lancer. Nous pensons qu'il est temps que, dans un esprit de tolérance et de dialogue non partisan, au-delà des querelles de chapelles, de territoires et de spécialistes, se rassemble, au sein d'une structure s'inspirant des grandes fondations anglo-saxonnes, tout ce que l'esprit public et l'entreprise comptent d'élus, de spécialistes, de fonctionnaires, de citoyens engagés.

L'Institut de la décentralisation pour sa part, veut être ce « lieu indépendant d'expertise », de débat et de libre réflexion, éclairant la délibération politique, et ouvert à tous ceux qui voudront, à nos côtés, dans le respect des missions régaliennes de l'Etat, penser l'avenir des libertés locales en Europe.

► Paul Graziani (RPR) est maire de Boulogne-Billancourt, président fondateur et président du comité d'orientation de l'Institut de la décentralisation.

► Pierre Richard est président du directoire du Crédit local de France, président du conseil d'administration de l'Institut.

LIVRES

# MÉMOIRES DE BARCELONE

par Montserrat Roig et Annie Goetzinger  
Ed. La Sirène,  
18, avenue de la Cristallerie,  
92310 Sèvres.  
76 p., 129 F.

Une promenade dans la capitale catalane est toujours un moment agréable. Une flèche de la Sagrada Família, le doigt de Christophe Colomb, une vue de quelques terrasses des ramblas, voilà de petites parcelles de Barcelone qui rappellent des souvenirs, qui invitent à de nouvelles aventures.

Annie Goetzinger, la dessinatrice qui chaque semaine apporte des couleurs aux villes présentées dans la série « Cités » page suivante, a vécu à Barcelone. Elle a aimé cette ville, son architecture, son histoire, son ambiance méditerranéenne, ses habitants. L'envie de restituer ces images glanées au fil des jours, au gré des flâneries et des sorties nocturnes, lui est venue. « Ce livre est né de l'envie de renouer le dialogue, même artificiel, et de faire encore une promenade avec Montserrat dans Barcelone » écrit Annie Goetzinger dans la préface, en évoquant son souhait de faire mieux connaître aux lecteurs français Montserrat Roig, une romancière et essayiste catalane disparue prématurément.

Alors, avec ses couleurs et ses crayons, l'auteur de bandes dessinées abandonne ses personnalités et se fait reporter. Elle propose aux lecteurs de l'emmener dans les cafés de la place Catalunya, au marché de la Boqueria, dans les quartiers ouverts construits pour les Jeux olympiques, le long de la plage San-Miquel et encore, et toujours, sous les platanes des Ramblas. Annie

Goetzinger dessine les façades avec leurs stores verts à lamelles de bois, elle parvient aussi à illustrer les parfums de la ville.

Des textes de Montserrat Roig, des images d'Annie Goetzinger, des pages qui invitent au voyage. Et parfois le plaisir laisse place à la mélancolie. « Les tertulias disparaissent, mais les cafés aussi. Sur une portion de la rambla qui porte son nom, à Can-Canaltes, on sert désormais des hamburgers et des boissons pétillantes venues d'ailleurs. » Le temps passe, la ville change, et parfois les amis disparaissent.

S. B.

URBANISME ET SÉCURITÉ JURIDIQUE  
Ed. Litec,  
158, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.  
1993, 1047 p.

Les octaires ne font pas les choses à la légère. Pour préparer leur congrès consacré cette année à l'urbanisme (le Monde du 25-26 avril), ils ont travaillé durant des mois et quatre commissions. Le résultat de leurs réflexions est un pavé juridique, tant par son épaisseur que par sa pertinence. Abordant les quatre sujets clés de l'urbanisme (le plan d'occupation des sols, la maîtrise et l'aménagement des sols, le permis de construire, la protection des espaces bâtis), ils se livrent à une analyse critique du code et de son application. Elle intéressera les praticiens et les juristes. Car en ce domaine les textes sont loin de se suffire à eux-mêmes, il faut aussi flairer « l'esprit des lois ».

# OFFRES D'EMPLOIS

## AUDITEUR INTERNE-ANALYSTE DE GESTION

LA VILLE DE MULHOUSE, 2 200 agents, un budget de 900 MF + 300 MF d'investissement, s'est dotée d'un système d'information de gestion performant. Elle souhaite développer ces procédures afin d'optimiser le service public.

**FONCTIONS :** La création d'une mission d'audit interne est ainsi à l'ordre du jour. Votre rôle sera de promouvoir cette nouvelle structure, participer par là même à la détermination des objectifs stratégiques concernant l'ensemble de la gestion de la ville (conception et suivi du système d'information de gestion, analyse de la performance, évolution des tableaux de bord existants et leur hiérarchisation). La mission d'audit interne regroupera également l'administration du système d'information et la cellule organisation et méthode. Dotée d'une compétence transversale, elle sera directement rattachée au Secrétaire général de la ville de Mulhouse.

**PROFIL :** Formation grande école de gestion, ingénieur ou équivalent, complétée si possible par une formation en informatique (type MAGE). La connaissance des outils micro-informatique est indispensable. Le candidat retenu sera un homme ou une femme de terrain, allant rigueur, méthode, sens de l'analyse et de grandes qualités relationnelles. Il devra justifier d'une ou plusieurs expériences conclues dans des organisations similaires (minimum : 7 à 10 ans).

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée de votre CV, d'une photo et de vos prétentions à :  
M. LE MAIRE DE MULHOUSE - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
BP 3089 68082 MULHOUSE Cedex - Fax 89/32/59/09



## VILLE DE TREMBLAY-EN-FRANCE

(Seine-Saint-Denis ■ 32 000 habitants)

20 minutes CHATELET RER B

## RECHERCHE

### UN DIRECTEUR DE CABINET

Collaborateur du Maire, il s'attachera à étudier les grands dossiers d'une ville dynamique placée au cœur du pôle d'envergure européenne de Roissy, aidera le Maire dans la prise de décisions, dirigera une équipe de collaborateurs et d'assistants.

#### QUALITÉS REQUISES :

- Formation universitaire souhaitée.
- Connaissance des affaires municipales appréciée.
- Esprit d'écoute et d'ouverture aux problèmes complexes de la société.

### UN ATTACHÉ PARLEMENTAIRE

Chargé de coordonner l'activité parlementaire dans les trois villes de la circonscription : SEVRAN/TREMBLAY/VILLEPINTE. Travaillera en étroite liaison avec le Directeur de Cabinet.

#### QUALITÉS REQUISES :

- Esprit d'initiative.
- Aptitude à la rédaction.
- Formation juridique souhaitée.

Envoyer lettre de candidature et curriculum vitae à :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ-MAIRE  
VILLE DE TREMBLAY-EN-FRANCE  
18, bd de l'Hôtel-de-Ville  
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE



## LE CNASEA

établissement public national

recrute par CONCOURS

### son CHEF DE BUREAU pour CERGY-PONTOISE (95)

Sous l'autorité du délégué régional d'Ile-de-France, vous aurez la responsabilité du bureau chargé des actions de formation professionnelle et de l'emploi.

Dans le cadre de l'organisation de votre unité, vous assurerez la gestion administrative et financière des dossiers en utilisant des procédures informatisées, vous concevrez et réaliserez des études et bilans statistiques, vous encadrerez et évaluerez les personnels du bureau (30 à 40 personnes).

Vous représenterez la délégation régionale dans les réunions externes et participerez avec le délégué régional aux négociations conduites avec les partenaires locaux.

#### CONDITIONS D'INSCRIPTION

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5 (diplôme de troisième cycle de l'enseignement supérieur, d'ingénieur des grandes écoles ou équivalent) et retirer un dossier d'inscription à l'adresse ci-dessous. La clôture des inscriptions interviendra le 14 JUIN 1993.

CNASEA, Service du Personnel, Cellule Concours

7, rue Ernest-Renan, 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex

Téléphone : 46-48-40-42 ■ 46-48-40-51

L'AFAQ, organisme certificateur  
de systèmes Assurance Qualité en France

#### RECHERCHE

### UN CADRE pour son Comité Sectoriel Transports

Dynamique, méthodique et rigoureux, il ou elle aura en charge d'animer ce comité. Agé(e) entre 30 et 40 ans, il ou elle devra avoir une formation supérieure (ingénieur) et devra bien connaître le monde du Transport ou de la Logistique et les systèmes de certification (assurance Qualité). Parler anglais et utiliser la micro-informatique sont des atouts essentiels. Poste à pourvoir rapidement, basé banlieue sud de Paris.

Adresser CV + lettre manuscrite à l'attention de P. BOURGEOIS à : AFAQ ■ BP 40 ■ 92224 BAGNEUX Cedex



ASSOCIATION  
FRANÇAISE POUR  
L'ASSURANCE DE  
LA QUALITÉ



## Un pas entre la France et l'Angleterre

## BAD NEWS

● Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodaz (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1<sup>er</sup> février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Pénquieu (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1<sup>er</sup> mars) ; Bastie (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars).